

**Rapport de gestion
Annual report
2017**

TABLE DES MATIÈRES

TABLE OF CONTENTS

MESSAGE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	1
<i>BOARD OF DIRECTORS' MESSAGE</i>	
CHIFFRES CLÉS 2017.....	2
<i>KEY FIGURES 2017</i>	
RAPPORT D'ACTIVITÉ.....	3
<i>BUSINESS REVIEW</i>	
AIRESIS	3
LE COQ SPORTIF.....	4
GROUPE MOVEMENT.....	8
<i>MOVEMENT GROUP</i>	
CORPORATE GOVERNANCE.....	13
<i>CORPORATE GOVERNANCE</i>	
RAPPORT DE REMUNERATION.....	39
<i>COMPENSATION REPORT</i>	
COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXES.....	47
<i>CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS AND NOTES</i>	
COMPTES STATUTAIRES ET ANNEXES.....	101
<i>STATUTORY ACCOUNTS AND NOTES</i>	

2017, Airesis, Montreux (Suisse)

Ce rapport contient des prévisions qui expriment les opinions actuelles. Cela implique certains risques et les résultats peuvent diverger des points de vue donnés.

Pour éviter toute mauvaise interprétation, ce rapport est établi en français, puis traduit en anglais pour information. La version française prévaut contre toutes les autres versions.

Impression

Ce rapport est imprimé sur du papier issu de forêts bien gérées et d'autres sources certifiées par la Forest Stewardship Council (FSC).

2017, Airesis, Montreux (Switzerland)

This report contains forward-looking statements, which express current opinions. This involves certain risks and results can differ from the views given.

To avoid misinterpretation, this report is published in French and translated into English for information purposes. The French version surpasses all other versions.

Printing

This report is printed on paper produced from well-managed forest and other sources certified by the Forest Stewardship Council (FSC).

MESSAGE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**BOARD OF DIRECTORS' MESSAGE**

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Les revenus consolidés d'Airesis augmentent de 9% par rapport à l'exercice précédent, Le Coq Sportif est le principal vecteur de cette croissance jugée très satisfaisante.

LE COQ SPORTIF

L'année 2017 est marquée par un retour à la profitabilité, le résultat net atteignant MEUR 0.6 (2016 : MEUR -12.6). Entraîné par d'excellentes ventes textiles, le chiffre d'affaires du Coq Sportif poursuit sa croissance (+ 9%) et s'établit à MEUR 118. La marge, quant à elle, est en hausse et atteint 45% par rapport à 44% l'année précédente. Cette progression est particulièrement forte sur le second semestre.

La marque Le Coq Sportif continue de gagner en notoriété au travers de ses partenariats. La collaboration avec la Fédération Française de Rugby (FFR) ainsi qu'avec Renault F1 permettent de valoriser la stratégie de redéploiement du textile et renforcent l'implication du Coq Sportif dans le monde du sport professionnel. Les corners (espaces dédiés dans les magasins partenaires) sont également une réussite. Leur nombre a quintuplé en France, passant de 88 en 2015 à près de 500 corners en 2017, permettant ainsi la forte augmentation des ventes textiles.

MOVEMENT

En 2017, la réorganisation de Movement se poursuit; la gamme de produits a été concentrée pour gagner en impact et le portefeuille des marques a été concentré afin de focaliser les efforts sur quelques marques fortes, dont Le Coq Sportif qui représente la marque avec le plus fort potentiel.

Le chiffre d'affaires atteint MCHF 9.2 (2016 : MCHF 9.9). Les conditions météorologiques particulièrement défavorables de l'hiver précédent ont pénalisé les ventes sur le premier semestre. Néanmoins, les marges ont été revues à la hausse et les charges opérationnelles sont stables. Les corners Le Coq Sportif sont visibles sur le marché helvétique et ne cessent de croître grâce à la synergie établie entre la marque tricolore et Movement. L'implémentation de la marque française n'en est toutefois qu'à ses débuts.

C'est ainsi, au travers de la distribution du Coq Sportif en Suisse, de la qualité de ses produits et de la maîtrise de sa chaîne de production que Movement préservera sa capacité bénéficiaire.

Le Conseil d'Administration

Dear Shareholders,

Airesis' consolidated revenues increased by 9%, Le Coq Sportif was the main driver of this growth, which is considered very satisfactory.

LE COQ SPORTIF

Le Coq Sportif returns to profitability, the net result reaching MEUR 0.6 (2016: MEUR -12.6). Driven by excellent textile sales, Le Coq Sportif's turnover continues to grow (+ 9%) to MEUR 118. As previously announced, margin is rising up to 45% compared to 44% in previous year. This growth is particularly robust in the second half year. In 2017.

Le Coq Sportif's brand awareness continues to grow through its partnerships. The collaboration with the French Rugby Federation (FFR) and Renault F1 underpin the textile redeployment strategy and increase Le Coq Sportif's involvement in the world of professional sports. Corners (dedicated areas in partners' stores) are also a success. Their amount quintupled in France from 88 corners in 2015 to almost 500 corners in 2017, leading to this year strong textile sales.

MOVEMENT

In 2017, Movement reorganization is under way; the product range was concentrated to have greater impact and its brand portfolio was concentrated to focus the efforts on a few strong brands, including Le Coq Sportif which has the greatest potential.

Movement's turnover reach MCHF 9.2 (2016: MCHF 9.9). The unfavourable snowfall from previous winter penalized sales in the first half of the year. However, margins have been revised upwards and the operating expenses are stable. Le Coq Sportif corners are now present on the Swiss market and their number continues to grow thanks to the synergy between the tricolour brand and Movement. The implementation of the French brand tough is still in an early stage.

It is therefore through the distribution of Coq Sportif in Switzerland, the quality of its products and the mastery of its production chain that Movement will preserve its ability to be profitable.

The Board of Directors

CHIFFRES CLÉS 2017
KEY FIGURES 2017

Détails par participation (en milliers)	2016	2017	Details for each participation (in thousands)
Taux de change moyen EUR/CHF	1.0900	1.1105	Average currency exchange rate EUR/CHF
Revenus Le Coq Sportif (en monnaie locale)	108 297	117 536	Revenue Le Coq Sportif (in local currency)
Revenus Le Coq Sportif (en CHF)	118 044	130 524	Revenue Le Coq Sportif (in CHF)
Revenus Groupe Movement *	9 903	9 201	Revenue Movement Group*
Revenus Corporate & autres	310	377	Revenue Corporate & others
Revenus totaux consolidés	128 257	140 102	Total consolidated revenue
Résultat net Le Coq Sportif (en monnaie locale)	-12 589	623	Net result Le Coq Sportif (in local currency)
Résultat net Le Coq Sportif (en CHF)	-13 721	693	Net result Le Coq Sportif (in CHF)
Résultat net ordinaire Groupe Movement*	-637	146	Ordinary net result from Movement Group*
Résultat net Corporate & autres	-3 329	-3 520	Net result Corporate and others
Traitements IFRS Movement	-292	-127	Movement IFRS adjustments
Résultat net IFRS	-17 979	-2 808	IFRS net result
Compte de résultat * (chiffres consolidés en milliers de CHF)	2016	2017	Income statement * (consolidated figures in thousands of CHF)
Revenus totaux	128 257	140 102	Total revenue
Marge	56 735	63 905	Margin
Résultat opérationnel (EBITDA)	-9 627	433	EBITDA
Résultat net, attribuable aux actionnaires de Airesis	-14 729	-2 813	Net result, attributable to Airesis' shareholders
Bilan (chiffres consolidés en milliers de CHF)	2016	2017	Balance Sheet (consolidated figures in thousands of CHF)
Actifs courants	75 757	82 756	Current assets
Fonds étrangers courants	88 114	77 651	Current liabilities
Actifs non courants	59 347	59 440	Non-current assets
Fonds étrangers non courants	17 631	31 578	Non-current liabilities
Intérêts non-contrôlant	2 476	5 734	Non-controlling interest
Fonds propres attribuables aux actionnaires de Airesis	26 883	27 233	Equity, attributable to Airesis' shareholders
Principales participations (% de détention)	31.12.2016	31.12.2017	Main participations (% of capital shareholding)
Le Coq Sportif	79%	82%	Le Coq Sportif
Movement	92%	92%	Movement

* Selon reporting interne de Movement

* According to Movement's internal reporting

RAPPORT D'ACTIVITÉ

BUSINESS REVIEW

STRATEGIE D'AIREIS ET SECTEURS OPERATIONNELS

Airesis est une holding d'investissement. Durant son histoire, les investissements principaux d'Airesis ont été concentrés dans l'immobilier et les marques. Tout en restant ouverte à d'autres opportunités, Airesis investit principalement dans les domaines où sa propre expérience et son savoir représentent une source de confiance. Par le passé, Airesis a trouvé dans l'immobilier une base de stabilité et de revenus continus. Un retour dans ce secteur d'activité n'est pas exclu. Airesis cherche à investir dans des sociétés qui offrent la perspective d'une importante revalorisation grâce au potentiel que représente la revitalisation des marques qu'elle possède. Airesis réalise ses profits essentiellement lors de la vente de ses investissements.

CONSOLIDATION ET PARTICIPATIONS

En 2004, des participations ont été incorporées dans HPI Holding alors sans activité. L'entité sera ensuite renommée Airesis en février 2005.

La principale devise de nos participations étant l'euro, la variation du franc suisse vis-à-vis de l'euro impacte les comptes consolidés d'Airesis.

Airesis détient 82% du Coq Sportif et 92% de Movement Holding.

AIREIS SA HOLDING

Tous les objets proposés à l'Assemblée Générale 2017 par le Conseil d'administration ont été acceptés.

Suite à la vente de Boards & More fin 2013, Airesis s'est concentrée sur Le Coq Sportif dont le potentiel pressenti est très fort. Airesis avait déclaré être ouverte à acquérir, conformément à sa stratégie, des sociétés avec un grand potentiel. L'acquisition du Groupe Movement en 2015, a été effectuée dans ce contexte. Airesis détient désormais 92% du capital du Groupe Movement.

La structure du bilan statutaire d'Airesis SA reste stable et sans financement bancaire direct. Des cautionnements, signés afin de garantir certaines limites de crédit des participations, se montent à MCHF 13.8 au 31 décembre 2017. Ce montant ne dépasse toutefois pas la valeur des fonds propres des participations, valeur des marques incluse.

AIREIS STRATEGY AND OPERATIONAL SECTORS

Airesis is an investment holding company. During its history, the main investment areas were concentrated in real estate and brands. While remaining open to other opportunities, Airesis invests principally in businesses in which its own experience and knowledge represent a source of confidence. In the past, Airesis had found a stable base and a continuing revenue stream in real estate. Going back to this sector of activities is not excluded. Airesis seeks to invest in companies that offer revaluation prospects thanks to the potential offered by their revitalization. Airesis realizes profits primarily through the sale of its participations.

CONSOLIDATION AND PARTICIPATIONS

In 2004, participations were incorporated into HPI Holding, which was inactive at the time. The entity was later renamed Airesis in February 2005.

As the main currency of our participations is the euro, the variation of the Swiss franc against the euro impacts the consolidated figures of Airesis.

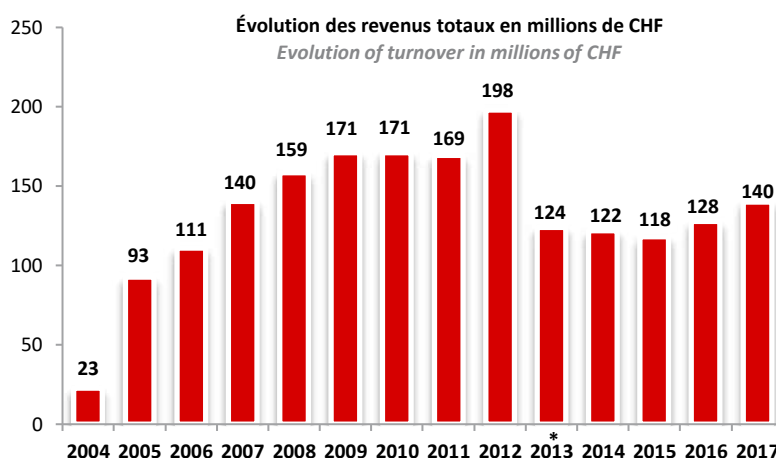
Airesis owns 82% of Coq Sportif and 92% of Movement Holding.

AIREIS SA HOLDING

All of the items proposed at the 2017 Annual General Meeting of shareholders by the Board of Directors were accepted.

Following the sale of Boards & More in late 2013, Airesis focused on Le Coq Sportif, which prospective potential is strong. At the time, Airesis stated that in accordance with its strategy, it was opened to acquire companies with high potential. The acquisition of Movement Group in 2015, is in the scope of Airesis' strategy. Airesis holds 92% of Movement Group.

Airesis SA's statutory balance sheet structure remains stable and free of direct bank financing. Letters of guarantee, signed to ensure certain limits for the participations, amounted to MCHF 13.8 as at December 31st, 2017. This amount does not, however, surpass the equity value of the participations, including the value of the brands.



*Activités continues et abandonnées, cumulées (cession de Boards & More en 2013)

*Accumulated continued and discontinued operations - (Sale of Boards & More in 2013)



LE COQ SPORTIF

FEDERATION FRANCAISE DE RUGBY 2018

La Fédération Française de Rugby (FFR) a choisi Le Coq Sportif comme nouvel équipementier du XV de France dès 2018 et pour une période de 6 ans. Ce contrat prestigieux avec la FFR valide les investissements consentis par Airesis et permettra de valoriser le business model de la marque. La stratégie de redéploiement du textile, entamée il y a plusieurs années et basée sur la proximité du sourcing, continue ainsi à porter ses fruits.

FRENCH RUGBY FEDERATION

The French Rugby Federation (FFR) Steering Committee has chosen the equipment supplier of the XV de France and amateur rugby, starting in 2018 and for a period of 6 years. This prestigious contract with the FFR confirms the investments granted by Airesis and will accentuate the brand's business model. The textile redeployment strategy, which began several years ago and is based on sourcing proximity, thus continues to bear fruits.



RENAULT F1

Le Coq Sportif entre dans l'univers de la Formule 1, une nouvelle discipline qu'il n'avait jamais abordée auparavant dans son histoire. En accord avec la stratégie d'investissement d'Airesis, sa marque phare gagne ainsi en visibilité au travers du sport professionnel.

RENAULT F1

Le Coq Sportif enters in the Formula 1 universe, a new discipline that it had never approached before in its history. In accordance with Airesis investment strategy, its flagship brand is increasing its brand awareness through professional sports.

L'ÉVOLUTION DU COQ SPORTIF

Le Coq Sportif est une marque de sport française reconnue et distribuée mondialement, même si certaines zones géographiques restent encore à explorer, l'Amérique du Nord notamment. L'entreprise créée en 1882 par Émile Camuset devient la toute première maison de bonneterie à mettre le savoir-faire de la maille au service des sportifs. À partir de 1948, Le Coq Sportif devient une marque distinctive avec le premier logo visible de l'histoire de l'équipement sportif. En 1951, Le Coq Sportif équipe la totalité des coureurs du Tour de France. Quelques années plus tard, en 1960, la société habille tous les athlètes français lors des Jeux Olympiques de Rome.

Au cours de son histoire, la marque connaît de nombreux succès associés à de grands événements sportifs comme le Tour de France. Elle affiche également des réussites liées à de grandes équipes comme l'équipe de France de rugby, les équipes nationales de football d'Italie et d'Argentine, l'AS Saint-Etienne ou l'Ajax d'Amsterdam, ainsi qu'à des personnalités qui ont marqué le monde du sport telles que Yannick Noah, Michel Platini, Bernard Hinault, Jean-Pierre Rives, Arthur Ashe ou Diego Maradona.

L'arrivée du groupe Airesis, actionnaire majoritaire depuis octobre 2005, permet la renaissance de la marque française telle que l'avait imaginée Émile Camuset : une marque profondément ancrée dans ses racines. Depuis la reprise par Airesis, Le Coq Sportif a enregistré une importante croissance de ses revenus.

L'expansion se concrétise dans un premier temps sur les marchés clés du Coq Sportif : la France, l'Italie et l'Espagne. Le développement du réseau de boutiques, dont les flagship stores de Paris, Milan, Barcelone et Londres, offrent une belle visibilité à la marque.

Dès 2010, Le Coq Sportif rénove les usines historiques de Romilly pour y installer le centre de développement textile ainsi qu'un atelier de production. La stratégie adoptée a été celle de la proximité et de la réactivité. Cette première étape a désormais été réalisée, tant du point de vue industriel que commercial. Aujourd'hui, 90% des matériaux utilisés sont fabriqués en France et près de 500 points de ventes, gérés à la semaine, ont été ouverts en France. Les prochains objectifs consistent en un développement à l'international ainsi qu'en la création d'une gamme « performance ».

Il est également nécessaire de développer la partie « chaussures » en s'inspirant du travail accompli sur le textile et en le dupliquant. La réactivité doit rester le modèle à suivre. Les premiers effets en terme de chiffre d'affaires se feront sentir dès 2018.

Airesis est convaincue que deux éléments contribueront à augmenter la notoriété de la marque tricolore ; tout d'abord, garantir une qualité du produit irréprochable, mais également œuvrer afin que la marque retrouve sa place dans l'émotion que procure le sport. Après le Tour de France, l'AS St-Etienne, la Fiorentina et le Racing 92, Le Coq Sportif équipera une équipe nationale, membre de l'élite, dans un sport majeur tel que le rugby. En effet, dès 2018, tous les maillots de la Fédération Française de Rugby seront floqués du Coq Sportif et fabriqués en France. Par ailleurs, un nouveau partenariat avec Renault F1 a été conclut, renforçant ainsi l'implication du Coq Sportif dans le monde du sport professionnel.

THE EVOLUTION OF LE COQ SPORTIF

Le Coq Sportif is an internationally recognized French sports brand, distributed worldwide, even if some regions are still to be conquered for business, in particular North America. Created in 1882 by Emile Camuset, the company first acquired its know-how in the hosiery business. Starting in 1948 Le Coq Sportif became a distinctive brand with the first visible logo in the history of sport equipment. In 1951 Le Coq Sportif became the exclusive textile supplier for the Tour de France. A few years later in 1960, the company dressed all the French athletes for the Olympic Games in Rome.

Throughout its history the brand has had a number of successes associated with major sporting events such as the Tour de France. It also had achievements associated with great teams such as the French rugby team, the Italian and Argentinian national football teams, the AS St-Etienne or Ajax Amsterdam football teams as well as sports celebrities including Yannick Noah, Michel Platini, Bernard Hinault, Jean-Pierre Rives, Arthur Ashe or Diego Maradona.

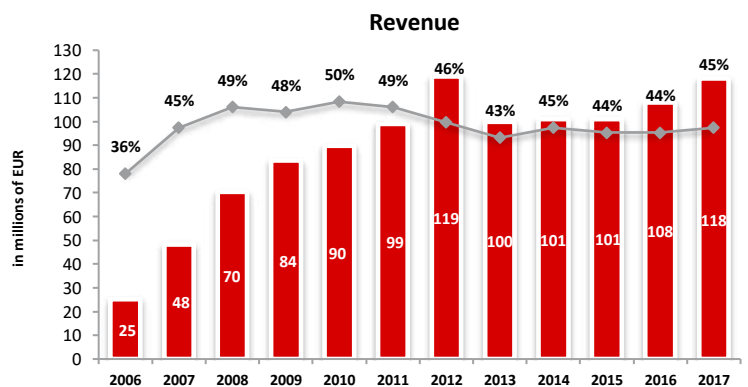
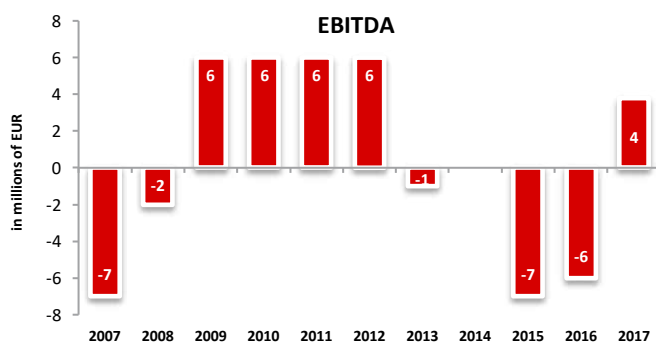
The acquisition by Airesis as a major shareholder in October 2005, allowed the rebirth of the brand initially thought by Emile Camuset : a brand deeply rooted in its origins. Since the takeover by Airesis, Le Coq Sportif has registered significant growth in revenues.

The expansion is reflected initially in the brand's key markets: France, Italy and Spain. The development of the retail network, whose flagship stores are in Paris, Milan, Barcelona and London, offers a great visibility to the brand.

As of 2010, Le Coq Sportif restored the historic factories in Romilly to establish its product development center and a production facility. The strategy adopted was that of proximity and responsiveness. This first step has now been achieved, both from an industrial and commercial point of view. Today, 90% of materials used are manufactured in France and nearly 500 sales outlets, managed on a weekly basis, have been opened in France. The next objectives are to develop internationally and to create a product range oriented toward "performance".

It is also necessary to develop the footwear segment, building on the work done in textile and duplicating it. Reactivity must remain the model to follow. The first effect on turnover will be visible from 2018.

Airesis is convinced that two components will contribute to increase awareness of the tricolour brand; First of all, guaranteeing a product quality irreproachable, but also to work so that the brand finds its place in the emotion that sport provides. After the Tour de France, AS St-Etienne, Fiorentina and Racing 92, Le Coq Sportif will equip a national team, a member of the elite, in a major sport such as rugby. Indeed, as of 2018, all the jerseys of the French Rugby Federation will be flocked with Le Coq Sportif and made in France. Additionally, a new collaboration with Renault F1 has also been concluded, further strengthening its involvement in the world of professional sports.



LE COQ SPORTIF

Le Coq Sportif atteint ses objectifs ; le résultat net renoue avec la rentabilité (2016 : perte de MEUR 12.6) et le chiffre d'affaires croît de 9% par rapport à 2016 pour atteindre MEUR 117.5 (2016 : MEUR 108.3).

Tel qu'anticipé, cette croissance est liée principalement au dynamisme de l'activité textile, à la reprise des ventes dans le réseau de boutiques Le Coq Sportif opéré en propre ainsi qu'au succès rencontré par la collection Printemps-Eté 2018 sur l'exercice 2017.

La marge opérationnelle continue de se renforcer (augmentation de 1,3 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent) à la faveur de trois principaux facteurs ; à savoir des négociations de prix auprès des principaux fournisseurs, un travail de fond sur les gammes produits et l'appréciation de l'euro contre le dollar.

Les frais fixes (ressources humaines et frais généraux) sont sous contrôle et en nette baisse par rapport à l'exercice précédent. Les dépenses Marketing, quant à elles, sont stables.

Un contrat de distribution avec une société tierce de distribution a pris fin en décembre 2017. Il s'agissait d'une charge d'exploitation annuelle de MEUR 0.7.

Après ses partenariats industriels avec Aube Tricotage et France Teinture, en 2017, Le Coq Sportif réaffirme sa stratégie de rapprochement avec le tissu industriel local en signant deux nouvelles collaborations : Premièrement, avec la Compagnie Vosgienne de la Chaussures (Vosges, France) ainsi qu'avec Ventura Socks (Aube, France).

Le Coq Sportif achieves its goals; the net result returns to profitability (2016: loss of MEUR 12.6) and sales continues to grow, up by 9% compared to 2016, to reach MEUR 117.5 (2016: KEUR 108 297).

As anticipated, this growth mostly relates to the dynamism of textile activity, to sales' resumption in Le Coq Sportif' own shops as well as the success encountered by the Spring-Summer 2018 collection over the 2017 fiscal year.

The operating margin continues to strengthen (1.3 percentage point increase compared to previous year) thanks to three main factors; price negotiations with our main suppliers, substantive work on product ranges and the appreciation of the euro against the dollar.

Fixed costs (human resources and general expenses) are managed and were sharply reduced compared to the previous year. Marketing expenses are stable.

A contract with a third party distribution company ended in December 2017. This contract represented an annual operating expense of KEUR 700.

Following its industrial partnerships with Aube Tricotage and France Teinture, in 2017, Le Coq Sportif reaffirms its strategy of bringing the local industrial fabric closer together by signing two new collaborations: First, with the Vosges Company of Shoes (Vosges, France) as well as with Ventura Socks (Aube, France).

Le Coq Sportif (en milliers d'EUR)	2016	2017	Le Coq Sportif (in thousands of EUR)
Total Wholesale Equivalent ¹⁾	177 832	182 381	Total Wholesale Equivalent ¹⁾
Revenus totaux	108 297	117 536	Total revenue
Marge	47 633	53 225	Margin
Marge en % des revenus totaux	44%	45%	Margin as % of total revenue
Dépenses opérationnelles	-53 962	-49 428	Operating expenses
Résultat opérationnel (EBITDA)	-6 329	3 797	EBITDA
Amortissements et ajustements de valeur	-3 260	-2 540	Depreciation, amortization and impairments
Résultat avant impôts et frais financiers (EBIT)	-9 589	1 257	EBIT
Résultat financier	-1 979	-58	Financial result
Résultat avant impôts (EBT)	-11 568	1 199	EBT
Impôts courants	-1 046	-637	Current tax
Impôts différés	25	61	Deferred tax
Résultat net	-12 589	623	Net result

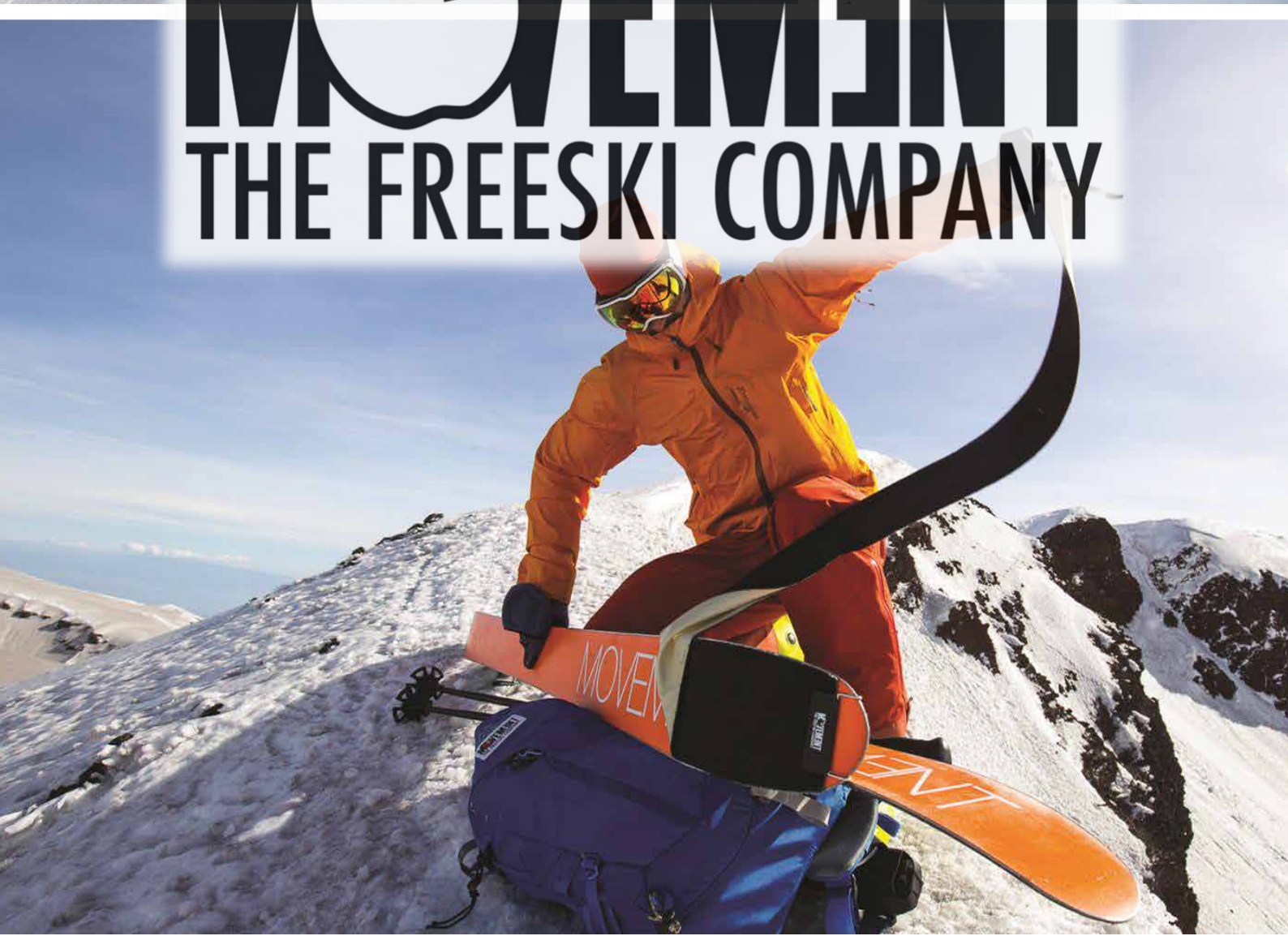
¹⁾ Le montant de Total Wholesale Equivalent est estimé sur la base des revenus de licences et autres revenus non-directs convertis en équivalents wholesale (ventes à des détaillants), ajoutés aux ventes directes.

¹⁾ The Total Wholesale Equivalent amount is estimated based on license revenues and other non-direct revenues converted into wholesale equivalent (sales to retailers), added to direct sales.



MOVEMENT

THE FREESKI COMPANY



L'HISTOIRE DU GROUPE

Movement Skis est né dans les Alpes suisses à la fin des années 90. Son principal marché est la Suisse, même si le groupe est présent dans une vingtaine de pays. La marque possède une identité unique et forte. Elle peut se prévaloir d'une bonne réputation chez les skieurs professionnels, en particulier dans le freeride et freeride touring. Elle a su développer un savoir-faire reconnu tant en termes de conception, de modélisation, de prototypes que de fabrication des skis. Elle a su concevoir de nouvelles technologies afin d'assurer aux professionnels et aux amateurs de ski une plus grande légèreté et skiabilité.

Movement Skis est propriétaire de son outil de production et possède une grande flexibilité de création. L'objectif de la marque est de continuer à promouvoir cette passion du ski au-delà de l'arc alpin européen et de développer progressivement la marque dans le reste du monde.

L'arrivée du groupe Airesis, en juin 2015, permet à Movement de renouer avec son savoir-faire et de concentrer la partie « distribution » sur les marques essentielles.

Le développement de la marque se déroulera en deux phases ; à court terme, l'attention sera portée sur la rentabilité qui sera travaillée de manière importante et sur la marge qui doit être renforcée. À plus longue échéance, les efforts tendront à se concentrer sur les compétences technologiques de Movement et sur ses capacités industrielles de développement et de fabrication de ses propres skis.

Afin d'accentuer sa présence sur le secteur Freeride et Montagne, un partenariat entre Movement et Aurélien Ducroz, double champion du monde de ski Freeride et multiple vainqueur de l'Xtreme de Verbier a été signé. Il devient ainsi, en 2016, l'un des ambassadeurs phare de la marque aux côtés de Lotten Rapp, Laurent DeMartin, Kévin Guri et Romain Grojean. Son expérience sur la neige et ses compétences en matière de développement vont permettre à la marque d'accroître la pertinence de son offre et son positionnement sur le secteur du Freeski.

En 2017, la réorganisation de Movement se poursuit ; la gamme de produits a été concentrée pour gagner en impact. D'autre part, les marges ont été revues à la hausse avec succès, valorisant ainsi une maîtrise de la qualité des produits. De plus, le développement de sa flexibilité permettra à Movement de maintenir sa capacité bénéficiaire future.

En termes de marché, la distribution de skis sur le territoire français est désormais réalisée en direct. La marque est ainsi mieux à même de mettre en valeur sa gamme de produits et de reprendre progressivement des parts de marché dans l'Hexagone.

Quant au modèle de distribution de Movement, le groupe a réorganisé son portefeuille des marques, visant ainsi à augmenter la performance des ventes. Ses efforts ont principalement été concentrés sur quelques marques fortes, dont Le Coq Sportif qui représente la marque avec le plus fort potentiel.

Aujourd'hui, les corners Le Coq Sportif sont visibles sur le marché helvétique et ne cessent de croître grâce à la synergie établie entre la marque tricolore et Movement. L'implantation de la marque française n'en est toutefois qu'à ses débuts.

THE STORY OF THE GROUP

Movement Skis was born in the Swiss Alps in the late 90s. Switzerland is its main market, but the Group distributes in about 20 countries. The Freeski brand has a unique and strong identity. It has been able to establish a good reputation amongst professional skiers, especially in the freeride and the freeride touring segment. It has successfully developed a unique know-how in terms of conception, modelization, prototypes as well as skis production. It has been able to develop new technologies to provide professionals and ski enthusiasts greater lightness and skiability.

Movement Skis owns its production tool and therefore has a great flexibility in terms of production. Its objective is to continue to promote this passion for ski beyond the European Alpine arc and to steadily increase brand awareness worldwide.

The acquisition by Airesis, in June 2015, allowed Movement to reconnect with its know-how and focus its "distribution" on key brands.

The brand development will take place in two phases; In the short term, significant work will be done on profitability and margin which needs be improved. In the longer term, efforts will tend to focus on the technological skills of Movement and its industrial capabilities to develop and manufacture its own skis.

In order to strengthen its presence in the Freeride and Mountain sector, a partnership between Movement and Aurélien Ducroz, double Freeride ski world champion and multiple winner of the Verbier Xtreme has been signed. In 2016, he became one of the brand's flagship ambassadors alongside Lotten Rapp, Laurent DeMartin, Kévin Guri and Romain Grojean. His experience on snow and his development skills will enable the brand to increase the relevance of its offer and positioning on the Freeski sector.

In 2017, Movement reorganization is under way; the product range was concentrated to have greater impact. Margins were improved thus highlighting its control over products quality. Furthermore, increasing Movement's flexibility will enable it to maintain its ability to be profitable in the future.

In terms of markets, skis' distribution on the French territory is now carried out directly by Movement. The brand is thus better able to promote its product range and gradually regain market share in the hexagon.

As for Movement's distribution model, the company has reorganized its brand portfolio to increase sales performance. Its efforts have mainly focused on a few strong brands, including Le Coq Sportif, which represents the brand with the greatest potential.

Le Coq Sportif corners are now present on the Swiss market and their number continues to grow thanks to the synergy between the tricolour brand and Movement. The establishment of the French brand though is still in an early stage.

MOVEMENT

En 2017, le groupe Movement réalise un chiffre d'affaires de MCHF 9.2 (2016 : MCHF 9.9) et un résultat net à l'équilibre (2016 : MCHF -0.9). Les fortes ventes de réassort en fin d'exercice n'ont pas permis de compenser le faible volume des ventes du premier semestre, conséquence directe des mauvaises conditions d'enneigement de l'hiver précédent.

Movement poursuit sa réorganisation. La gamme de skis a été concentrée pour gagner en impact et les prix, auprès des principaux fournisseurs, ont été re-négociés. Un travail de fonds est également réalisé sur la production afin de valoriser la qualité des produits. Au niveau des marques, la société a réorganisé son portefeuille et ses efforts se focalisent sur quelques enseignes fortes, dont Le Coq Sportif qui représente la marque avec le potentiel le plus prometteur. Les travaux réalisés permettent de renforcer la marge opérationnelle de 2.6 points de pourcentage par rapport à l'exercice antérieur.

Les frais de personnel ont été réduits, tandis que des dépenses Marketing ont été consenties afin d'augmenter la visibilité de Movement Skis en France et dans le milieu du Freeride. Dans l'ensemble, les charges opérationnelles demeurent stables.

En termes de marché, la distribution de skis sur le territoire français est désormais réalisée en direct. La marque est ainsi plus à même de mettre en valeur sa gamme de produits et de reprendre progressivement des parts de marché dans l'Hexagone. En Suisse, la société va accroître ses efforts en Suisse allemande, qui représente le plus fort potentiel de croissance.

2017, Movement's turnover reach MCHF 9.2 (2016: MCHF 9.9) and a net result at breakeven point (2016: MCHF -0.9). Strong sales at the end of the year did not offset the lower sales during the first semester resulting from unfavourable snowfall from the previous winter.

Movement reorganization is under way. The range of skis was concentrated to have greater impact and prices with major suppliers were re-negotiated. Groundwork on production has also begun in order to enhance product quality. In terms of distribution, Movement brand portfolio was concentrated to focus the efforts on a few strong brands, including Le Coq Sportif which has the greatest potential. As a result, the operating margin increased by 2.6 percentage point compared to previous year.

Personnel costs were reduced, while additional spending on Marketing were granted to increase Movement Skis brand awareness in France and on the Freeride scene. Overall, operating expenses remain stable.

In terms of market, skis' distribution on the French territory is now carried out directly by Movement. The brand is thus able to further promote its product range and gradually regain market share in the hexagon. In Switzerland, the company will increase its efforts in the German-speaking part of Switzerland, which represents the highest growth potential.

Movement (en milliers de CHF)	01.01.2016 - 31.12.2016	01.01.2017 - 31.12.2017	Movement (in thousands of CHF)
(Chiffres clés ordinaires selon reporting interne)			(Ordinary key figures from internal reporting)
Revenus totaux	9 903	9 201	Total revenue
Résultat brut ordinaire	4 505	4 421	Ordinary gross profit
Résultat brut ordinaire en % des revenus totaux	45%	48%	Ordinary Margin as % of total revenue
Dépenses opérationnelles	-4 937	-5 010	Operating expenses
Résultat opérationnel (EBITDA ordinaire)	-432	-589	Ordinary EBITDA
Résultat opérationnel (EBITDA ordinaire)	-432	-589	Ordinary EBITDA
Provisions IFRS des plans LPP	-109	-45	Other IFRS adjustments
Résultat opérationnel IFRS (EBITDA)	-541	-634	EBITDA IFRS

CORPORATE GOVERNANCE

Le présent Rapport de Corporate Governance a pour objectif de définir les principes visant à instaurer, à tous les niveaux, la transparence et un rapport équilibré entre les tâches de direction et de contrôle au sein de la société Airesis SA (Airesis ou la Société).

Ce rapport définit également la structure de la Société, le périmètre de consolidation, la composition de l'actionnariat et le rapport à l'ensemble des actionnaires, la structure du capital, la composition et le rôle du Conseil d'administration et des Comités d'audit et de rémunération, l'organisation interne de ces derniers, la composition et le rôle de la Direction, les principes de rémunération et d'intéressement (détaillé dans le rapport de rémunération figurant en page 39), les mesures de défense vis-à-vis de prises de contrôle, les indications en lien avec l'organe de révision et la politique d'information.

Ce Rapport de Corporate Governance s'appuie sur l'annexe de la Directive concernant les informations relatives à la Corporate Governance de la SIX Swiss Exchange du 13 décembre 2016. Elle s'inspire également du code suisse de bonne pratique d'économie suisse. Son contenu est revu une fois par année par le Conseil d'administration.

La date de référence des informations contenues dans le présent Rapport de Corporate Governance est le 31 décembre 2017, date de clôture de l'exercice sous revue. Les changements effectués ultérieurement sont signalés le cas échéant.

The purpose of this Corporate Governance Report is to define the principles required to establish transparency and a balanced relation at all levels between management and controlling functions within Airesis SA (Airesis or the Company).

This report also defines the structure of the Company and the scope of consolidation, the shareholding composition and the relationship with the shareholders, the capital structure and the role of the Board of Directors as well as the Audit and Compensation committees and their internal organisation, the composition and the role of Senior management, compensation and profit-sharing principles (by reference to the compensation report on page 39), protective measures against takeovers, instructions to the auditor and information policies.

This Corporate Governance Report is based on the appendix of the Directive concerning information relative to corporate governance established by SIX Swiss-Exchange on December 13th, 2016. It is also inspired by the Swiss code of best practice for Corporate Governance by économie suisse. The Board of Directors reviews all corporate governance content once a year.

The date of reference for any information contained in this Corporate Governance Report is December 31st, 2017, the closing date of the period under review. Changes occurring after this date are indicated if applicable.

1 PERIMÈTRE DE CONSOLIDATION ET ACTIONNARIAT

1.1 Structure du groupe

1.1.1 Structure opérationnelle

Airesis est une holding d'investissement. Durant son histoire, les investissements principaux d'Airesis ont été concentrés dans l'immobilier et les marques. Tout en restant ouverte à d'autres opportunités, Airesis investit principalement dans ces domaines d'activité où sa propre expérience et son savoir sont une source de confiance. Par le passé, Airesis a trouvé dans l'immobilier une base de stabilité et de revenus continus et un retour dans ce secteur d'activité n'est pas exclu. Dans les marques, Airesis cherche à investir dans des sociétés qui offrent la perspective d'une importante revalorisation grâce au potentiel que présente la revitalisation des marques qu'elles possèdent. Airesis réalise ses profits essentiellement lors de la vente de ses investissements. Nous renvoyons le lecteur à la note 30 de l'annexe aux comptes consolidés sur les secteurs opérationnels.

Au 31 décembre de l'année sous revue, Airesis détient (i) la majorité des parts du Coq Sportif, un groupe actif dans les vêtements et chaussures de sport et/ou d'inspiration sportive et (ii) 92% du capital-actions du Groupe Movement, propriétaire de la marque de ski vaudoise.

1.1.2 Sociétés incluses dans le périmètre de consolidation*

Airesis est la seule société du périmètre de consolidation à être cotée en bourse. Il s'agit d'une société anonyme.

1 SCOPE OF CONSOLIDATION AND SHAREHOLDING STRUCTURE

1.1 Group structure

1.1.1 Operational structure

Airesis is an investment holding company. During its history, the main investment areas were concentrated in real estate and brands. While remaining open to other opportunities, Airesis invests principally in businesses in which its own experience and knowledge are a source of confidence. In the past, Airesis had found a stable base and a continuing revenue stream in real estate, returning to this sector of activities is not excluded. In terms of brands, Airesis seeks to invest in companies that offer significant revaluation prospects thanks to the potential offered by revitalizing the brands they own. Airesis realizes profits primarily with the sale of participations. We refer the reader to note 30 on operating segments in the consolidated financial statements.

At December 31st of the year under review, Airesis holds (i) a majority stake in Le Coq Sportif, a group, which is active in sports lifestyle clothing and shoes; and (ii) 92% of the share capital of Movement Group, owner of the ski brand from the Vaud region.

1.1.2 Companies included in the scope of consolidation*

Airesis is the sole company listed on a stock exchange. Airesis is a public limited company.

Adresse du siège social - <i>Corporate headquarters' address</i>	Chemin du Pierrier 1, 1815 Clarens, Suisse - (CH)
Numéro de valeur/ISIN - <i>Valor number/ISIN</i>	1 094 762 / CH0010947627
Symbol - <i>Symbol</i>	AIRE
Place de cotation - <i>Listed exchange</i>	SIX Swiss Exchange, Zurich
Nombre d'actions - <i>Number of shares</i>	62 022 251
Devise - <i>Currency</i>	CHF (Swiss Franc)
Valeur nominale de l'action - <i>Nominal share value</i>	CHF 0.25
Capitalisation boursière au 31 décembre de l'année sous revue <i>Market capitalization as at 31 December</i>	KCHF 70 705 366.14
Normes comptables des comptes consolidés <i>Accounting standards for consolidated accounts</i>	IFRS (International Financial Reporting Standards)
Date de clôture des comptes <i>Closing date</i>	31 décembre 31 December

Structure des participations / Participation Structure*

Les comptes consolidés comprennent les comptes d'Airesis et des principales entités opérationnelles suivantes :

The consolidated statements included Airesis' statements and those of the following main operational entities:

Sociétés - % de détention - Siège social – Pays Companies - % held – Registered office – Country				
Airesis SA				
82%	Le Coq Sportif Holding SA		Clarens	Suisse / Switzerland
	100%	LCS International SAS	Romilly-sur-Seine	France / France
	100%	Sogecoq Sàrl	Strasbourg	France / France
	100%	Le Coq Sportif España SA	Strasbourg	France / France
	100%	Le Coq Sportif Italia s.r.l	Barcelone	Espagne / Spain
	100%	Le Coq Sportif UK Ltd (en cours de liquidation) / in liquidation	Milan	Italie / Italy
	95%	Le Coq Sportif Intl SUD AM	Londres	Royaume-Uni / United Kingdom
	30%	Le Coq Sportif Oceania (PTY) LTD	Buenos Aires	Argentine / Argentina
			Sydney	Australie / Australia
92%	Movement Holding		Clarens	Suisse / Switzerland
	100%	Faregal Holding SA	Puidoux	Suisse / Switzerland
	100%	Casoar SA	Puidoux	Suisse / Switzerland
	100%	Wild Duck SA	Puidoux	Suisse / Switzerland
	100%	AST Sàrl	Tunis	Tunisie / Tunisia
100%	A 2 I SA		Clarens	Suisse / Switzerland
40%	Comunus SICAV	Compartment entrepreneurs** Entrepreneur compartment**	Clarens	Suisse / Switzerland

** Le compartiment entrepreneurs consiste en une partie juridiquement distincte de la Société, responsable de la gestion du fonds, sans droit patrimonial sur les immeubles des compartiments investisseurs.

** The entrepreneur compartment is a legally distinct portion of the Company, responsible for managing the fund, without patrimonial rights to the buildings of the investor compartments.

*Remarques : Le capital-actions des sociétés est précisé dans les annexes aux chiffres consolidés, sous le point 2.4.

*Comments: Participation issued share capital is specified under note 2.4 in the consolidated financial statements notes.

1.1.3 Sociétés non cotées du périmètre de consolidation

Seule Airesis SA est cotée. Pour plus de détails sur la structure de chaque société, voir point 1.1.2 du présent Rapport de Corporate Governance.

1.1.3 Non-listed participations

Only Airesis SA is a listed company. For further details on the structure of each company see note 1.1.2 of this Corporate Governance Report.

1.2 Actionnaires et groupes d'actionnaires importants

Le seul groupe d'actionnaires connu du Conseil d'administration à ce jour est composé des héritiers de M. Robert Louis-Dreyfus, de M. Marc-Henri Beausire et de Petrus Finance SA (société dont les actionnaires principaux sont Marc-Henri Beausire et Pierre Duboux) (le Groupe d'actionnaires majoritaire). Au 31 décembre de l'année sous revue, le Groupe d'actionnaires majoritaire détenait, selon la dernière annonce, plus de 52.58% des droits de vote d'Airesis. Une convention d'actionnaires privée règle leur relation. Cette convention vise à instaurer une harmonie dans les décisions prises en Assemblée générale et à fixer un droit de préemption en cas de cession de titres. Cette convention a été conclue en septembre 2005, elle est renouvelable tacitement d'année en année sauf en cas de dénonciation par l'une des parties. Elle a été reconduite en 2017. Le détail de la convention d'actionnaires n'a pas été publié dans le cadre des devoirs d'annonce.

Au 31 décembre 2017 et selon la dernière annonce de passage de seuil reçue par la Société, les actionnaires détenant :

- Entre 50% et 66^{2/3}%* sont : Groupe d'actionnaires majoritaire, CH ;
- Entre 5% et 10 %* sont : IMF Independent fund Management AG (LI) (actionnaire direct : Power Play Fund) ;
- Entre 3% et 5%* : pas d'actionnaire inscrit.

* Les niveaux de pourcentages détenus correspondent à la dernière annonce de passage de seuil reçue par la Société.

1.2 Major shareholders and shareholder groups

The only group of shareholders known of by the Board of Directors to date is composed of Mr Robert Louis-Dreyfus' heirs, Mr Marc-Henri Beausire and Petrus Finance SA (of which the principal shareholders are Marc-Henri Beausire and Pierre Duboux) (the Major shareholders' Group). As at December 31st, of the year under review, this Major shareholders' group held more than 52.58% of the voting rights in Airesis. A private shareholder agreement regulates their affairs. This agreement aims to harmonise decisions made at the General Meeting and to determine the right of first refusal in case of the sale of shares and was concluded in September 2005. It is tacitly renewable on a yearly basis unless it is terminated by one of the parties. It was renewed in 2017. Details of this agreement have not been published as part of issuer regular reporting set by SIX.

As December 31st, 2017, and according to the last notification of the threshold being crossed received par the Company, the shareholders holding:

- Between 50% and 66^{2/3}%* are: Major shareholders' group, CH ;
- Between 5% and 10 %* : IMF Independent fund Management AG (LI) (direct shareholder : Power Play Fund) ;
- Between 3% and 5%* : no registered shareholder.

* The percentage of ownership corresponds to the last notification of the threshold being crossed.

Au 31 décembre 2017, aucun autre actionnaire n'était inscrit comme détenteur de plus de 3% du capital-actions. Les publications d'informations relatives aux participations dans Airesis SA déposées auprès de la Société et de la bourse suisse (SIX Swiss Exchange) sont disponibles sur la plate-forme électronique de publication de cette dernière et sont accessibles sur le site :

<https://www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html>

1.3 Participations croisées

Il n'existe pas de participation croisée au 31 décembre de la période sous revue.

2 STRUCTURE DU CAPITAL D'AIREISIS

2.1 Capital

- Le capital-actions se monte à CHF 15 505 562.75.
- Le capital conditionnel (article 7c des statuts) se monte au maximum à CHF 17 687.50.
- Le capital conditionnel (article 7d des statuts) se monte au maximum à CHF 2 800 000.

Pour les détails des changements, veuillez-vous référer à l'annexe des comptes consolidés à la note 25.

Lors de l'Assemblée Générale du 12 juin 2017, le capital autorisé (articles 7a et 7b des statuts) n'a pas été renouvelé. Un capital conditionnel (article 7d des statuts) a été créé.

2.2 Capital-actions conditionnel

2.2.1 Capital-actions conditionnel (art. 7c des statuts)

Montant maximal du capital conditionnel

Le montant maximal de l'augmentation de capital conditionnel votée par l'Assemblée générale extraordinaire du 27 septembre 2004 est de CHF 17 687.50 (0.11% du capital-actions existant), soit de 70 750 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 0.25.

Le Conseil d'administration n'est pas tenu par un délai pour l'émission de ces nouvelles actions.

Bénéficiaires

Les nouvelles actions peuvent être acquises par l'exercice de droits d'option attribués aux employés ou à des personnes dans une position comparable.

Conditions et modalités

Le droit de souscription préférentiel est supprimé pour les nouvelles actions. Par une décision prise lors de sa séance du 7 mars 2005, le Conseil d'administration a délégué la compétence de la décision d'attribution des options au Comité de rémunération. Celui-ci distribue les options conformément au plan d'options accepté par le Conseil d'administration et au cadre défini par les statuts et les décisions de l'Assemblée générale.

As of December 31st 2017, no other shareholder was registered as owner of more than 3% of the registered share capital. Disclosure notifications pertaining to shareholdings in Airesis SA that were filed with the Company and the SIX Swiss Exchange are published on the latter's electronic publication platform, and can be accessed via the database search page:

<https://www.six-exchange-regulation.com/en/home/publications/significant-shareholders.html>

1.3 Cross-shareholdings

There are no cross-shareholdings at the end of the year under review.

2 CAPITAL STRUCTURE OF AIRESIS

2.1 Capital

- The share capital amounts to CHF 15 505 562.75.
- Conditional capital (article 7c of the Articles of association) amounts to a maximum of CHF 17 687.50.
- Conditional capital (article 7d of Articles of association) amounts to a maximum of CHF 2 800 000.

For details on changes, please refer to the appendix of the consolidated financial statements (note 25).

At the General Meeting of June 12, 2017, the authorized capital (articles 7a and 7b of the Articles of association) was not renewed. A conditional capital (article 7d of the Articles of association) has been created.

2.2 Conditional capital

2.2.1 Conditional capital (art. 7c of the Articles of association)

Maximum amount of conditional capital

The maximum amount of increase in conditional capital voted by the Extraordinary Shareholders Meeting of September 27th 2004, was CHF 17 687.50 (0.11% of the existing share capital), i.e. 70 750 shares, with a nominal value of CHF 0.25.

The Board of Directors was not given a time limit for the issuance of these new shares.

Beneficiaries

The new shares may be acquired by exercising option rights granted to employees or to individuals in a comparable position.

Conditions and terms

Shareholders preferential subscription right is excluded for new shares. In a decision made at its meeting held on March 7th, 2005, the Board of Directors delegated its competence regarding the allocation of options to the Compensation committee. This committee, in as far as its members are not personally impacted, distributes the options in accordance to the options plan accepted by the Board of Directors as well as the Articles of association and the Annual General Meeting.

2.2.2 Capital-actions conditionnel (art. 7d des statuts)

Montant maximal du capital conditionnel

Le montant maximal de l'augmentation de capital conditionnel votée par l'Assemblée générale du 12 juin 2017 est de CHF 2 800 000 (18% du capital-actions existant), soit de 11 200 000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 0.25.

Bénéficiaires

Les nouvelles actions peuvent être acquises par l'exercice volontaire ou obligatoire de droits d'option ou de conversion accordés à leurs titulaires en relation avec des prêts, des obligations d'emprunt ou des obligations semblables existants ou à émettre de la société ou de sociétés affiliées.

Conditions et modalités

Le droit de souscription préférentiel des actionnaires est exclu pour les nouvelles actions. Les détenteurs respectifs des droits d'option ou de conversion ont le droit de souscrire les nouvelles actions. Les conditions d'option ou de conversion sont à définir par le conseil d'administration.

Dans les cas de prêts convertibles ou à option, ainsi que d'obligations d'emprunt ou d'obligations semblables convertibles ou à option, le droit de souscrire préalablement des actionnaires peut être exclu totalement ou en partie par décision du conseil d'administration, en vue :

- de l'émission de prêts convertibles ou à option, ainsi que d'obligations d'emprunt ou d'obligations semblables convertibles ou à options sur le marché national ou international des capitaux;
- de l'acquisition d'entreprises ou de parties d'entreprises, respectivement du financement de telles entreprises ou de participations existantes ou nouvelles par la société;
- de compenser des créances existantes;
- du placement de tels instruments aux fins d'augmenter le cercle des investisseurs;
- de garantir des conditions optimales lors de l'émission de tels instruments.

Dans la mesure où le droit de souscrire préalablement est exclu totalement ou en partie, les prêts ou obligations d'emprunt ou obligations semblables doivent être placés aux conditions du marché, le délai d'exercice des droits d'option doit être fixé à 7 ans au plus à compter de l'émission, respectivement celui des droits de conversion à 10 ans au plus à compter de l'émission, et le prix d'exercice ou de conversion pour les actions nouvelles doit être fixé à un niveau correspondant aux conditions du marché lors de l'émission.

2.3 Modifications du capital intervenues au cours des trois derniers exercices

(Arrondi au CHF supérieur)	31.12.2015	31.12.2016	31.12.2017	(Rounded to the next highest CHF)
Nombre d'actions nominatives	57 095 000	62 022 251	62 022 251	Number of registered shares
Valeur nominale	0.25	0.25	0.25	Nominal value
Capital actions (en CHF)	14 273 750	15 505 563	15 505 563	Issued capital (in CHF)
Structure des fonds propres (en CHF)				Structure of equity (in CHF)
Capital-actions	14 273 750	15 505 563	15 505 563	Share capital
Réserve légales issues du bénéfice	4 526 100	4 526 100	4 526 100	Legal reserve from retained earnings
Réserve générale issue d'apports de capital	22 287 627	26 124 514	26 124 514	General reserve from capital contributions
Résultat au bilan	33 945 914	32 230 733	32 166 837	Retained earnings
Actions propres	-120 882	-120 882	-79 235	Treasury shares
Total des fonds propres	74 912 508	78 266 028	78 243 779	Total equity

2.2.2 Conditional capital (art. 7d of the Articles of association)

Maximum amount of conditional capital

The maximum amount of increase in conditional capital voted by the Shareholders Meeting of June 12th 2017, was CHF 2 800 000 (18% of the existing share capital), i.e. 11 200 000 shares, with a nominal value of CHF 0.25.

Beneficiaries

The new shares may be acquired through the voluntary or compulsory exercise of option or conversion rights granted to their holders in connection with existing or future corporate loans, debt obligations or similar obligations.

Conditions and terms

Shareholders preferential subscription right is excluded for new shares. Respective holders of options or conversion rights have the right to subscribe for new shares. The option or conversion conditions are to be defined by the board of directors.

In the case of convertible or option loans, as well as convertible or option bonds or similar bonds, Shareholder's right to subscribe in advance may be excluded in whole or in part by the board of directors:

- to issue convertible or option loans, as well as debt obligations or similar convertible or option bonds in the domestic or international capital market;
- for business acquisition or parts of business acquisition, respectively the financing of such existing or new business;
- to offset existing claims;
- for the investment of such instruments to increase the circle of investors;
- to guarantee optimal conditions when such instruments are issued.

If the shareholders preferential subscription right is fully or partially deleted, loans and debt obligations or similar convertible or option bonds shall be placed at market rates, the exercise period of the option rights shall expire after 7 years as of their issuance, the conversion rights shall expire after 10 years as from the date of issue and the exercise price, respectively conversion price for the new shares right shall correspond to the market rates at the time of the issuance.

2.3 Changes in capital during the last three financial years

Pour les modifications du capital-actions, veuillez-vous référer aux points 2.1 et 2.2 du présent Rapport de Corporate Governance.

2.4 Actions et bons de participation

Le capital-actions d'Airesis est composé de 62 022 251 actions nominatives ordinaires d'une valeur nominale de CHF 0.25 chacune entièrement libérée. En principe, chaque action donne droit à une voix pour autant que le titulaire de cette action soit enregistré au registre des actionnaires en tant qu'actionnaire avec droit de vote. Le point 6.1 est réservé. Par ailleurs, les actionnaires ont le droit de recevoir des dividendes, de voter et de bénéficier des autres droits prévus par le droit suisse ainsi que les statuts d'Airesis. Il n'y a pas d'actions au porteur et/ou d'actions privilégiées ou d'autres avantages analogues accordés aux actionnaires.

Airesis n'a pas émis de bons de participation.

2.5 Bons de jouissance

Airesis n'a émis aucun bon de jouissance pendant l'année sous revue. Il n'y a aucun bon de jouissance en circulation.

2.6 Restrictions de transfert d'actions et inscriptions des « nomines »

Le transfert des actions nominatives ou la constitution d'un usufruit est subordonné à l'approbation du Conseil d'administration (art. 8a des statuts).

Le Conseil d'administration peut refuser de reconnaître l'acquéreur des actions nominatives comme actionnaire avec droit de vote lorsque :

- la reconnaissance empêcherait la Société d'apporter les justifications requises par le droit fédéral quant à la composition de l'actionariat. Sont pertinentes les justifications requises en particulier par la Loi Fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger du 16 décembre 1983 et par l'Arrêté du Conseil fédéral du 14 décembre 1962 instituant des mesures contre l'utilisation sans cause légitime des conventions conclues par la Confédération en vue d'éviter les doubles impositions,
- mais aussi lorsque, sur sa demande, l'acquéreur n'a pas déclaré expressément avoir acquis les actions en son propre nom et pour son propre compte.

Le Conseil d'administration peut, après avoir entendu l'intéressé, radier une inscription au registre des actions lorsque celle-ci a été faite sur la base de fausses informations fournies par l'acquéreur. Ce dernier est informé de la radiation sans délai.

Durant l'année sous revue, le Conseil d'administration n'a pas refusé l'inscription d'un actionnaire dans le registre des actions. Il n'y a pas eu d'octroi de dérogation relative à cette restriction de transfert.

Il n'y a pas d'autre restriction de transfert ni de clause de groupe.

Toute modification des statuts par l'Assemblée générale portant sur les restrictions à la transmissibilité des actions doit être adoptée à une majorité des deux tiers des voix attribuées aux actions représentées et la majorité absolue des valeurs nominales représentées (art. 22 ch. 3 des statuts).

Les statuts ne comprennent pas de dispositions particulières sur les « nomines ». Le point 6.1.1 est applicable.

For modifications of capital shares, please refer to notes 2.1 and 2.2 of this Corporate Governance Report.

2.4 Shares and participation certificates

Airesis' capital is composed of 62 022 251 fully paid-up ordinary registered shares with a nominal value of CHF 0.25 each. As a general rule, each share carries one vote, provided that the shareholder is registered with voting rights with the share register. Note 6.1 is reserved. In addition, shareholders have the right to receive dividends, to vote and to execute such other rights as granted under Swiss law and Airesis' articles of Incorporation. There are no bearer shares and/or preferred shares or any other similar rights granted to shareholders.

No participation certificates have been issued by Airesis.

2.5 Profit sharing certificates

Airesis issued no bonus certificates during the year under review. There is no outstanding bonus certificate.

2.6 Limitations on transferability and nominee registrations

The Board of Directors must approve transferring registered shares or creating a usufruct (art. 8a of the Articles of association).

The Board may refuse to recognize the purchaser of the registered shares as a shareholder with a voting right if:

- recognising the shareholder impedes the Company from providing the proof required by federal law as regards the shareholding composition. This relevant proof refers in particular to that required by Swiss Federal Law of December 16th, 1983, on the acquisition of property by foreigners (LFAIE) and by the December 14th, 1962, decree of the Swiss Federal Council which instituted measures against using agreements without legitimate cause, concluded by the Confederation in an attempt to avoid double taxation, and
- upon his/her request, the purchaser does not expressly declare having acquired the shares in his/her own name and for his/her own proper account.

After having heard the interested party, the Board of Directors may bar entry into the share register if the entry is based on false information provided by the buyer. The buyer shall be immediately informed of his/her removal from the register.

During the year under review, the Board of Directors did not refuse to recognize any purchaser of the registered shares in the share register.

There are no other transfer restrictions or group clauses in this regard.

Any amendment by the General Meeting of the restriction on the transferability of registered shares as set forth in the articles of association requires at least a majority of two-thirds of the votes cast and an absolute majority of the nominal value of the shares represented to be passed (art 22 ch.3 of the Articles of association).

The articles of association do not set forth any specific provisions with regards to nominees. Note 6.1.1 is applicable.

2.7 Emprunts convertibles et options

Des prêts convertibles d'un montant total de EUR 4.0 millions avec une échéance au 30 septembre 2020 ont été conclus en novembre 2016. Les prêts (principal et intérêts annualisés) sont convertibles avec un rapport de conversion (strike) à CHF 1.22 par action. Le nombre maximum de nouvelles actions à émettre dépendra du taux de change EUR/CHF à la date de conversion. Le droit préférentiel de souscription des actionnaires a été exclu. Les prêteurs disposent d'un droit de conversion au 30 septembre 2019 pour tout ou partie des montants dus. Airesis quant à elle, pourra soit rembourser les prêts au pair (intérêts annualisés inclus), soit exercer son droit de conversion à l'échéance du 30 septembre 2020. Les nouvelles actions d'Airesis seront créées au travers d'un capital-actions conditionnel.

Le Conseil d'Administration a autorisé en mars 2017, la conclusion de prêts convertibles obligatoires (MCLs) d'un montant total de CHF 3.5 millions avec une échéance au 30 septembre 2022. Ces prêts portent un intérêt de 5.5% par année. Les prêts (principal et intérêts annualisés) sont convertibles avec un rapport de conversion (strike) à CHF 1.36 par action. Le nombre maximum de nouvelles actions à émettre est de 3 441 457. Le droit préférentiel de souscription des actionnaires a été exclu. Les prêteurs disposent d'un droit de conversion au 30 septembre 2021 pour tout ou partie des montants dus. Airesis quant à elle, pourra soit rembourser les prêts au pair (intérêts annualisés inclus), soit exercer son droit de conversion obligatoire à l'échéance du 30 septembre 2022. Les nouvelles actions d'Airesis seront créées au travers d'un capital-actions conditionnel.

2.7 Convertible bonds and options

Convertible loans totalling EUR 4.0 million with a maturity date on September 30, 2020 were entered into in November 2016. The loans (principal and annualized interest) are convertible at a conversion price (strike) of CHF 1.22 per share. The maximum number of new Airesis shares depends on the EUR/CHF exchange rate on the conversion date. Shareholders' preferential subscription rights were excluded. Lenders may exercise their conversion right, in full or in part, with effect on September 30, 2019. Otherwise, Airesis will either reimburse the loans at par (including annualized interest) or exercise its conversion right at maturity on September 30, 2020. The new Airesis Shares shall be created conditional share capital.

Airesis' board of directors has authorized on March 2017, the conclusion of mandatory convertible loans (MCLs) totaling CHF 3.5 million with a maturity date on September 30, 2022. The MCLs bear 5.5% interest per annum. The MCLs (principal and annualized interest) are convertible at a conversion price (strike) of CHF 1.36 per share. The maximum number of new Airesis shares is 3 441 457. Shareholders' preferential subscription rights were excluded. Lenders may exercise their conversion right, in full or in part, with effect on September 30, 2021. Otherwise, Airesis will either reimburse the MCLs at par (including annualized interest) or exercise its mandatory conversion right at maturity on September 30, 2022. The new Airesis Shares shall be created ex conditional share capital.

3 CONSEIL D'ADMINISTRATION

3.1 Composition du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de trois à cinq personnes dont une majorité de membres non exécutifs. Il est doté de personnes ayant les aptitudes nécessaires pour garantir la formation de décisions dans le cadre d'un échange de vues critiques avec la Direction. La Société fait en sorte que le Conseil compte idéalement au moins une personne ayant une ou plusieurs expériences au sein de conseils de sociétés cotées, une personne ayant un background juridique et une personne ayant un background financier.

- Marc-Henri Beausire

Suisse, 1971, première élection le 27 septembre 2004, membre exécutif.

Marc-Henri Beausire est diplômé de l'école de commerce en 1991 et de l'ISMA (école de cadres). Il bénéficie d'une forte expérience dans le domaine financier. Il a été employé par le Credit Suisse Group de 1991 à 1999. Il y a suivi une formation de deux ans par domaines d'activité à travers la Suisse, orientée sur les affaires commerciales. Ensuite, dès 1999, en tant qu'indépendant, outre des mandats de consulting (Foncia, société cotée en bourse en France, et Fiducial SA) il a été un des fondateurs du Groupe Hazard. Depuis le 1^{er} août 2006, il exerce comme CEO au sein du groupe Airesis.

- Pierre Duboux

Suisse, 1958, première élection le 11 juin 2015, membre non exécutif.

Pierre Duboux possède un diplôme de régisseur et courtier. Il est actif dans la direction d'une régie immobilière à Lausanne. Administrateur du Coq Sportif depuis octobre 2005, Pierre Duboux a participé à la restructuration de la marque. Indépendant depuis 2004, il fonctionne également comme consultant dans l'immobilier, notamment dans l'expertise et le conseil en gestion.

- Urs Linsi

Suisse, 1949, première élection le 27 juillet 2009, membre non exécutif.

Urs Linsi est docteur en économie de l'université de St-Gall (1980). Il a commencé sa carrière dans l'audit chez Arthur Andersen puis est entré au Credit Suisse, il y a notamment occupé le poste de Head of Leasing Group. Il a ensuite été nommé au poste de CFO à la FIFA de 1999 à 2002 puis de secrétaire général jusqu'en 2007, avec comme mission, entre autres, l'organisation de compétitions sportives et la conclusion de divers contrats de télévision et marketing. A la fin de son mandat, il a créé sa propre entreprise de consulting en management.

- Laurent Jaquenoud

Suisse, 1967, première élection le 12 juin 2017, membre non exécutif.

Laurent Jaquenoud est diplômé de l'EPFL (1991) et du MBA de HEC Lausanne (1999). Il est au bénéfice de plus de 20 ans d'expérience dans diverses positions de Management. Il a été employé 10 ans par Tetra Pak où il a développé des compétences stratégiques et opérationnelles de gestion des ressources humaines. Il fut impliqué au niveau de la Direction RH pour l'implémentation de pratiques et systèmes de gestion des RH, puis fut Directeur RH pour l'Asie du Sud-Est (8 pays, 1500 employés), basé à Bangkok. Il a fondé OPTIMIS en 2004, une société de conseil dans le développement des organisations, du leadership et des pratiques RH. Il est consultant-coach et son expertise réside dans la formulation, l'implémentation et l'exécution de stratégies, processus et systèmes de gestion interne.

3 BOARD OF DIRECTORS

3.1 Members of the Board of Directors

The Board of Directors is composed of three to five individuals, a majority of whom are non-executive members. It includes individuals with the skill set necessary to guarantee decision-making and a critical exchange of views with the Senior management. The Company aims that the Board includes at least one individual with one, or multiple experiences, on the boards of listed companies, one person with a legal background and one person with a financial background.

- Marc-Henri Beausire

Swiss, 1971, first elected on September 27th, 2004, executive member.

Marc-Henri Beausire, a graduate of the "Ecole de Commerce" business school in 1991 and ISMA management school, he benefits from an extensive background in the financial sector. He was an executive for Credit Suisse Group from 1991 to 1999. He took part in a two-year training program, which took him through different departments throughout Switzerland allowing him to focus on various aspects of the banking business. Later, as an independent entrepreneur, and in addition to consulting mandates (Foncia, listed company in France and Fiducial SA), he was one of the founders of the Hazard Group. He has been CEO of Airesis since 1 August 1st, 2006.

- Pierre Duboux

Swiss, 1958, first elected on June 11th, 2015, non-executive member.

Pierre Duboux has a real estate agent and broker diploma. He is active in the management of a real estate agency in Lausanne. Administrator of Le Coq Sportif since October 2005, Pierre Duboux has participated in the restructuring of the brand. Self-employed since 2004, he also works as real estate consultant, especially in expertise and management consulting.

- Urs Linsi

Swiss, 1949, first elected on July 27th 2009, non-executive member.

Urs Linsi has a PhD in Economics from the University of St Gallen (1980). Urs Linsi began his career as auditor at Arthur Andersen then joined Credit Suisse where he held the position of Head of leasing group. In 1999, Urs Linsi was appointed CFO of FIFA from 1999 to 2002, then General Secretary until 2007 with the mission, among others, the organization of sporting events and the conclusion of various TV and marketing contracts. At the end of his mandate he created his own management consulting company.

- Laurent Jaquenoud

Swiss, 1967, first elected on June 12th 2017, non-executive member.

Laurent holds an MS degree from the EPFL (1991) and a MBA from HEC University of Lausanne (1999). He brings over 20 years experience in various Management positions. He worked 10 years at Tetra Pak where he developed strong Human Resources (HR) strategic and operational experience. He was a key contributor to the top HR Management in the implementation of HR practices, HR Information Systems and was then Tetra Pak HR Director for the south-east Asia region (8 countries, 1500 employees) based in Bangkok/Thailand. He founded OPTIMIS in 2004, a company specialized in organization development, leadership development and HR practices. He is consultant-coach and his expertise lies in the formulation, implementation and execution of internal management strategies, processes and systems.

3.2 Autres activités et groupements d'intérêts

Les activités des administrateurs au sein des sociétés consolidées, ainsi que les mandats d'administrateurs en dehors du périmètre de consolidation ou les autres informations importantes susceptibles de présenter une influence sur la marche des affaires, sont présentées ci-après :

	Activités au sein des participations <i>Activities within Airesis consolidated participations</i>	Activités en dehors des participations <i>Activities outside Airesis consolidated participations</i>	Mandats politiques ou officiels <i>Official ou political mandates</i>
Marc-Henri Beausire	Le Coq Sportif : Président du Conseil d'administration <i>Chairman of the Board of Directors</i> A 2 I SA : Président du Conseil d'administration <i>Chairman of the Board of Directors</i> Comunus SICAV : Directeur / CEO	Petrus Finance : Administrateur / Director Petrus Immobilier : Administrateur / Director	-
Laurent Jaquenoud		Optimis Sàrl : Directeur général / Director Associé-gérant / Managing partner Pipalim SA : Directeur général / Director Président du Conseil d'administration <i>Chairman of the Board of Directors</i>	
Pierre Duboux	Le Coq Sportif : Administrateur / Director	Petrus Finance : Administrateur / Director Petrus Immobilier : Administrateur / Director Quadrivius : Administrateur / Director	
Urs Linsi	Comunus SICAV : Administrateur / Director	BSZ cooperative* : Membre / Member BSZ Immobilien AG* : Président du Conseil d'administration <i>Chairman of the Board of Directors</i> BSZ Zurich AG* : Président du Conseil d'administration <i>Chairman of the Board of Directors</i> Treureva AG* : Administrateur jusqu'au 26.09.2017/ <i>Director until 26.09.2017</i>	-

* Depuis le dernier trimestre 2016, M. Linsi ne participe plus aux séances du conseil d'administration. Comme cela a été relayé dans la presse, le Ministère public de la Confédération mène actuellement des enquêtes à l'encontre d'anciens dirigeants du football. M. Linsi, en sa qualité d'ancien Secrétaire général de la FIFA (1999-2007) est également visé par ces enquêtes. En mars 2018, il a démissionné de ses fonctions chez BSZ cooperative, BSZ Immobilien AG et BSZ Zurich AG.

The activities of directors within the scope of consolidation as well as the mandates of directors outside the scope, or any other important information likely to influence the functioning of business activities within Airesis' scope of consolidation, are shown below:

** Since last quarter 2016, Mr. Linsi no longer attends boards of directors' meetings. As reported by the press, the Office of the Attorney General is currently conducting investigations against former football officials. M. Linsi in his capacity as former Secretary general of FIFA (1999-2007) is also under investigation. As of March 2018, he has stepped down of all his functions at BSZ cooperative, BSZ Immobilien AG and BSZ Zurich AG.*

3.3 Nombres de fonctions admises selon l'art. 12 al. 1 ch. 1 de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (art. 31 des statuts)

Les membres du Conseil d'administration peuvent occuper dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques (i) qui ont l'obligation de s'inscrire au registre du commerce ou dans un registre similaire à l'étranger (hors de Suisse) et (ii) qui ne sont pas contrôlées par Airesis ou qui ne contrôlent pas Airesis, au maximum le nombre suivant de fonctions :

- dans des sociétés suisses ou étrangères dont les actions sont cotées en bourse : 3
- dans des sociétés suisses ou étrangères dont les actions ne sont pas cotées en bourse : 10
- dans d'autres sociétés à but essentiellement idéal : 10

Les fonctions formellement distinctes occupées au sein d'un même groupe (sociétés sous contrôle commun, ainsi que les caisses de pension et fondations patronales de prévoyance y associées) sont considérées comme une seule et unique fonction aux fins de ce qui précède.

3.3 Number permitted activities pursuant to Art. 12 para. 1 point 1 of the Ordinance against Excessive Compensation at Listed Joint-Stock Companies (art. 31 of the Articles of Association)

Members of the Board of Directors may hold in senior management bodies or administration of legal entities (i) that have the obligation to register in the commercial register or a similar one abroad (excluding Switzerland) and (ii) which are not controlled by Airesis or that do not control Airesis, a maximum number of position in the following entities:

- *In foreign or Swiss companies whose shares are listed on the stock exchange: 3*
- *In foreign or Swiss companies, whose shares are not listed on the stock exchange: 10*
- *In non profit organizations: 10*

The functions occupied that are explicitly separate within the same group (companies under common control, as well as pension funds, and employee pension foundations associated with them) are considered as a sole function for the purpose of the foregoing.

3.4 Élection et durée du mandat

3.4.1 Principes de la procédure d'élection et limitations de la durée du mandat

L'Assemblée générale élit individuellement les membres du Conseil d'administration. La durée des fonctions s'achève à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. Une réélection est possible (art. 23 des statuts).

MM. Marc-Henri Beausire, Urs Linsi, Pierre Duboux et Laurent Jaquenoud ont été élus lors de l'Assemblée générale ordinaire du 12 juin 2017. Ils sont tous rééligibles individuellement lors de la prochaine Assemblée générale ordinaire.

3.4.2 Président du Conseil d'administration

L'Assemblée générale élit le Président parmi les membres du Conseil d'administration. La durée des fonctions s'achève à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. Une réélection est possible. L'Assemblée générale peut révoquer le Président du Conseil d'administration. Lorsque la fonction de Président est vacante, le Conseil d'administration désigne un nouveau Président pour la période allant jusqu'à la fin de la durée de fonction (art. 23 des statuts).

3.4.3 Comité de rémunération

L'Assemblée générale élit individuellement les membres du Comité de rémunération parmi les membres du Conseil d'administration. La durée des fonctions s'achève à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. Ils sont tous rééligibles individuellement lors de la prochaine Assemblée générale ordinaire. Le Conseil d'administration désigne le Président du Comité de rémunération parmi les membres du Comité (art. 34 et 36 des statuts).

3.4.4 Représentant indépendant

Les statuts ne prévoient pas de dispositions dérogeant aux dispositions légales concernant l'élection du représentant indépendant.

3.4.5 Première élection et durée restante du mandat

Il est fait mention de la date de la première élection de chaque membre du Conseil sous le point 3.1. Les mandats en cours prendront fin lors de la prochaine Assemblée générale ordinaire.

3.5 Organisation interne

3.5.1 Répartition des tâches au sein du Conseil d'administration

Nom / Name	Conseil d'administration / Board of Directors**	Comité d'audit / Audit committee	Comité de rémunération / Compensation committee
Marc-Henri Beausire	Président / Chairman*	-	-
Laurent Jaquenoud	Membre / Member	-	Président / Chairman
Pierre Duboux	Membre / Member	Membre / Member	-
Urs Linsi	Membre / Member	Président / Chairman	Membre / Member

* M. Beausire a été élu Président du Conseil d'administration par l'Assemblée générale ordinaire le 12 juin 2017

3.4 Elections and terms of office

3.4.1 Principles of the election process and terms of office

The General Meeting of shareholders elects the members of the Board of Directors individually. The terms of office finishes at the end of the next Annual General Meeting (AGM). The members of the Board of Directors shall all be eligible for re-election at the next AGM (art. 23 of the Articles of association).

Mr Marc-Henri Beausire, Mr Urs Linsi, Mr Pierre Duboux and Mr Laurent Jaquenoud were elected at the AGM on June 12th, 2017. They shall all be individually eligible for re-election at the next AGM.

3.4.2 Election and terms of office for the Chairman of the Board of Directors

The General Meeting of shareholders elects the Chairman among the members of the Board of Directors. The terms of office finishes at the end of the next AGM. The Chairman shall be eligible for re-election at the next AGM. The General Meeting may revoke the Chairman of the Board of Directors. When the position of the Chairman is vacant, the Board of Directors appoints a new Chairman for the period up to the end of the term of office (art. 23 of the Articles of association).

3.4.3 Compensation committee

The General Meeting of shareholders elects the members of the Compensation committee individually among the members of the Board of Directors. The terms of office finishes at the end of the next AGM. They shall all be individually eligible for re-election at the next AGM. The Board of Directors appoints the President of the Compensation committee amongst the Committee (art. 34 and 36 of the Articles of association).

3.4.4 Independent proxy

Concerning the independent proxy, the Articles of Association do not include any dispositions derogating from the applicable law.

3.4.5 First election and remaining mandate term

The date of the first election of each of the members of the Board is mentioned in note 3.1. Their mandate will terminate at the next AGM.

3.5 Internal organisational structure

3.5.1 Definition of areas of responsibility within the Board of Directors

* Mr Beausire was elected Chairman of the Board by the AGM held on June 12th 2017

Présidence

Le Président du Conseil d'administration assure la direction du Conseil dans l'intérêt de la Société. Il veille à ce que la préparation, la délibération, la prise de décisions et l'exécution des décisions prises se déroulent correctement.

En collaboration avec la Direction, le Président veille à transmettre à temps aux membres du Conseil les informations sur tous les aspects de la Société ayant une influence sur la formation des décisions et sur la surveillance. Les documents sont transmis au Conseil autant que possible avant la séance (en règle générale, au minimum quatre jours avant celle-ci).

Le Président convoque les personnes responsables d'un dossier à la séance où le dossier est discuté.

3.5.2 Composition, attributions et délimitation des compétences du Conseil d'administration et de ses Comités

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration siège selon les besoins de l'entreprise, mais au minimum quatre fois par an. Il peut prendre des décisions par voie circulaire, également électronique, dans la mesure où la tenue d'une séance n'est pas possible et où la décision à prendre ne nécessite pas de discussion en séance. Le président organise ces prises de décisions.

Dans la mesure où un de ses membres l'exige, une séance extraordinaire peut être convoquée.

Pour des affaires importantes, le Conseil peut consulter des experts externes indépendants aux frais de la Société.

Une évaluation annuelle interne de la performance du Conseil et de ses membres est conduite au premier trimestre de l'année suivante.

En matière d'investissements effectués par Airesis, le Conseil d'administration détermine les nouveaux investissements, les augmentations de participations dans un investissement existant et les aliénations ou les ventes de ces mêmes investissements.

Le Conseil d'administration définit particulièrement :

- la stratégie et la politique générale d'investissement et de désinvestissement ;
- les objectifs de rendement et de retour sur investissement et en exerce le suivi ;
- la politique de risque en matière de nouvel investissement et d'investissements existants.

En matière d'investissements effectués par une des participations, le Conseil d'administration de celle-ci a l'entière compétence, mais aussi l'entière responsabilité de sa politique d'investissement, de son application et de son contrôle. Le Conseil d'administration et la Direction d'Airesis sont informés des nouveaux investissements. Cependant, toute modification du capital-actions, d'une participation ainsi que toute décision impliquant une dilution de la participation d'Airesis sont soumises au Conseil d'administration d'Airesis.

Le Conseil d'administration nomme les membres du Comité d'audit. Toutefois, le Comité de rémunération est élu par l'Assemblée générale.

Chairman

The Chairman of the Board of Directors ensures the Board acts in the best interests of the Company. He ensures that the preparations, deliberations, decision-making and execution of the decisions proceed correctly.

In collaboration with the Senior management, the Chairman ensures that information on all aspects of the Company impacting decision-making and oversight is conveyed to the board members in a timely manner. Necessary documents are in principle provided to the Board, before their meetings (as a general rule, at least four days prior to a meeting).

The Chairman invites the responsible managers to the meeting in order to discuss important aspects of a project or a decision.

3.5.2 Committee composition, attributions and definition of areas of responsibility

Board of Directors

The Board of Directors meets according to the needs of the Company, but at least four times a year. It may make decisions by circular letter, as well as by electronic means, should a meeting not be possible and in situations where the decision does not require face-to-face discussion. The Chairman organises the making of these decisions.

If a member of the Board requires it, an extraordinary meeting may be called.

For important matters, the Board may consult external experts whose costs are charged to the Company.

An annual internal evaluation on the performance of the Board and its members is conducted in the first quarter of the following year.

In the case of investments made by Airesis, the Board of Directors determines new investments, any increase in the participation of an existing investment and the transfer or sale of these investments.

The Board of Directors defines specifically the following:

- the strategy and general policies regarding investments and divestiture;
- the objectives as regards to earnings and return on investment, and their respective follow-up;
- the risk management policies as regards new and existing investments.

As regards any investments made by one of the participations, the Board of Directors of the respective participation shall have complete competence for its application and its control as well as carry all of the responsibility for its investment policies. The Board of Directors and the Senior management of Airesis shall be informed of any new investments. Nevertheless, any change in the capital shares, in a participation as well as any decision involving the dilution of Airesis' participation shall be submitted to the Board of Directors.

The Board of Directors names the members of the Audit committee. However, the Compensation committee is elected by the General Meeting.

Comité d'audit

Le Conseil d'administration a délégué les tâches suivantes au Comité d'audit :

- recommander, dans le cadre des normes IFRS, les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier;
- exercer la surveillance des personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les statuts, les règlements et les instructions du Conseil d'administration.

Le Comité d'audit a, dans ce contexte, plus particulièrement pour tâches :

- la surveillance de l'intégrité de la communication financière, des méthodes d'établissement du bilan et d'évaluation comprises selon les normes IFRS ;
- la surveillance de l'existence des systèmes de contrôle financier internes et de gestion des risques financiers destinés à contrer les menaces internes et externes ;
- l'établissement de directives pour la mise en place d'un système de contrôle financier interne efficace (voir aussi point 3.7 dans le présent Rapport de Corporate Governance) ;
- la révision critique des comptes de la Société et des comptes consolidés (y compris les états financiers intermédiaires destinés à être publiés) ;
- la vérification de la compatibilité du mandat de révision avec d'éventuels autres mandats de conseil ;
- les propositions de nomination et de révocation de l'organe de révision.

La Direction assume la responsabilité de l'accomplissement de ces tâches (voir également le point 3.7 dans le présent Rapport de Corporate Governance).

Le Comité d'audit informe régulièrement le Conseil d'administration, au moins deux fois par an ou chaque fois que les circonstances l'exigent.

Le Comité d'audit a également pour tâche la surveillance de l'indépendance de l'organe de révision, des processus de vérification et de l'ampleur des Conseils relatifs à l'audit. Il coordonne entre autres la vérification finale des comptes annuels et la conduite d'une vérification intermédiaire mettant l'accent sur un ou plusieurs processus clés de la Société.

L'organe de révision s'est réuni avec le Comité d'audit 3 fois pendant l'année sous revue, pour une durée moyenne de 1.5 heure.

Comité de rémunération

Le Comité de rémunération assiste le Conseil d'administration dans l'élaboration des propositions à l'Assemblée générale en vue du vote de celle-ci sur la rémunération des membres du Conseil d'administration et de la Direction, ainsi que dans l'exécution des décisions de l'Assemblée générale en la matière.

Le Comité de rémunération conseille également le Conseil d'administration dans l'élaboration et la révision périodique de la politique de rémunération à l'échelon le plus élevé de la Société. Le Comité de rémunération se réunit chaque fois que les circonstances l'exigent.

Audit committee

The Board of Directors has delegated the following tasks to the Audit committee:

- to recommend, within the framework of IFRS norms, the accounting and financial controlling principles as well as the financial plan;
- to monitor individuals charged with the management of the Company to ensure that they observe the laws, articles of association, regulations and instructions issued by the Board of Directors.

Furthermore, the Audit committee has the following responsibilities:

- monitoring the integrity of all financial communication, methods of determining the balance sheet and its evaluation in accordance with IFRS standards;
- monitoring the existence of internal financial control systems and financial risk management aimed at preventing internal and external threats;
- determining the directives required for an efficient internal financial control system (see note 3.7 of this Corporate Governance Report);
- critically reviewing the Company's accounts and consolidated accounts (including half-year reports destined for publication);
- verifying the compatibility of the auditing mandate with other possible advisory mandates;
- proposing a choice of auditors as well as appointing and dismissing said auditors.

Management assumes the responsibility of fulfilling these tasks (see note 3.7 of this Corporate Governance Report).

The Audit committee shall provide the Board of Directors with regular information, at least twice yearly or as circumstances require.

The Audit committee is also responsible for monitoring the independence of the auditor, the verification processes and the scope of advice relative to the audit. Among other things, it coordinates the final verification of annual accounts and verifies half-year accounts focusing on one or more of the key processes within the Company.

During the year under review, the Audit committee met with the auditors 3 times for an average of 1.5 hour.

Compensation committee

The Compensation committee assists the Board in the development of proposals to the General Meeting for the voting on the remuneration of the members of the Board of Directors and Senior management, as well as in the implementation of decisions of the General Meeting on the matter.

The Compensation committee advises also the Board of Directors on the elaboration and the periodic revision of the compensation policy at the top executive level. The Committee meets any time circumstances require a meeting.

3.5.3 Méthode de travail du Conseil d'administration et de ses Comités

Fréquence et durée moyenne des réunions du Conseil d'administration et de ses Comités pour l'année sous revue.

	Fréquence <i>Frequency</i>	Nombre de séance(s) <i>Number of meetings</i>	Durée moyenne <i>Average duration</i>
Conseil d'administration / <i>Board of Directors</i>	En principe une fois par mois / <i>In principal once per month</i>	9	2 heures / <i>2 hour</i>
Conseil d'administration circulaires <i>Board of Directors (circular produces)</i>	Si nécessaire / <i>If needed</i>	2	Email
Comité d'audit / <i>Audit committee</i>	Au moins deux fois par an / <i>In principal twice per year</i>	3	1.5 heure / <i>1.5 hour</i>
Comité de rémunération / <i>Compensation committee</i>	Au moins une fois par an <i>At least once per year</i>	2	1 heure / <i>1 hour</i>

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration d'Airesis requiert de chaque société dans laquelle elle détient une participation majoritaire les documents suivants :

- un business plan avec description de sa stratégie opérationnelle et d'investissement qui est révisé chaque année ;
- un budget annuel prenant en compte les investissements ou désinvestissements potentiels ;
- une estimation réévaluée du budget en cours d'année, au minimum chaque trimestre ;
- un reporting trimestriel comparant les résultats atteints avec le budget (ou mensuel si disponible) ;
- des comptes annuels audités (et consolidés pour les groupes) selon les normes IFRS.

Toutes les décisions peuvent être prises par voie circulaire électronique. Les réponses sont conservées dans les archives d'Airesis.

Il est aussi à noter que la Direction est impliquée dans le Conseil d'administration par le biais de M. Beausire qui occupe les fonctions d'administrateur et CEO, ainsi qu'à M. Corthésy (CFO) qui officie en tant que secrétaire hors-conseil.

Comité d'audit

Le Comité d'audit permet au Conseil de s'assurer que la gestion financière de la Société est conforme aux lois, aux statuts, aux règlements ainsi qu'aux instructions du Conseil d'administration. Il présente les comptes de la Société et les comptes consolidés au Conseil d'administration pour approbation. Il rend régulièrement compte de ses activités et de ses résultats au Conseil au minimum 2 fois l'an ou à chaque fois que les circonstances l'exigent.

Le CFO d'Airesis est généralement invité aux réunions du Comité d'audit.

Comité de rémunération

Le Comité de rémunération présente ses recommandations au Conseil d'administration.

Le Comité de rémunération se réunit selon les besoins, sur convocation de son président, lequel fixe l'ordre du jour.

3.5.3 Work method of the Board of Directors and its Committees

Frequency and average meeting duration of the Board of Directors and its committees during the year.

Board of Directors

The Airesis Board of Directors requires the following documents for each majority participation that the Company holds:

- a business plan including a description of its operational and investment strategy, which is reviewed annually;
- an annual budget which takes into account potential investments and divestitures;
- a re-evaluated estimate of the budget during the course of the year, at least once a quarter;
- a quarterly report comparing the results attained with the budget (or monthly, if available);
- annually audited accounts (and consolidated accounts for the groups) in accordance with IFRS standards.

Decisions may be taken by electronic circular letter. All responses are saved in Airesis' files.

It should also be noted that Senior management is involved in the Board of Directors, with the participation of Mr Beausire, who acts as Director and CEO of Airesis, as well as to Mr Corthésy (CFO), who acts as secretary (non-member).

Audit committee

The Audit committee allows the Board to ensure that the financial management of the Company conforms to the laws, articles of association, and regulations as well as instructions issued by the Board of Directors. It presents the Company's accounts and consolidated accounts to the Board for approval. It regularly renders account of its activities and its results to the Board at least twice a year, or as required by circumstances.

Airesis' CFO is generally invited to the Audit committee's meetings.

Compensation committee

The Compensation committee presents its recommendations to the Board of Directors.

The Compensation committee meets when convoked by the committee Chairman, who also sets the agenda.

3.6 Répartition des compétences entre le Conseil d'administration et la Direction

Le Conseil d'administration exerce la haute direction de la Société. En cette qualité, c'est lui qui approuve la stratégie et la politique générale d'investissement, notamment les objectifs de rendement et de retour sur investissements, les délais pour l'atteinte de ces objectifs et la politique de risque.

Le Conseil d'administration nomme également les personnes à qui la gestion des affaires est confiée (Direction). Il a en outre les compétences qui lui sont attribuées par le code suisse des obligations et les statuts (en particulier art. 24 des statuts). Le Conseil doit en particulier dans ce contexte :

- décider d'augmenter le capital-actions dans la mesure des attributions du Conseil d'administration, ainsi que constater l'augmentation du capital-actions et décider des modifications statutaires correspondantes ;
- prendre toutes les décisions que la loi ou les statuts ne réservent pas à l'Assemblée générale ou à un autre organe ;
- Etablir le rapport de gestion et le rapport de rémunération.

Le Conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion de la Société à la Direction, à l'exception des attributions qui sont intransmissibles de par la loi. Il a établi à ce sujet un règlement d'organisation. Par ailleurs, la gestion de la fortune de la Société, en particulier de sa trésorerie, peut être déléguée par le Conseil d'administration à une personne morale, conformément au règlement d'organisation (art. 26 des statuts).

Les tâches de contrôle et de gestion sont déléguées à la Direction qui maintient le Conseil d'administration dûment informé, en particulier à l'occasion de chacune des séances du Conseil.

La Direction vérifiera en particulier :

- le respect de la corporate governance ;
- la mise en place d'un contrôle financier interne selon les directives du Comité d'audit ;
- la mise en place correcte des règles de signature ;
- le respect et la maîtrise des principes comptables et de consolidation (IFRS) et leur mise en place correcte ;
- l'information suffisante des entités de façon à leur permettre d'effectuer un reporting financier capable de respecter les normes comptables ;
- l'information de l'organe de révision quant aux décisions du Conseil afin de lui permettre d'orienter sa révision en fonction de ces dernières ;
- la prise en compte des remarques de l'organe de révision et l'élaboration de propositions d'entente avec celui-ci et le CFO.

Compétences et responsabilités de la Direction

La Direction assume les tâches de gestion opérationnelle conformément au règlement d'organisation et aux instructions du Conseil d'administration. Elle s'assure que la Société fonctionne de façon à atteindre les objectifs qui lui sont fixés et organise les processus de travail de manière appropriée. D'une manière générale, les tâches sont réparties entre le CEO et le CFO comme décrit ci-dessous.

Les tâches principales du CEO sont les suivantes :

- la direction opérationnelle de la Société, conformément à la loi, aux statuts, et aux instructions du Conseil d'administration ;
- l'établissement et la mise en place d'une stratégie qui sera soumise au Conseil d'administration pour approbation ;
- la direction des projets d'investissement et de désinvestissement ;
- la surveillance de la conduite des participations importantes ;
- le suivi des relations publiques de la Société et, au besoin, pour les participations.

3.6 Distribution of areas of responsibility between the Board of Directors and Senior management

The Board of Directors exercises the ultimate management of the Company. In this capacity, the Board approves the strategy and the general investment policies, in particular performance objectives and return on investment, as well as the time frame to reach these objectives, and risk management.

The Board of Directors also appoints Senior management. Furthermore, it has the competencies attributed to it by the Swiss Code of Obligations and the Articles of association (in specific art. 24 of the Articles of association). In this regard, the Board must specifically:

- *decide to increase capital shares to the extent of its capacity as well as record the increase in capital shares and decide on any corresponding statutory changes;*
- *make all decisions, which the laws or the articles of association do not reserve, for the General Meeting or any other body;*
- *establishing the Annual report and the Compensation report.*

The Board of Directors may delegate to the Senior management, all or part of the management of the Company with the exception of the non-transferable duties by law. The Board has set regulations about this. Moreover, in accordance with the organizational regulations (art. 26 of the Articles of association), the Board of Directors may delegate the management of the assets of the Company to a legal entity, particularly its cash position.

Controlling and management responsibilities are delegated to the Senior management who keep the Board of Directors duly informed, in particular on the occasion of each of its meetings.

In particular, Senior management verifies:

- *the adherence to corporate governance stipulations ;*
- *the establishment of internal financial controls as per the instructions of the Audit committee;*
- *the correct implementation of rules regarding signatory rights;*
- *the respect and command of accounting and consolidation principles (IFRS) and their correct implementation;*
- *the information provided to entities in order to allow them to perform financial reporting to meet accounting standards;*
- *the information provided by the auditors as regards the decisions of the Board in order to allow the auditor to conduct the audit according to the Board's instructions;*
- *the recommendations of the auditors and the development of proposals with the auditors and the CFO.*

Senior's management competencies and responsibilities

Senior's management assumes the operational administrative tasks in accordance with organizational regulations and the instructions of the Board of Directors. It ensures the Company operates in such a way so as to reach its objectives and organises work processes in an appropriate manner. In general, responsibilities are divided up between the CEO and the CFO as described below.

The CEO's main responsibilities are the following:

- *managing the operational aspects of the Company in accordance with the laws, articles of association and instructions established by the Board of Directors;*
- *establishing and implementing a strategy submitted to the Board of Directors for approval;*
- *managing investment projects and divestitures;*
- *monitoring the management of important participations;*
- *maintaining public relations for the holding and, if necessary, for participations.*

Les tâches principales du CFO sont les suivantes :

- la direction financière et administrative de la Société ;
- la tenue des comptes selon les normes internationales IFRS et le contrôle des processus financiers ;
- la coordination des activités opérationnelles et managériales de la Société conformément à la loi, aux statuts, et aux instructions du Conseil d'administration ;
- le suivi, le conseil et l'assistance financiers et comptables des participations ;
- l'évaluation financière et la coordination des investissements ainsi que des désinvestissements ;
- le suivi du respect des normes de la SIX Swiss Exchange.

Plus particulièrement, la Direction assume notamment la responsabilité, au besoin en collaboration avec le Comité d'audit :

- de la mise en place de procédures de contrôle palliant à l'absence d'organe de contrôle interne et limitant les risques tels que définis sous 3.7 ;
- de la mise en place correcte des règles de signature du management et du personnel ;
- du respect des principes comptables et de consolidation (IFRS) avec le soutien de l'organe de révision et d'autres Conseillers internes ou externes ;
- de l'information suffisante et de la formation des entités de façon à leur permettre d'effectuer un reporting financier dans le respect des normes comptables ;
- de l'information de l'organe de révision des décisions du Conseil d'administration afin de lui permettre d'orienter sa révision en fonction de ces dernières ;
- d'entendre les remarques de l'organe de révision et de formuler d'entente avec celui-ci des propositions d'amélioration dans les domaines sensibles.

3.7 Instruments d'information et de contrôle à l'égard de la Direction

3.7.1 Contrôle et respect des principes

La Direction fonctionne en toute transparence vis-à-vis des membres du Conseil d'administration. Elle les informe pro-activement afin de leur permettre de prendre les décisions en pleine connaissance des dossiers, des risques et des conséquences éventuels. La Direction agit de même avec les Comités nommés par le Conseil d'administration ou l'Assemblée générale et avec l'organe de révision.

La Direction informe le Conseil d'administration des aspects les plus importants résultant de ses tâches de vérification, en particulier ceux touchant à la marche fondamentale de l'entreprise et à la responsabilité dudit Conseil.

Compte tenu de la taille de la Société, le Conseil d'administration décide de ne pas mettre en place un département en charge de la révision interne. La Direction se charge de la gestion du contrôle interne en s'appuyant sur les constatations de l'organe de révision et du Comité d'audit pour forger son opinion sur le respect des principes édictés.

3.7.2 Management Information System (MIS)

Le système de reporting fournit au management ainsi qu'au Conseil d'administration des indicateurs de performances des participations sur une base trimestrielle ou mensuelle si besoin. Ce reporting se base sur le compte de résultats, le bilan et le cashflow des participations ainsi que sur diverses statistiques. Si des écarts interviennent par rapport aux prévisions, la Direction propose des mesures de correction au Conseil d'administration. Ce dernier prend les décisions de les appliquer ou de les faire appliquer.

The main responsibilities of the CFO are the following:

- managing the financial and administrative aspects of the Company ;
- maintaining accounts in accordance with international IFRS standards and controlling financial processes ;
- coordinating the Company's operational and managerial activities in accordance with the laws, articles of association and Board's instructions ;
- following up, advising and providing financial and accounting assistance to companies within the scope of consolidation ;
- evaluating and coordinating investments as well as divestitures ;
- maintaining the respect of the standards established by the SIX Swiss-Exchange.

More specifically, Senior management assumes the responsibility for the following, in collaboration with the Audit committee if needed:

- putting in place control procedures to make up for the absence of an internal controlling body and limiting risks as defined in note 3.7 ;
- correctly implementing rules regarding management and personnel signatory rights ;
- respecting accounting and consolidation (IFRS) principles with the support of the auditors and other internal or external advisors ;
- gathering adequate information and training consolidated entities to allow them to prepare the financial reporting in adherence to accounting standards ;
- informing the auditors on the Board of Directors decisions in order to allow the auditors to conduct the audit according to the Board's instructions ;
- taking into account the comments of the auditor and developing proposals to make improvements in sensitive areas.

3.7 Information and controlling instruments vis-à-vis Senior management

3.7.1 Control of and respect for principles

Senior management works in total transparency vis-à-vis the members of the Board of Directors. It pro-actively informs the Board in order to allow it to make decisions with full knowledge of the projects, risks and possible consequences. Senior management follows this same approach with the committees appointed by the Board and with the auditors.

Senior management informs the Board of Directors of the most important aspects resulting from its verification tasks, in particular those affecting the fundamental activities of the Company falling under the responsibility of said Board.

In view of the size of the Company, the Board of Directors has decided not to implement a department dedicated to internal audits. The Senior management is responsible for the internal audit according to the observations made by the auditors and the Audit committee to form its opinion as regards adherence to the principles prescribed.

3.7.2 Management Information System (MIS)

The reporting system provides management as well as the Board of Directors with quarterly or if necessary monthly performance indicators on the participations. This reporting is based on the profit and loss statement, the balance sheet and the cash flow of the participations and on various statistics. If there are gaps in the projections, management proposes corrective measures to the Board of Directors, which has the final decision on the application of such measures.

3.7.3 Gestion des risques

Holding d'investissement, Airesis a pour stratégie d'investir dans des sociétés propriétaires de marques, plus particulièrement de marques de sport, où elle prend une position majoritaire.

Notre entreprise est confrontée à un certain nombre de risques. Les risques décrits ci-dessous ne sauraient représenter les seuls risques auxquels nous sommes confrontés. D'autres risques dont nous n'avons pas connaissance ou que nous pensons être mineurs, peuvent également porter atteinte à nos activités ou influencer nos résultats financiers. Si l'un des événements ou des circonstances décrites dans les risques mentionnés ci-après surviennent, nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation pourraient en souffrir et le cours de nos actions se déprécier. Les risques suivants doivent être évalués avant de décider d'investir ou de conserver un investissement dans la société.

Airesis a mis en place un système de reporting auprès de ses participations, lequel constitue un élément important de la gestion des risques. Ce reporting est basé sur le compte de profits et pertes des participations et sur diverses statistiques.

Les opportunités et les risques de chaque participation sont analysés lors des réunions annuelles. Sur la base de ces réunions, des objectifs précis sont définis. Le respect des objectifs est contrôlé au moyen du système de reporting. Cela permet à Airesis d'identifier les écarts et les évolutions négatives qui se présentent et d'engager les contre-mesures nécessaires.

Perspectives

Airesis vise à investir dans des sociétés à fort potentiel. Les réorientations stratégiques et les adaptations de structures de ces investissements génèrent un potentiel important mais impliquent des risques. Airesis s'attend à ce que ses participations connaissent une croissance qui pourrait influencer les opérations, le personnel et les données financières de celles-ci. Airesis ne peut garantir que la stratégie déployée dans ses participations sera un succès. Tout manquement pourrait nuire à ses activités, ses résultats d'exploitation et ses liquidités.

Marques et propriété intellectuelle

Comme Airesis investit principalement dans des sociétés propriétaires de marques de sport avec un potentiel important, le succès de ses investissements dépend dans une large mesure de la capacité à protéger et à préserver la propriété intellectuelle. Cependant, les participations pourraient être incapables d'empêcher des tiers d'utiliser la propriété intellectuelle sans autorisation. L'utilisation des droits de propriété intellectuelle par d'autres pourrait réduire ou éliminer tout avantage concurrentiel que les participations auraient développé ou qu'elles auraient planifié de développer, leur faisant perdre des revenus ou nuisant à leurs activités. Puisque les actifs incorporels liés aux marques des participations ont une importance significative dans le bilan consolidé d'Airesis, la survenance d'événements négatifs décrits ci-dessus pourrait conduire à une dépréciation de ces actifs.

Responsabilité produits

Bien que les participations d'Airesis fassent tout leur possible pour sélectionner des fabricants tiers qui garantissent des produits respectant les cahiers des charges ainsi que notre code de bonne conduite et d'éthique, la commercialisation de produits défectueux pourrait entraîner une publicité défavorable ainsi que des conséquences financières et juridiques négatives en raison de la survenance de tels défauts, ce qui pourrait nuire aux participations.

Dépendance à l'égard du personnel clé

La capacité d'Airesis et de ses participations à fonctionner avec succès dépend en grande partie de la présence de certains membres clés du personnel et sa capacité à attirer et garder en poste du personnel hautement qualifié.

3.7.3 Risk management

As a private equity investment holding company, Airesis focuses its strategy on investing in company-owned brands, specifically sports brands, in which it takes a controlling interest.

The company faces a number of risks. The risks described below may not be the only risks faced by the company. Additional risks that we do not yet know of, or that we currently think are immaterial, may also impact the business operations or financial results. If any of the events or circumstances described in the following risks were to actually occur, the business, financial condition or operational results could suffer and the trading price of the shares could decline. The following risks need to be carefully considered before you decide to invest in, or maintain your investment in Airesis stock.

Airesis has established a reporting system throughout its participations, which is an important element of risk management. This reporting is based on the profit and loss statement of the participations as well as a number of statistics.

The opportunities and risks facing each of the participations are analysed in yearly meetings. Specific targets are set based on these meetings. Compliance with the targets is monitored through the reporting system. This enables Airesis to identify variances and any negative developments as they arise and to initiate necessary countermeasures.

Perspectives

Airesis aims to invest in high potential companies. Strategic reorientation, structure adaptation and investments lead to high potential but imply risks. Airesis expects to experience growth, which might affect operations, staff and financials of their participations. Airesis cannot guarantee that its business strategy will be successful. Any failure could harm its business, operating results and liquidities.

Brands and intellectual properties

As Airesis invests mostly in sport brands with significant potential, the success of these investments depends to a considerable degree upon the ability to protect and preserve their intellectual properties. However, we may be unable to prevent third parties from using our intellectual properties without our authorisation. The use of our intellectual properties rights by others could reduce or eliminate any competitive advantage we have developed or aim to develop, causing a loss of sales or otherwise causing harm to the business. Since intangible assets related to the participations' brands make up a significant part of Airesis' consolidated balance sheet, the occurrence of such negative events could lead to an impairment of these assets.

Product liability

Although Airesis' participations take all efforts as well as our code of conduct and code of ethics to select trustable third party manufacturers that ensure conformity with the products specifications, the marketing of defective products could result in significant adverse publicity, as well as negative financial and legal consequences due to the occurrence of such defects which could harm the participations.

Dependence on key personnel

The ability of Airesis and its participations to operate successfully depends in significant part on the continued service of certain key personnel as well as its continuing ability to attract and retain highly qualified personnel.

Finance

Risque de change - Airesis détient principalement des participations dans la zone euro. Toutefois, la monnaie de consolidation d'Airesis est le franc suisse et en conséquence les résultats financiers sont convertis en francs suisses au taux de change applicable. Comme les taux de change entre le franc suisse et les autres monnaies fluctuent, de telles fluctuations peuvent avoir un effet défavorable important sur les états financiers consolidés d'Airesis.

La plus importante monnaie pour l'approvisionnement en produits de nos participations est le dollar américain (USD), tandis que les ventes sont généralement facturées en d'autres monnaies, principalement en euros (EUR). Sur une base régulière, la Direction examine l'exposition au risque de change et décide des mesures de couverture y consécutives. Des opérations de change à terme ainsi que des contrats de type « overlay » sont les principaux instruments de couverture utilisés par les participations d'Airesis.

Risque de liquidité - La plupart des participations acquises par Airesis ont nécessité de profonds changements ainsi que des investissements. Ces phases de retournement de situation dans les participations impliquent une forte sensibilité des liquidités. Une fois l'activité des participations déployées, il est attendu que les revenus progressent, signifiant ainsi un besoin en fonds de roulement à financer. A son niveau, Airesis évite le financement bancaire dans la mesure du possible. Les financements nécessaires au développement des participations sont négociés directement au niveau des participations, Airesis apportant son appui si nécessaire au travers de garanties. La planification et le suivi des liquidités est un processus important au sein des participations d'Airesis.

Finance

Currency risks - Airesis mostly holds stakes in participations in the euro zone. Nevertheless, Airesis' consolidation currency is the Swiss Franc, and, as a result, financial positions are converted into Swiss francs at the applicable foreign exchange rates. As exchange rates between the Swiss franc and other currencies fluctuate, such fluctuations may have a material adverse effect on Airesis' consolidated financial statements.

The largest sourcing currency is the US Dollar (USD), while sales are mostly invoiced in other currencies, mainly euros (EUR). Management reviews currency risk exposure on a regular basis, and decides on consecutive hedging measures. Forwards and overlay management contracts are the main hedging instruments used by Airesis' participations.

Liquidity risks - The majority of the participations acquired by Airesis have had to undergo considerable changes and also required significant investment. The length of time it takes to turnaround any of the participations has a considerable effect on liquidity. Once the activities of the participations have taken off, revenues are expected to increase which in turn signifies a need to finance working capital. At the holding level Airesis avoids bank financing whenever possible. The financing required to develop the participations is negotiated directly by the participations themselves. Airesis provides guarantees when necessary to support the participations. Planning and following up liquidity needs is an important process in Airesis' participations.

4 DIRECTION

4.1 Composition de la Direction

La volonté du Conseil d'administration est de maintenir la structure de la Société aussi efficace que possible afin de limiter les coûts et d'insuffler un esprit dynamique. De ce fait, la Direction est composée d'un CEO et d'un CFO.

- Marc-Henri Beausire
Suisse, 1971, CEO

Marc-Henri Beausire est diplômé de l'école de commerce en 1991 et de l'ISMA (école de cadres), il bénéficie d'une forte expérience dans le domaine financier. Il a été employé par le Credit Suisse Group de 1991 à 1999. Il y a suivi une formation de deux ans par domaine d'activité à travers la Suisse, orientée sur les affaires commerciales. Ensuite, en tant qu'indépendant, outre des mandats de consulting (Foncia, société cotée en bourse en France, et Fiducial SA) il a été un des fondateurs du Groupe Hazard. Depuis le 1^{er} août 2006, il exerce comme CEO au sein d'Airesis.

- Yves Corthésy
Suisse, 1973, CFO

Yves Corthésy a obtenu un master en sciences économiques de la Faculté des Hautes Etudes Commerciales (HEC) de l'Université de Lausanne (1997). Il a débuté sa carrière dans le consulting auprès d'Ernst & Young avant de travailler pour l'UBS dans les ressources humaines. Dès 1998, il a travaillé comme auditeur pour l'Union Suisse des Banques Raiffeisen et a rejoint Valora Imaging (Fotolabo Group) en 2000. En 2003, il a pris les responsabilités de Financial Director Central Europe et en 2005 il est nommé Vice-President Finance & Administration (CFO) de Valora Imaging (Fotolabo Group). Depuis le 1^{er} octobre 2006, il exerce comme CFO au sein d'Airesis.

M. Corthésy a quitté son poste au 1^{er} mars 2018.

4 SENIOR MANAGEMENT

4.1 Members of Senior management

The aim of the Board of Directors is to maintain Airesis' structure as lean as possible in order to keep costs down and instil a dynamic spirit. As such, Senior management is composed of one CEO and one CFO.

- Marc-Henri Beausire
Swiss, 1971, CEO

Marc-Henri Beausire, a graduate of the "Ecole de Commerce" business school in 1991 and ISMA management school, benefits from extensive experience in the financial sector. He was an executive at the Credit Suisse Group from 1991 to 1999. He was in a two-year training program, which took him through different departments throughout Switzerland allowing him to focus on various aspects of the banking business. Later, as an independent entrepreneur, and in addition to consulting mandates (Foncia, listed company in France and Fiducial SA), he was one of the founders of the Hazard Group. He has been CEO of Airesis since August 1st, 2006.

- Yves Corthésy
Swiss, 1973, CFO

Yves Corthésy has a Master degree in Economics from the Faculty of Business and Economics (HEC) of the University of Lausanne (1997). He began his career as a consultant for Ernst & Young before working for UBS in Human Resources. Since 1998, he has worked as an auditor for the Swiss Union of Raiffeisen Banks and joined Valora Imaging (Fotolabo Group) in 2000. In 2003, he took on the responsibilities of Financial Director Central Europe and in 2005 he was named Vice-Chairman Finance & Administration (CFO) of Valora Imaging (Fotolabo Group). He became CFO of Airesis on October 1st, 2006.

Mr Corthésy left his office as CFO with effect as of March 1st, 2018.

4.2 Autres activités et groupements d'intérêts

Les activités des membres de la Direction au sein des entités consolidées, ainsi que les mandats d'administrateur hors des participations ou les autres informations importantes susceptibles de présenter une influence sur la marche des affaires sont présentés ci-après :

Marc-Henri Beausire : Autres activités au sein des entités consolidées : Voir point 3.2 du présent Rapport de Corporate Governance.

Marc-Henri Beausire : Autres activités et groupements d'intérêts hors des participations d'Airesis : Voir point 3.2 du présent Rapport de Corporate Governance.

Yves Corthésy : Autres activités au sein des entités consolidées d'Airesis : Membre du Conseil d'administration d'A2I SA et CFO de Comunus SICAV.

Yves Corthésy : Autres activités et groupements d'intérêts hors des participations d'Airesis : Aucune.

4.3 Nombre de fonctions admises selon l'art. 12 al. 1 ch. 1 de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives (ORAb) (art. 31 des statuts)

Les membres de la Direction peuvent occuper dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques (i) qui ont l'obligation de s'inscrire au registre du commerce ou dans un registre similaire à l'étranger (hors de Suisse) et (ii) qui ne sont pas contrôlées par la Société ou qui ne contrôlent pas la Société, au maximum le nombre suivant de fonctions :

- dans des sociétés suisses ou étrangères dont les actions sont cotées en bourse : 2
- dans des sociétés suisses ou étrangères dont les actions ne sont pas cotées en bourse : 5
- dans d'autres sociétés à but essentiellement idéal : 10

Les fonctions formellement distinctes occupées au sein d'un même groupe (sociétés sous contrôle commun, ainsi que les caisses de pension et fondations patronales de prévoyance y associées) sont considérées comme une seule et unique fonction aux fins de ce qui précède.

Les membres de la Direction qui seraient par hypothèse aussi membres du conseil d'administration sont soumis aux maxima fixés pour les membres du Conseil d'administration (cf. point 3.3).

4.4 Contrats de management

Il n'existe aucun contrat de management conclu avec des tiers.

5 RÉMUNÉRATIONS, PARTICIPATIONS ET PRÊTS

Toutes les informations relatives aux rémunérations, participations et prêts du Conseil d'administration et des membres de la Direction sont présentées séparément dans le Rapport de rémunération, y compris le contenu et la procédure de fixation des rémunérations et programmes de participation.

Nonobstant ce qui précède, en 2015, les statuts d'Airesis ont été modifiés afin d'intégrer toutes les dispositions découlant de la mise en œuvre de l'ORAb. Les éléments majeurs des dispositions statutaires sont présentés dans le présent Rapport de Corporate Governance, en particulier les dispositions portant sur le vote des rémunérations, les principes régissant les rémunérations liées au résultat et l'octroi de titres de participation, droits de conversion et droits d'option ainsi que le supplément aux rémunérations des membres de la Direction qui sont désignés à l'issue du vote de l'Assemblée générale ordinaire sur les rémunérations.

4.2 Other activities and vested interests

Listed below are the activities of the members of Senior management within the consolidated entities, as well as the administrative mandates outside the scope, which could influence the workings of Airesis' affairs:

Marc-Henri Beausire: Other activities within the consolidated participations: see 3.2 in this Corporate Governance Report.

Marc-Henri Beausire: Activities and vested interests outside the consolidated participations: see 3.2 in this Corporate Governance Report.

Yves Corthésy: Other activities and vested interests within the consolidated participations: Member of the Board of Directors of A2I SA and CFO of Comunus SICAV.

Yves Corthésy: Activities outside the consolidated participations: None.

4.3 Number of positions allowed as per art. 12 al. 1 ch. 1 of the Ordinance against Excessive Compensation with respect to Listed Stock Corporations (OaEC) (art. 31 of the Articles of association)

Members of the Senior management may hold in senior management bodies or administration of legal entities (i) that have the obligation to register in the commercial register or a similar one abroad (excluding Switzerland) and (ii) which are not controlled by Airesis or that do not control Airesis, a maximum number of position in the following entities:

- In foreign or Swiss companies whose shares are listed on the stock exchange: 2
- In foreign or Swiss companies, whose shares are not listed on the stock exchange: 5
- In non profit organizations: 10

The functions occupied that are explicitly separate within the same group (companies under common control, as well as pension funds, and employee pension foundations associated with them) are considered as a sole function for the purpose of the foregoing.

Any member of the Senior management who would also be a member of the Board is subject to the same restrictions mentioned above (point 3.3).

4.4 Management contracts

There are no external management contracts entered into with any third party.

5 COMPENSATION, SHAREHOLDINGS AND LOANS

All information regarding compensation, shareholdings and loans granted to the Board of Directors and members of the Senior management are detailed separately in the Compensation report. This report also includes the content and procedure for determining compensations and participation programs.

Notwithstanding the above, in 2015, the Articles of association were amended in order to include all provisions required by the implementation of the OaEC. Key contents of the Articles of association are presented in this Corporate Governance Report, notably the rules for the vote on pay at the General Meeting, the principles applicable to performance-related pay and to the allocation of equity securities, convertible rights and options, as well as the additional amount for payments to members of Senior management appointed after the vote on pay at the ordinary AGM.

5.1 Dispositions statutaires relatives aux principes régissant les rémunérations au résultat et l'octroi de titres de participation, droits de conversion et droits d'option ainsi que le supplément aux rémunérations des membres de la Direction qui sont désignés à l'issue du vote de l'Assemblée générale sur les rémunérations

5.1.1 Dispositions statutaires relatives aux principes régissant les rémunérations au résultat et l'octroi de titres de participation, droits de conversion et droits d'option (art. 40 et 42 de statuts)

Rémunération variable des membres du Conseil d'administration

Dans les limites déterminées par le vote de l'Assemblée générale, les membres du Conseil d'administration reçoivent une rémunération qui, outre une part fixe et éventuellement des jetons de présence, peut comprendre une part variable, celle-ci ne pouvant dépasser le 100% de la rémunération annuelle fixe.

La rémunération variable des membres du Conseil d'administration est fixée par le Conseil d'administration sur proposition du Comité de rémunération, sur la base de critères dépendant des résultats de la Société.

Rémunération variable des membres de la Direction

Dans les limites déterminées par le vote de l'Assemblée générale, les membres de la Direction reçoivent en principe, une rémunération variable en sus de leur rémunération fixe. Si les membres de la Direction bénéficient d'une rémunération fixe et variable, leur rémunération variable est fixée par le Conseil d'administration sur proposition du Comité de rémunération, sur la base d'une appréciation discrétionnaire prenant en considération le résultat de la Société et/ou la mesure dans laquelle des objectifs individuels ou collectifs à court et à long terme sont atteints.

Alternativement, le Conseil d'administration peut mettre en place un système de rémunération uniquement variable pour les membres de la Direction, établie sur la base de critères objectifs définis contractuellement et pouvant notamment se fonder sur un pourcentage des fonds propres de la Société ainsi que l'évolution de ces fonds propres afin d'assurer la croissance de la Société. Dans cette hypothèse, les membres de la Direction pourront percevoir en cours d'exercice comptable une rémunération de base, à savoir des avances calculées sur la base d'une estimation du montant total de la rémunération variable devant leur revenir au terme de l'exercice comptable concerné.

En cas de résiliation d'un contrat de travail d'un membre de la Direction sans que des justes motifs lui soient imputables au sens de l'art. 337 du Code des obligations, la période de préavis pourra donner lieu au paiement de la rémunération fixe/de base et variable y relative, quand bien même la personne concernée serait dispensée de l'obligation de travailler.

Rémunération sous forme d'octroi de titres de participation, droits de conversion et droits d'option

La rémunération variable des membres du Conseil d'administration et de la Direction peut notamment être versée ou accordée, en tout ou en partie, sous forme de titres de participation, de droits de conversion et d'option selon les principes mentionnés ci-après.

Le Conseil d'administration ou le Comité de rémunération, si la tâche lui est déléguée, est autorisé à établir un plan d'intéressement réglementant la rémunération sous forme de titres de participation, droits de conversion et d'option des membres du Conseil d'administration et de la Direction.

5.1 Statutory provisions regarding the principles applicable to performance-related pay and to the allocation of equity securities, convertible rights and options, as well as the additional amount for payments to members of Senior management appointed after the vote on pay at the AGM.

5.1.1 Statutory provisions regarding the principles applicable to performance related pay and to the allocation of equity securities, convertible rights and options (art. 40 and 42 of the Articles of association)

Variable compensation to members of the Board of Directors

Within the limits set by the General Meeting's vote, members of the Board of Directors receive a compensation, which, in addition to fixed component and possibly attendance fees, may include a variable component. The latter cannot exceed 100% of the fixed annual remuneration.

The variable compensation of the Board of Directors is set by the Board on the Compensation's proposition, on the basis of criteria related to the Company's financial results.

Variable compensation to members of the Senior management

Within the limits set by the General Meeting's vote, members of Senior management receive, in principle, a variable compensation in addition to their fix component. If the members of the Senior management receive a variable and fix compensation, the variable part is determined by the Board of Directors on the Compensation committee's proposition based on a discretionary assessment, which is based on the result of the Company and/or how individual or collective goals, short and long term, are achieved.

Alternatively, the Board of Directors may put in place an only variable compensation system for the members of the Senior management, based on the criteria defined in a contract, which may be based on a percentage of the Company's equity as well as the evolution of its capital in order to ensure the growth of the Company. In this case, members of the Senior management will be able to receive a basis compensation during the financial year, i.e. advanced payments calculated on the basis of an estimation of the total amount of the variable compensation, which they should receive at the end of the financial year.

Upon termination of a member of the Senior management's contract, without reasons attributable to them, within the limit of the article 337 of the Swiss Code of Obligations, the notice period may be subject to a basis fix and variable compensation accordingly, even if the person concerned would be relieved from the obligation to work.

Compensation in the form of allocation of equity securities , convertible rights and options

The variable compensation of the Board of Directors and the Senior management may be paid, or granted, in whole or in part, in the form of equity, conversion and option rights according to the principles mentioned below.

The Board of Directors or, to the extent delegated to it, the Compensation Committee is authorized to establish an incentive plan regulating remuneration in the form of equity, conversion and option rights of the Board of Directors and the Senior management.

Le plan d'intéressement fixe les conditions d'octroi, de vesting, de blocage, d'exercice et de déchéance ou de restitution (claw back) de ces formes de rémunération; il peut prescrire la continuation, l'accélération ou la suppression du vesting ou des conditions d'exercice, pour le paiement ou l'octroi de rémunération supposant la réalisation des objectifs à court et à long terme, ou la déchéance dans le cas d'événements prédéterminés, tels que la fin d'un contrat de travail ou d'un mandat.

Le plan d'intéressement établit les conditions dans lesquelles il prend fin (notamment en cas de changement de contrôle) et le sort des prétentions des membres du Conseil d'administration ou de la Direction dans une telle hypothèse.

La valeur déterminante des titres octroyés dans le cadre de ce plan d'intéressement, à prendre en compte dans le cadre des limites fixées par les statuts ainsi que du vote de l'Assemblée générale sur les rémunérations figurant l'article 38 des statuts, sera la valeur comptable au moment de l'octroi des titres.

5.1.2 Dispositions statutaires relatives au montant complémentaire afin de rémunérer les membres de la Direction qui sont désignés à l'issue du vote de l'Assemblée générale sur les rémunérations (art. 39 des statuts)

Lorsque le montant global décidé par l'Assemblée générale pour la rémunération de la Direction ne suffit pas pour couvrir la rémunération des membres de la Direction nommés pendant la période de rémunération correspondante, le Conseil d'administration dispose d'un montant complémentaire équivalent à 50% du dernier budget voté par l'Assemblée générale pour la rémunération fixe/de base et variable de la Direction. L'Assemblée générale ne vote pas sur le montant complémentaire utilisé.

5.2 Dispositions statutaires concernant les prêts, crédits et prestations de prévoyance allouées aux membres du Conseil d'administration et de la Direction (art. 41 des statuts)

Les prêts, avances en comptes courants (notamment lorsque des membres de la Direction sont au bénéfice d'une rémunération exclusivement variable) et crédits octroyés par la Société à un membre du Conseil d'administration ou de la Direction ou aux personnes proches des membres du Conseil d'administration et de la Direction, les engagements dont la Société pourrait se porter caution ainsi que tout autre forme de sureté octroyée par la Société en lien avec des engagements d'un membre du Conseil d'administration ou de la Direction ne pourront globalement excéder le montant de 10% de la somme du dernier bilan consolidé de la Société pour l'ensemble des membres du Conseil d'administration ou de la Direction.

Les prestations de prévoyance octroyées aux membres du Conseil d'administration ou de la Direction en dehors de la prévoyance professionnelle ne pourront excéder, par année, le montant de la rémunération annuelle perçue par le membre concerné du Conseil d'administration ou de la Direction pendant l'année civile précédant celle de l'octroi de la prestation.

The profit-sharing plan sets the incentive for granting, vesting, blocking, exercise and forfeiture conditions of the compensation (claw back). This plan may provide for continuation, acceleration or removal of vesting and exercise conditions, for payment or grant of compensation assuming short term and long term targets achievement or for forfeiture in the case of predetermined events such as the termination of an employment or mandate agreement.

The incentive plan establishes the conditions under which it ends (especially in case of change of ownership) and the consequences of such termination on the claims of the members of the Board of Directors and the Senior management.

The relevant value of the securities granted under this incentive plan will be the book value at the time of the grant. This valuation is to be considered with respect to the limitations set by the Articles of association and the vote of the General Meeting on compensations in the sense of the Article 38 of the Articles of association.

5.1.2 Statutory provisions regarding the additional amount in order to pay the member of the Senior management who are appointed after the AGM vote on compensations (art. 39 of the Articles of association)

If the maximum aggregate amount of compensation already approved by the General Meeting is not sufficient to cover the compensation of one or more members of the Senior Management appointed during the compensation period, the Board of Directors shall be authorized to pay or grant to such member(s) an additional amount, which shall not exceed 50% of the fix/ basis and variable aggregate amount of compensation of the Senior management last approved. The General Meeting shall not vote on the additional amount given.

5.2 Statutory provisions regarding loans, credits and pension benefits allocated to the members of the Board of Directors and the Senior management (art. 41 of the Articles of association)

Loans, advances on current account (especially when the members of the Senior management have an exclusively variable compensation) and loans granted by the Company to closely linked parties of members of the Board of Directors or members of the Senior Management, commitments in which the Company would act as a guarantor as well as any other form of security granted by the Company, in connection with the commitments of a member of the Board or Senior management may not exceed the amount of 10 % of the total of the last consolidated balance sheet of the Company for all members of the Board of Directors or Senior management.

Pension benefits paid to members of the Board of Directors or the Senior management outside of occupational pensions may not exceed annually the amount of annual compensation received by the member of the Board of Directors or Senior management during the calendar year preceding the grant of the benefit.

5.3 Dispositions statutaires concernant le vote de l'Assemblée générale sur les rémunérations des membres du Conseil d'administration et de la Direction (art. 38 des statuts)

L'Assemblée générale approuve annuellement les propositions du Conseil d'administration relatives :

- au montant maximum de la rémunération fixe et, le cas échéant, variable revenant globalement à l'ensemble des membres du Conseil d'administration pour la période courant de la fin de l'Assemblée générale en cours à la fin de la prochaine Assemblée générale ordinaire ;
- au montant maximum de la rémunération (i) fixe ou (ii) de base, à savoir les avances perçues par des membres de la Direction qui sont au bénéfice d'une rémunération exclusivement variable, revenant globalement à l'ensemble des membres de la Direction pour l'exercice comptable suivant, additionnée du montant nécessaire au paiement de la rémunération des membres de la Direction pendant le délai de congé convenu avec eux, pour le cas où la prochaine Assemblée générale ne renouvelerait pas une enveloppe suffisante à la reconduction des contrats de travail ;
- au montant maximum de la rémunération variable revenant globalement à l'ensemble des membres de la Direction qui sont également au bénéfice d'une rémunération fixe pour l'exercice comptable suivant, additionnée du montant nécessaire au paiement de la rémunération variable des membres de la Direction pendant le délai de congé convenu avec eux, pour le cas où la prochaine Assemblée générale ne renouvelerait pas une enveloppe suffisante à la reconduction des contrats de travail ;
- le cas échéant, au montant complémentaire de rémunération variable devant revenir aux membres de la Direction sur le base de dernier exercice clôturé en sus de leur rémunération de base (accordée sous forme d'avances), lorsque ceux-ci sont au bénéfice d'une rémunération exclusivement variable et que l'enveloppe votée de manière prospective par l'Assemblée générale s'est avérée insuffisante pour assurer la rémunération dudit membre telle qu'établie contractuellement.

Lorsque l'Assemblée générale refuse l'approbation des propositions du Conseil d'administration, celui-ci peut soumettre une nouvelle proposition lors de la même Assemblée générale. S'il ne soumet pas de nouvelle proposition ou si celle-ci est également refusée, il convoque une nouvelle Assemblée générale dans un délai de trois mois.

Sur proposition du Comité de rémunération, le Conseil d'administration fixe la rémunération des membres du Conseil d'administration et de la Direction dans la limite des budgets votés par l'Assemblée générale.

5.3 Statutory provisions regarding the vote on the compensations of the members of the Board and the Senior management by the General Meeting (art. 38 of the Articles of association)

The Annual General Meeting approves annually the proposals of the Board of Directors regarding:

- The maximum amount of the fixed compensation and, when appropriate, the total variable compensation given to all the members of the Board of Directors for the period from the end of the current AGM until the end of the next one;
- the maximum amount of compensation (i) fixed or (ii) basic, namely advances received by members of the Senior management which are exclusively for the benefit of a variable compensation, returning to all members of Senior management for the next fiscal year, added the necessary amount to pay the compensation of the members of the Senior management during the notice period agreed upon with them, in case the next AGM would not renew the sufficient amount to renew all the employment contracts;
- the maximum amount of variable compensation of all members of the Senior management who also receive a fixed compensation for the following financial year, added the amount required for payment of the variable compensation of the members of the Senior management during the notice period agreed upon with them, if the next AGM would not renew the sufficient amount to renew all the employment contracts;
- if applicable, the additional amount of variable compensation that the members of the Senior management should receive on the top of their basic compensation (paid as advances) on the basis of last completed fiscal year, when they have an exclusively variable remuneration and that the budget voted prospectively by the AGM is insufficient to ensure that member's remuneration as established by contract.

If the AGM rejects the proposal of the Board of Directors, the Board may submit a new proposition during the same AGM. If the Board doesn't submit a new proposition or if it is also rejected, the board will call for a new General Meeting within the next 3 months.

On the proposal of the Compensation committee and within the limits of the budgets accepted by the AGM, the Board of Directors sets the compensation of the member of the Board and the Senior management.

6 DROITS DE PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES

Le texte concernant les droits de participation des actionnaires est repris en partie des statuts d'Airesis. Les statuts complets sont disponibles sur demande auprès de la holding (adresse et contact en fin de rapport).

Toute personne possédant au moins une action de la société Airesis (avec ou sans droit de vote) est autorisée à assister aux Assemblées générales. Tout actionnaire peut se faire représenter par un tiers de son choix ou par le représentant indépendant (art. 20 des statuts).

6 SHAREHOLDERS' PARTICIPATION

The text concerning shareholder participation rights is taken in part from the Airesis articles of association. The complete articles of association are available upon request from the holding company (address at the end of this report).

Any person holding at least one share in Airesis (with or without a voting right) is entitled to participate in the shareholders meetings. Shareholders may be represented by a third party of their choice or by the independent proxy (art. 20 of the Articles of association).

6.1 Limitations et représentation des droits de vote

Il est renvoyé aux points 2.6 et 6.1.2.

6.1.1 Règles statutaires concernant la participation à l'Assemblée générale

Lors de l'exercice du droit de vote, aucun actionnaire ne peut réunir sur sa personne, directement ou indirectement plus de 5% des actions avec droit de vote (actions propres ou actions qu'il représente), à moins qu'il ne soit inscrit au registre des actions avec droit de vote pour un pourcentage supérieur. Les personnes morales unies entre elles par le capital, les voix, la direction ou de toute autre manière, ainsi que les personnes physiques ou morales agissant de concert aux fins de contourner cette limitation comptent pour un actionnaire (art. 20 des statuts).

Les statuts ne prévoient pas de règles spécifiques permettant d'accorder des exceptions.

6.1.2 Dispositions statutaires relatives à l'octroi d'instructions au représentant indépendant

Un actionnaire peut se faire représenter par le représentant indépendant. A cette fin, le Conseil d'administration s'assure que les actionnaires ont la possibilité d'octroyer des instructions et pouvoirs au représentant indépendant, y compris par la voie électronique, sur toute proposition mentionnée dans la convocation et relative aux objets portés à l'ordre du jour, ainsi que des instructions générales sur les propositions non annoncées relatives aux objets portés à l'ordre du jour et sur les nouveaux objets au sens de l'article 700 al. 3 du Code des obligations. La représentation par un organe de la Société ou par un dépositaire est interdite.

Le représentant indépendant doit communiquer à la Société le nombre, l'espèce, la valeur nominale et la catégorie des actions qu'il représente (art. 20 des statuts).

6.2 Quorums statutaires

L'Assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre des actionnaires présents ou représentés (art. 18 des statuts). Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, l'Assemblée générale prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des voix exprimées sous la forme d'un vote positif ou négatif, sans égard aux abstentions et aux votes nuls (art. 21 des statuts). Les deux tiers des voix attribuées aux actions représentées et la majorité absolue des valeurs nominales sont requises pour les décisions suivantes (art. 22 des statuts) :

- modification du but social ;
- introduction d'actions à droit de vote privilégié ;
- restriction de la transmissibilité des actions nominatives et modification des règles liées à ces actions nominatives ;
- augmentation autorisée ou conditionnelle du capital-actions ;
- augmentation du capital-actions au moyen de fonds propres, contre apport en nature ou en vue d'une remise de biens et l'octroi d'avantages particuliers ;
- limitation ou suppression du droit de souscription préférentiel ;
- transfert du siège de la Société ;
- dissolution de la Société.

6.1 Voting rights and representation restrictions

Please refer to note 2.6 et 6.1.2.

6.1.1 Statutory rules on participation in the shareholders meeting

When exercising the right to vote, no shareholder may bring together, directly or indirectly, more than 5% of shares with a voting right (own shares or shares he/she represents), unless the shareholder is recorded in the shareholder register with the right to vote for a greater percentage. Moral persons linked together by capital, votes and management or joined in any other manner as well as physical or moral persons acting in concert in order to evade this restriction shall count as one shareholder (art. 20 of the Articles of association).

The Articles of association do not provide any specific rules for granting exceptions.

6.1.2 Statutory rules on the issue of instructions to the independent proxy

The independent proxy may represent a shareholder. To this end, the Board of Directors ensures that the shareholders may be able to give their instructions, including electronically, to the independent voting proxy. They may give their instructions on all items of the agenda as well as general instructions on items in the agenda not announced and also new items within the meaning of Article 700 para. 3 of the Code of Obligations. Representation by a body of the Company or a depositary is prohibited.

The independent proxy shall provide the Company with the number, type, the nominal value and the class of shares that he will represents (art. 20 of the Articles of association).

6.2 Statutory quorums

The General Meeting is validly constituted regardless of the number of shareholders present or represented (Art. 18 of the Articles of association) Unless otherwise provided by the law or the Articles of association, the General Meeting passes resolutions and elections with the absolute majority of the in favor/not in favor votes validly represented, without taking in consideration abstentions and non valid votes (art. 21 of the Articles of association). The following resolutions require at least two-thirds of the voting rights represented and the absolute majority of the nominal value of shares represented (art. 22 of the Articles of association):

- *modification of the company objective;*
- *introduction of shares with a privileged voting right;*
- *restriction of the transmission of registered shares and modification of the rules tied to these registered securities;*
- *increase, either authorized or conditional, of capital shares;*
- *increase of capital shares by using own funds, through a contribution in kind or to fund acquisitions in kind, and the granting of specific advantages;*
- *restriction or suppression of preferential subscription rights;*
- *relocation of Company headquarters;*
- *dissolution of the Company.*

6.3 Convocation de l'Assemblée générale

Le Conseil d'administration et, au besoin l'organe de révision, convoquent statutairement l'Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire vingt jours avant la date de réunion. La convocation est faite par un avis inséré dans la feuille officielle suisse du commerce (FOSC). Les titulaires d'actions nominatives inscrits dans le registre des actions sont convoqués par lettre adressée sous pli simple au moins vingt jours à l'avance. La convocation doit indiquer les modalités d'octroi des pouvoirs et instructions au représentant indépendant, y compris par la voie électronique (art. 16 des statuts).

Le Conseil d'administration communique au plus vite le calendrier des événements de l'année sur son site internet officiel afin de permettre aux actionnaires et aux personnes intéressées de connaître les dates des manifestations et des publications.

Le Conseil d'administration, l'organe de révision ou un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins 10% du capital-actions peuvent demander la tenue d'une Assemblée extraordinaire. Dans ce dernier cas, la demande doit parvenir par écrit au Conseil d'administration avec indication des objets à porter à l'ordre du jour et des propositions. La convocation a lieu dans les 30 jours dès la réception de la demande (art. 15 des statuts).

6.4 Inscriptions à l'ordre du jour

Aucune décision ne pouvant être prise sur des objets qui n'ont pas été dûment portés à l'ordre du jour, à l'exception de propositions de convoquer une Assemblée générale extraordinaire ou d'instituer un contrôle spécial. Les actionnaires représentant des actions avec droit de vote d'une valeur nominale d'un million de francs suisses en valeur nominale de l'action ont un délai de 60 jours avant l'Assemblée générale pour requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour (art. 17 des statuts). Ils se réfèrent au calendrier publié sur le site Internet d'Airesis (www.airesis.com) pour connaître les dates des Assemblées générales.

6.5 Inscription au registre des actions

Les inscriptions au registre des actionnaires sont bloquées 16 jours ouvrables avant la date de l'Assemblée générale. Cette date est déterminée par le Conseil d'administration. Les dates correspondantes sont mentionnées dans la convocation concernée.

7 PRISES DE CONTRÔLE ET MESURES DE DÉFENSE

7.1 Opting out et restrictions de transfert

Un acquéreur de titres de la Société n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux articles 125 al. 3 et 4, 135 et 163 de la Loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés du 19 juin 2015 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016 (reprenant les anciennes dispositions de la Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières) (art. 11 des statuts).

Les clauses de restrictions de transfert sont expliquées au point 2.6 du présent Rapport de Corporate Governance.

7.2 Clauses relatives aux prises de contrôle

Les contrats conclus entre la Société et les membres du Conseil d'administration ou de la Direction et autres cadres dirigeants ne comprennent pas de telles clauses.

6.3 Convocation of the General Meeting

In accordance with the by-laws, the Board of Directors shall convene an ordinary or extraordinary General Meeting 20 days ahead. The meeting shall be convened by way of a notice appearing once in the Swiss Official Gazette of Commerce (SOGC). Holders of registered shares registered in the share register are notified by letter in single fold at least twenty days in advance. The notice shall specify the procedure for granting powers and instructions to the independent voting proxy, including by electronic means (art. 16 of the Articles of association).

The Board of Directors shall also post this information as early as possible on the annual event calendar on its official website in order to allow shareholders and interested parties to know event dates and relevant publications.

The Board of Directors, the auditors or one or more shareholders bringing together at least 10% of capital shares may ask for an extraordinary meeting to be called. In this case, the request must be sent to the Board of Directors in writing indicating the points to be put on the agenda and the propositions to be presented. The meeting is called within 30 days from the date of receipt of such a request (art. 15 of the Articles of association).

6.4 Agenda

No decision may be taken on matters, which have not been duly noted on the agenda (except proposals to call a General Meeting or to conduct a special review). Shareholders representing an aggregate nominal value of at least one million Swiss francs have a period of 60 days prior to the General Meeting to request the inclusion of items to the shareholders meeting agenda (art. 17 of the Articles of association). They refer to the calendar published on the Airesis website (www.airesis.com) for the dates of shareholders meetings.

6.5 Inscriptions in the share register

Entries to the share register are closed 16 working days prior to each shareholders meeting. This date is determined by the Board of Directors. The corresponding dates are mentioned in the invitation to the general meeting.

7 CHANGES OF CONTROL AND DEFENCE MEASURES

7.1 Opting out and transfer restrictions

The buyer of Company shares is not required to present a public acquisition offer pursuant to articles 125 para. 3 and 4, 135 and 163 of the Federal Act on Financial Market Infrastructures dated June 19, 2015 and entered into force in January 1st, 2016 (incorporating the former provisions of the Federal Law on Stock Markets and Securities Dealing) (art. 11 of the Articles of association).

The clauses referring to the transfer restrictions are explained in note 2.6 of this Corporate Governance Report.

7.2 Clauses on changes of control

Agreements executed between the company and the members of the Board of Directors or Senior management and other executives do not contain such provisions.

8 ORGANE DE RÉVISION

PricewaterhouseCoopers SA (Pully) a été élu organe de révision de l'exercice se terminant au 31 décembre 2017. Le réviseur responsable est M. Guillaume Nayet, associé.

8.1 Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

L'élection de l'organe de révision est une des attributions de l'assemblée générale. Elle se fait lors de son Assemblée générale ordinaire annuelle. L'organe de révision est élu pour une durée d'un an (art. 30 des statuts).

Le premier exercice audité par PricewaterhouseCoopers est celui de l'exercice 2011. M. Guillaume Nayet est en charge de la révision depuis l'exercice 2017.

Conformément à la disposition de l'art. 730a du Code des obligations, le réviseur responsable exerce son mandat par principe pendant une durée maximale de sept ans.

8.2 Honoraires de révision

Les honoraires de révision pour l'exercice sous revue sont de KCHF 281 (année précédente : KCHF 240).

8.3 Honoraires supplémentaires

Les honoraires de prestation de services autres pour l'exercice 2017 sont de KCHF 34 (année précédente : KCHF 13).

8.4 Instruments d'information sur la révision externe

Le Comité d'audit a pour tâche la surveillance de l'indépendance de l'organe de révision, des processus de vérification et de l'ampleur du Conseil relatif à l'audit. Il coordonne entre autres la vérification finale des comptes annuels et la conduite d'une vérification intermédiaire mettant l'accent sur un des processus clés de la Société.

L'organe de révision s'est réuni avec le Comité d'audit 3 fois durant l'année sous revue, pour une durée moyenne de 1,5 heure.

L'organe de révision remet un rapport détaillé sur les comptes au Comité d'audit. Le Comité d'audit en transmet les conclusions aux membres du Conseil d'administration. En cas de réserves, le Comité d'audit traite de ces questions avec le Conseil d'administration.

9 POLITIQUE D'INFORMATION

9.1 Agenda

- 27.04.2018 : Publication (en ligne) du rapport de gestion 2017.
- 18.05.2018 (au soir) : Début du blocage des inscriptions au registre des actionnaires (jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire).
- 12.06.2018 : Assemblée générale ordinaire annuelle.

8 AUDITORS

PricewaterhouseCoopers SA (Pully) was elected auditor for the fiscal year ending December 31st 2017. The auditor responsible is Mr Guillaume Nayet, partner.

8.1 Duration of auditing mandate and term of office of lead auditor

The selection of the auditor is one of the tasks entrusted to the General Meeting. This decision is made at the AGM. The auditor is elected for a period of one year (art. 30 of the Articles of association).

The first financial statements audited by PricewaterhouseCoopers were for the 2011 fiscal year. Mr Guillaume Nayet is the responsible auditor since the 2017 fiscal year.

In accordance with Art. 730a of the Swiss Code of Obligations, the responsible auditor performs the mandate for a maximum of seven years.

8.2 Auditing fees

The auditing fees for the fiscal year under review amounted to KCHF 281 (previous year: KCHF 240).

8.3 Additional fees

The other services for the year 2017 amounted to KCHF 34 (previous year: KCHF 13).

8.4 Supervisory and controlling instruments pertaining to the external audit

The Audit committee is responsible for monitoring the independence of the auditor, the verification processes and the scope of the advice relative to the audit. Among other things, it coordinates the final verification of annual accounts and prepares half-year accounts focusing on one of the key processes within the company.

During the year under review, the auditors met with Audit Committee on 3 occasions for an average of 1,5 hour.

The auditor provides a detailed report of the accounts to the Audit committee, which passes on its conclusions to the members of the Board of Directors. In case of reservations, the Audit committee discusses these questions with the Board of Directors.

9 INFORMATION POLICY

9.1 Agenda

- 27.04.2018: Online publication of 2017 annual report.
- 18.05.2018 (evening): Beginning of the freeze period for registration in the share register (up until the date of the Ordinary Shareholders Meeting).
- 12.06.2018: Annual Ordinary Shareholders Meeting.

9.2 Publicité événementielle

Airesis informe les investisseurs des développements importants tels que, entre autres :

- acquisitions ou ventes de participations ;
- résultats financiers semestriels et annuels.

Le site web www.airesis.com est à la disposition des actionnaires, du marché financier et du public. Sur ce site sont disponibles les principaux faits et chiffres concernant Airesis et ses filiales, les publications financières, des présentations relatives à des événements importants, ainsi que les dates de toutes manifestations pertinentes (Assemblées générales, conférences de presse, etc.). Publiés dans le respect des règles en vigueur à la bourse suisse concernant la publicité événementielle, les communiqués sont disponibles sur le site Internet www.airesis.com, rubrique «Dernières Actualités».

Les communiqués sont également envoyés aux principaux journaux suisses et aux médias électroniques (Bloomberg, Reuters, Telekurs).

De plus, toute personne intéressée peut s'inscrire sur la liste de diffusion d'Airesis par simple envoi de son adresse email à info@airesis.com ou par courrier postal adressé à la holding ou via le formulaire de contact de notre site Internet.

La personne de contact est M. Marc-Henri Beausire, responsable des relations investisseurs. Il peut être joint par téléphone au +41 (0)21 989 82 50, par courrier postal adressé à la holding ou par un email adressé à investors.relations@airesis.com.

La communication officielle se fait en français (langue de référence).

Adresse de la Société

Airesis, Chemin du Pierrier 1, CH - 1815 Clarens,
Tél +41 21 989 82 50, Fax +41 21 989 82 59, www.airesis.com.

9.2 Ad hoc publicity

Airesis shall inform investors of important developments including:

- *the acquisition or sale of participations;*
- *half-year or annual financial results.*

The website www.airesis.com is available to shareholders, the capital market and the public. It includes the most important facts and figures relating to Airesis and its affiliates, as well as financial publications, presentations on important developments and the dates of all relevant events (General Meetings, press conferences, etc.). Published in adherence with the rules in effect at the Swiss Exchange regarding ad hoc publicity, media releases are available on www.airesis.com, under the « News » heading.

Media releases are also sent to principle Swiss newspapers and electronic media outlets (Bloomberg, Reuters, and Telekurs).

Furthermore, anyone interested in signing up for the Airesis distribution list may send his or her contact details by email to info@airesis.com or by post to the holding company's address or by filling in the form on the Airesis website.

For any questions, please contact Mr Marc-Henri Beausire, in charge of Investor relations, by phone at +41 (0)21 989 82 50, by post addressed to the holding company or by email to investors.relations@airesis.com.

All official communication is in French, and French is the reference language.

Company's address

*Airesis, Chemin du Pierrier 1, CH - 1815 Clarens,
Tel: +41 21 989 82 50, Fax: +41 21 989 82 59, www.airesis.com.*

RAPPORT DE RÉMUNÉRATION 2017

COMPENSATION REPORT 2017

1 PRINCIPES GÉNÉRAUX DE RÉMUNÉRATION

1.1 Principes

Le système de rémunération d'Airesis SA (Airesis) possède plusieurs niveaux et comporte des composantes de rémunération fixes et variables. Il est établi pour les collaborateurs et pour les organes de la société, soit le Conseil d'administration (CA) et la Direction générale (Direction). L'organisation de la société ainsi que son système de rémunération présentent une structure simple et transparente. Les rémunérations ont sciemment été définies de manière à :

- être simples, transparentes, compréhensibles, équitables et appropriées pour les membres du CA et la Direction ;
- tenir suffisamment compte de la responsabilité, de la qualité du travail ainsi que de la charge inhérente à la fonction respective afin d'offrir des rémunérations correctes et motivantes ;
- assurer que les rémunérations variables soient établies avec des perspectives à long terme et restent à un niveau qui ne favorise pas une possible propension au risque de la part des membres de la Direction ;
- être en grande partie, et selon la fonction en proportion logique et cohérente au résultat global de l'entreprise.

2 LA RÉMUNÉRATION DU CA ET DE LA DIRECTION

2.1 Le Conseil d'administration (CA)

Les rémunérations des membres du CA sont constituées des éléments simples et transparents suivants :

a) Rémunération fixe

Chaque membre du CA reçoit une rémunération mensuelle fixe. Elle est identique pour tous les membres du CA, à l'exception du président. Le montant accru de la rémunération fixe du président tient compte de sa contribution plus importante. La rémunération fixe déterminée pour chaque membre du CA est payée en espèces ; elle n'a pas varié au cours des cinq dernières années. Le ou les administrateurs qui font également partie de la Direction ne reçoivent pas de rémunération pour sa/leur fonction au sein du CA.

b) Jetons de présence

Des jetons de présence sont payés pour l'assistance aux séances du CA. Des jetons de présence sont également payés pour l'assistance aux séances des Comités (Comité de rémunération (CR) et Comité d'audit) uniquement si celles-ci ont lieu à un autre moment qu'avant ou après la séance du CA. Les jetons de présence déterminés pour chaque membre du CA sont payés en espèces ; ils n'ont pas varié au cours des cinq dernières années. Le Président du CA ne reçoit pas de jeton de présence pour les diverses séances de Comité. Le ou les membres du CA ou des Comités qui font partie de la Direction ne reçoivent pas de jetons de présence pour son/leur rôle au sein du CA et desdits Comités.

c) Rémunération variable

Les membres du CA et des Comités ne perçoivent pas de rémunération variable en lien avec leurs fonctions.

1 GENERAL PRINCIPLES OF COMPENSATIONS

1.1 Principles

Airesis compensation's system has multiple levels and consists of fixed and variable compensation components. It is set up for employees and bodies of the Company, which are the board of directors (Board of Directors) and the senior management (Senior management). The organization of the company and its compensation system has a simple and transparent structure. Remuneration have knowingly been defined to:

- *Be simple, transparent, understandable, fair and appropriate for the members of the Board and Senior management;*
- *Take sufficiently into account the responsibility, quality of work and the load of work inherent to the position in order to provide correct and motivating compensation;*
- *Make sure that variable compensations are established with long term prospects and remain at a level that does not promote a possible propensity to take risk from the members of the Senior management;*
- *Remain according to the position and to be mainly logical and in consistency to the overall business.*

2 COMPENSATION OF THE BOARD OF DIRECTORS AND THE SENIOR MANAGEMENT

2.1 The Board of Directors

Compensations for the members of the Board of Directors consist of the following simple and transparent elements:

a) Fixed compensation

Each member of the Board of Directors receives a fixed monthly compensation, which is the same for all the members, except for the President. Compensation for the President is higher because of his more significant contribution. The compensation for each member of the Board of Directors is paid in cash; it hasn't changed over the last 5 years. Any member of the Board who is also part of the management is not paid for his/her Board position.

b) Attendance fee

Attendance fees are paid for attending Board meetings. Attendance fees are also paid to assist at the Committees meetings (Compensation Committee and Audit Committee) but only if they take place at different time than before or after the Board meetings. For each member of the Board, attendance fees are paid in cash; they have not changed over the past five years. The Chairman of the Board does not receive any attendance fees for attending Committee sessions. Executive members of the Board do not receive any attendance fees either for their role on the Board and said Committees.

c) Variable compensation

The Board and Committee members have not been granted any variable compensation in their capacity as Board members.

2.2 La Direction

La rémunération des membres de la Direction est constituée des éléments décrits ci-après :

a) Rémunération fixe

En règle générale, sauf pour le CEO dont la rémunération est 100% variable, les membres de la Direction reçoivent une rémunération fixe qui est payée en espèces.

La structure de la rémunération du CEO, exclusivement variable, est réservée (cf. infra let. b).

b) Rémunération variable

Cette rémunération variable est déterminée selon des conditions stipulées dans le contrat des membres de la Direction et par l'évaluation du supérieur hiérarchique et des membres du Comité de Rémunération (CR) et du CA, du degré de réalisation des objectifs personnels convenus et attendus. Les objectifs individuels d'un membre de la Direction peuvent inclure des composantes quantitatives et/ou qualitatives et dépendent principalement de ses responsabilités opérationnelles.

Le CEO touche une rémunération contractuelle basée sur un pourcentage des fonds propres de la société ainsi que sur l'évolution de ces mêmes fonds propres. Le 100% de la rémunération du CEO est présenté comme variable. Cette rémunération est payée en espèces. Le CEO peut percevoir des avances en cours d'exercice à titre d'acompte dans les limites prévues par l'art. 41 de statuts.

Pour le CFO, la rémunération variable est déterminée de manière discrétionnaire, en fonction de son implication dans la bonne marche de la société. La répartition habituelle entre la part fixe et la part variable est de l'ordre de 90%/10%, mais cette répartition peut varier s'il y a des raisons exceptionnelles à prendre en considération. La part fixe est payée en espèce alors que la part variable peut être payée en actions ou en espèces.

c) Frais et prestations en nature

Le remboursement des frais est défini par écrit. Les membres de la Direction peuvent utiliser une voiture de fonction d'Airesia qui, moyennant une rémunération convenue, peut également être utilisée à des fins privées. Aucune autre prestation en nature appréciable en argent n'est prévue par l'employeur.

d) Actions et options

Selon proposition du CA (selon recommandation du CR) et approbation de l'AG, les membres de la Direction peuvent se voir attribuer des actions et options, selon les performances individuelles et de l'entreprise.

e) Indemnités de départ

Aucun membre de la Direction ne bénéficie d'avantages contractuels liés à son départ de la société.

f) Prêts et crédits

Au cours de l'exercice, des avances sur salaire versées au CEO, en lien avec sa rémunération exclusivement variable sont accordées sans intérêts (cf. supra let. b).

Les éventuels prêts ou crédits, dûment approuvés par le CA, sont accordés aux conditions du marché.

g) Prestations de prévoyance

Les prestations dues aux membres de la Direction dans le cadre de la prévoyance professionnelle (LPP) correspondent au modèle décrit dans les règlements de prévoyance internes applicables à tous les employés. Dans ce contexte, l'employeur verse la contribution paritaire habituelle.

2.2 Senior management

Compensations for the member of the Senior management consist of the following elements:

a) Fixed compensation

Except from the CEO, whose compensation is 100% variable, members of the Senior management have a fixed compensation, paid in cash.

The structure of the CEO's remuneration, which is exclusively variable, is reserved (see below let. b).

b) Variable Compensation

This variable compensation is determined according to the conditions stipulated in the contract of members of the Senior management and the evaluation of the superior manager, the members of the Compensation committee and the Board of Directors. This is based on the achievement of agreed and expected personal goals. Individual objectives of a member of Senior management may include quantitative and/or qualitative components and depend mainly on his operational responsibilities.

The CEO receives a contractual compensation based on a percentage of the equity of the company as well as the evolution of this equity. The CEO's compensation is 100% variable, which is paid out in cash. The CEO may receive advances during the year as advance payment in accordance with the limitations as set out in art. 41 of the Articles of association.

For the CFO, the variable remuneration is determined on a discretionary basis, founded on his performance and involvement in the success of the company. The distribution between fixed portion and the variable portion is usually 90%/10%, but this distribution may vary if there are exceptional conditions to take in consideration. The fixed part of the compensation is paid out in cash and the variable part may be paid in shares or in cash.

c) Costs and benefits in kind

Reimbursement of expenses is defined in writing. The members of Senior management may use a company car, which, for an agreed remuneration, can also be used for private purposes. The employer provides no other significant benefit in kind, comparable to cash.

d) Shares and options

Upon proposition of the Board of Directors (upon recommendation of the Compensation Committee) and with the approval the General assembly, members of the Senior management may receive shares and options, based on individual performance and the success of the company.

e) Severance pay

No member of the Senior management benefits from additional contractual benefits upon leaving the company.

f) Loans and credits

During the year, advances on compensation were paid to the CEO in connection with its sole variable compensation. This is granted without interest (see above let. b).

Any loans or credits, duly approved by the Board, are granted at market conditions.

g) Pension benefits

Pensions benefits (LPP) due to members of the Senior management correspond to the model described in internal pension regulations applicable to all employees. In this context, the employer pays the usual matching contribution.

3 LES RÉMUNÉRATIONS VERSÉES AUX MEMBRES DU CA ET DE LA DIRECTION DU GROUPE EN 2017

3.1 Rémunération du CA

Le montant global versé aux membres du CA est de KCHF 71 (charges sociales incluses) pour l'année sous revue. En 2016, le montant global versé aux membres du CA était de KCHF 53 (charges sociales incluses). En 2017, le Président du Conseil d'administration étant Monsieur Marc-Henri Beausire, celui-ci n'a perçu aucune rémunération liée à cette fonction.

En ligne avec la politique de rémunération de la société, il n'y a pas eu d'attribution d'actions ni d'options aux membres du CA d'Airesis. Néanmoins, les membres du CA sont libres d'acheter sur le marché des actions de la société et les détenir dans leur portefeuille ou les vendre.

3.1.1 Information sur les actions détenues par les membres du CA

Nom / Name	Fonction / Function	Actions détenues au 31 décembre 2017 Shares held as at 31 December 2017
Marc-Henri Beausire	Président du CA et CEO <i>Chairman of the Board & CEO</i>	Membre exécutif <i>Executive member</i> 8 620 823*
Pierre Duboux	Membre du CA <i>Member of the Board</i>	Membre non exécutif <i>Non executive member</i> - **
Laurent Jaquenoud	Membre du CA <i>Member of the Board</i>	Membre non exécutif <i>Non executive member</i> 20 000
Urs Linsi	Membre du CA <i>Member of the Board</i>	Membre non exécutif <i>Non executive member</i> 600 000

*A travers d'autres sociétés dont Marc-Henri Beausire est actionnaire, il détient additionnellement 16 709 627 actions.

** A travers d'autres sociétés dont Pierre Duboux est actionnaire, il détient additionnellement 15 609 066 actions.

3.1.2 Rémunération des membres du CA

La rémunération des membres du CA est composée d'un salaire fixe de CHF 1 000 par mois et de jetons de présence de CHF 1 000 par séance. En 2017, le Président du Conseil d'administration étant Monsieur Marc-Henri Beausire, celui-ci n'a perçu aucune rémunération liée à cette fonction.

Nom / Name	Rémunération 2016/ Compensation 2016	Charges sociales, part employeur 2016 <i>Social charges, employer portion 2016</i>	Rémunération 2017/ Compensation 2017	Charges sociales, part employeur 2017 <i>Social charges, employer portion 2017</i>
Marc-Henri Beausire	-	-	-	-
Pierre Duboux	23	1	25	2
Laurent Jaquenoud	-	-	13	1
Urs Linsi	29	-	30	-

Chiffres en KCHF / Figures in KCHF

3 COMPENSATION OF THE BOARD OF DIRECTORS AND THE SENIOR MANAGEMENT IN 2017

3.1 Compensation for the Board of Directors

For the year under review, the total amount paid to Board members is KCHF 71 (social benefits included). In 2016, the total amount paid to Board members was KCHF 53 (social benefits included). In 2017, Mr Beausire did not receive any compensation for his position as Chairman of the board.

In line with the company's compensation policy, no shares or options were allocated to any Board members. However, Board members are free to purchase, hold and sell shares of the company on the stock exchange.

3.1.1 Information about shares held by members of the Board

*As a shareholder of other companies, Marc-Henri Beausire holds an additional 16 709 627 shares.

** As a shareholder of other companies, Pierre Duboux holds an additional 15 609 066 shares.

3.1.2 Compensation for the members of the Board of Directors

Compensation for the members of the Directors is based on a fixed salary of CHF 1 000 per month as well as attendance fees of CHF 1 000 per meeting. In 2017, Mr Beausire did not receive any compensation for his position as Chairman of the board.

3.2 Rémunération de la Direction

3.2.1 Rémunération globale des membres de la Direction

Durant l'exercice sous revue, la Direction de la société est formée d'un CEO, Marc-Henri Beausire, et d'un CFO, Yves Corthésy.

En 2017, la rémunération globale de la Direction se monte donc à KCHF 309 (charges sociales, part employeur incluses : KCHF 38). En 2016, elle se montait à KCHF 281 (charges sociales, part employeur incluses : KCHF 36).

A la fin de l'année, les membres de la Direction de la société, y compris les personnes qui leur sont proches, détenaient directement 8 620 823 actions (2016 : 8 620 823 actions) et indirectement 16 709 627 actions (2016 : 16 685 152 actions).

En ligne avec la politique de rémunération de la société, il n'y a pas eu d'attribution d'actions ni d'options aux membres de la Direction d'Airesis.

3.2.2 Rémunération individuelle la plus élevée d'un membre de la Direction

Au cours de la période de référence, M. Yves Corthésy a perçu la rémunération la plus élevée, à savoir une rémunération fixe de KCHF 144 et une prime de KCHF 26 (charges sociales, part employeur : CHF 19). En 2016, la rémunération la plus élevée a été accordée à M. Yves Corthésy soit une rémunération fixe de KCHF 142 (charges sociales, part employeur : CHF 17).

3.3 Prêts et crédits accordés aux membres du CA et de la Direction

3.3.1 Prêts et crédits en cours, accordés globalement (i) au CA et (ii) à la Direction

Airesis n'a pas accordé de tels prêts et crédits aux membres du CA et de la Direction.

Cependant, M. Marc-Henri Beausire, CEO, a perçu des avances liées à sa rémunération exclusivement variable, à hauteur de KCHF 120 durant la période de référence (2016 : KCHF 120).

3.3.2 Prêts et crédits en cours, accordés (i) à chacun des administrateurs et (ii) au membre de la Direction avec la rémunération la plus élevée

Cf. chiffre 3.3.1.

3.4. Indemnités, prêts et crédits non conformes au cours du marché accordés aux (i) anciens membres du CA (ii) anciens membres de la Direction, (iii) aux proches des membres du CA et de la Direction, en poste ou retirés de leurs fonctions

Aucune rémunération de quelque type que ce soit (indemnités, crédits, prêts) n'a été accordée, à des conditions non conformes au marché, à d'anciens membres du CA, de la Direction ou à des personnes proches des membres du CA et de la Direction, que ceux-ci soient en poste ou retirés de leurs fonctions.

3.2 Compensation for the Senior management

3.2.1 Total compensation for the members of the Senior management

During the financial period under review, the Senior management of the company is comprised with a CEO, Marc-Henri Beausire, and a CFO, Yves Corthesy.

In 2017, the total amount of compensation for the Senior management was KCHF 309 (including social benefits, employer share: KCHF 38). In 2016, total compensation for the member of the Senior management was KCHF 281, (including social benefits, employer share: KCHF 36).

At the end of the year, members of the Senior management, as well as persons related to them, hold 8 620 823 Airesis shares directly (2016: 8 620 823 shares) and 16 709 627 Airesis shares indirectly (2016: 16 685 152 actions).

In line with the company's compensation policy, no shares or options were allocated to any members of the senior management.

3.2.2 Highest individual compensation for a Senior manager

During the fiscal year under review, the highest compensation was allocated to Mr Yves Corthesy, who received a fixed compensation of KCHF 144 and a bonus of KCHF 26 (social benefits, employer's part: KCHF 19). In 2016, the highest compensation was allocated to Mr Yves Corthesy, which was a fixed compensation of KCHF 142 (employer's part: KCHF 17).

3.3 Credits and loans to members of the Board of Directors and the Senior management

3.3.1 Current loans and credits, being globally agreed (i) to members of the Board of Directors and (ii) to the Senior Management

Airesis has not granted such loans and loans to any Board members and Senior management.

However, Marc -Henri Beausire, CEO, received advance payments related to its sole variable compensation of KCHF 120 during the period under review (2016: KCHF 120).

3.3.2 Loans and credits underway, given (i) each director and (ii) a member of the steering with the highest earnings

See Section 3.3.1.

3.4 Allowances, non-conforming loans and loans at market granted to (i) former members of the Board (ii) former members of the Senior management, (iii) to the relatives of Board members and management, in office or removed from office

No compensation of any kind whatsoever allowances, credits, loans) was granted to non-market conditions to former members of the Board of Directors, the Senior management or to persons close to the Board members and of the Senior management, as they are in office or removed from office.

REPORT OF THE STATUTORY AUDITOR TO THE GENERAL MEETING ON THE REMUNERATION REPORT 2017

REPORT OF THE STATUTORY AUDITOR TO THE GENERAL MEETING OF AIRESIS SA, MONTREUX

We have audited the remuneration report of Airesis SA for the year ended 31 December 2017. The audit was limited to the information according to articles 14–16 of the Ordinance against Excessive Compensation in Stock Exchange Listed Companies (Ordinance) contained in chapter 3 on pages 39 to 43 of the remuneration report.

Board of directors' responsibility

The Board of Directors is responsible for the preparation and overall fair presentation of the remuneration report in accordance with Swiss law and the Ordinance against Excessive Compensation in Stock Exchange Listed Companies (Ordinance). The Board of Directors is also responsible for designing the remuneration system and defining individual remuneration packages.

Auditor's responsibility

Our responsibility is to express an opinion on the accompanying remuneration report. We conducted our audit in accordance with Swiss Auditing Standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the remuneration report complies with Swiss law and articles 14–16 of the Ordinance.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence on the disclosures made in the remuneration report with regard to compensation, loans and credits in accordance with articles 14–16 of the Ordinance. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatements in the remuneration report, whether due to fraud or error. This audit also includes evaluating the reasonableness of the methods applied to value components of remuneration, as well as assessing the overall presentation of the remuneration report.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Opinion

In our opinion, the remuneration report of Airesis SA for the year ended 31 December 2017 complies with Swiss law and articles 14–16 of the Ordinance.

PricewaterhouseCoopers SA



Guillaume Nayet

Audit expert

Auditor in charge



Gérard Ambrosio

Audit expert

Lausanne, 25 April 2018

COMPTES CONSOLIDÉS

CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE
CONSOLIDATED STATEMENT OF FINANCIAL POSITION AS AT 31 DECEMBER

En milliers de CHF	Note	2016	2017	In thousands of CHF
ACTIFS				ASSETS
Liquidités et équivalents	3	10 020	4 285	Cash and cash equivalents
Débiteurs	4	26 439	31 955	Trade receivables
Autres actifs courants	5	11 751	13 835	Other current assets
Stocks	6	27 547	32 681	Inventories
Actifs courants		75 757	82 756	Total current assets
Participations dans des sociétés associées	7	1 180	842	Investments in associates
Actifs incorporels	8	38 218	37 435	Intangible assets
Immobilisations corporelles	10	8 165	8 126	Property, plant and equipment
Impôts différés actifs	19	10 258	11 213	Deferred tax assets
Autres actifs non courants	5	1 526	1 824	Other non-current assets
Actifs non courants		59 347	59 440	Total non-current assets
Total des actifs		135 104	142 196	Total assets
PASSIFS				LIABILITIES & EQUITY
Emprunts bancaires à court terme	11	32 187	31 826	Bank overdrafts and short-term debts
Dettes fournisseurs	12	40 137	28 886	Trade payables
Autres dettes à court terme	13	14 770	16 063	Other short-term liabilities
Provisions à court terme	15	86	164	Short-term provisions
Impôts sur le bénéfice à payer		934	712	Income tax payables
Fonds étrangers courants		88 114	77 651	Total current liabilities
Emprunts bancaires à long terme	16	7 045	7 315	Long-term loans and borrowings from banks
Autres dettes à long terme	13	7 989	7 691	Other long-term liabilities
Provisions à long terme	15	-	14 418	Long-term provisions
Provisions pour avantages au personnel	17	1 389	1 611	Long-term employee benefits
Impôts différés passifs	19	1 208	543	Deferred tax liabilities
Fonds étrangers non courants		17 631	31 578	Total non-current liabilities
Total des fonds étrangers		105 745	109 229	Total liabilities
Capital actions	25	15 506	15 506	Share capital
Agio		64 376	64 376	Share premium
Autres réserves		4 399	7 617	Other reserves
Actions propres	28	-121	-79	Treasury shares
Résultat au bilan		-57 277	-60 187	Retained earnings
Fonds propres attribuables aux actionnaires de la société-mère		26 883	27 233	Total equity attributable to equity holders of the parent company
Intérêts non-contrôlant	27	2 476	5 734	Non-controlling interest
Total des fonds propres		29 359	32 967	Total equity
Total des passifs		135 104	142 196	Total liabilities & equity

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ
CONSOLIDATED INCOME STATEMENT

En milliers de CHF	Note	2016	2017	In thousands of CHF
Ventes		123 181	135 692	Revenue from sales
Revenus de licences		5 076	4 410	Revenue from licenses
Revenus totaux	30	128 257	140 102	Total revenue
Achats des marchandises et des services		-71 522	-76 197	Purchase of goods and services
Charges de personnel		-25 541	-23 262	Personnel expenses
Frais de publicité et promotion		-12 492	-12 434	Sales promotion expenses
Frais de recherche et développement		-385	-265	Research and development expenses
Frais administratifs et autres frais généraux	20	-27 786	-28 707	Sales, general and administration expenses
Autres produits	22	167	1 300	Other income
Autres charges	22	-804	-1 174	Other expenses
Quote-part dans les résultats des sociétés associées	7	370	1 025	Share of result of associates
Résultat opérationnel (EBITDA)		-9 736	388	EBITDA
Amortissements et ajustements de valeur	21	-4 233	-3 485	Depreciation, amortization and impairments
Résultat avant impôt et frais financiers		-13 969	-3 097	EBIT
Charges d'intérêts	23	-1 997	-2 244	Interest expenses
Autres résultats financiers	23	-946	2 234	Other financial results
Résultat avant impôt		-16 912	-3 107	EBT
Impôts	19	-1 067	299	Income taxes
Résultat net		-17 979	-2 808	Net result
Attribuable aux				Attributable to
actionnaires de la société-mère		-14 998	-2 930	equity holders of the parent company
intérêts non-contrôlant		-2 981	122	non-controlling interests
En CHF	Note	2016	2017	In CHF
Résultat net de base par action, attribuable aux actionnaires de la société-mère	29	-0.253	-0.047	Basic earnings per share attributable to the equity holders of the parent company
Résultat net dilué par action, attribuable aux actionnaires de la société-mère	29	-0.253	-0.048	Diluted earnings per share attributable to the equity holders of the parent company

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

CONSOLIDATED STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME

En milliers de CHF	Note	2016	2017	In thousands of CHF
Résultat net		-17 979	-2 808	Net result
Ajustements à la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie	35	-27	-483	Fair value adjustments of cash flow hedge instruments
Impact fiscal sur ajust. à la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie		9	161	Tax impact on fair value adjustments of cash flow hedge instruments
Différences de change comptabilisées dans les fonds propres		-579	2 121	Currency translation effects
Total des éléments qui seront éventuellement recyclés		-597	1 799	Total of items to eventually recycle
Gains/(pertes) actuarielles des régimes à prestations définies, net d'impôt		130	-181	Actuarial gains/(losses) from defined benefit plans, net of taxes
Total des éléments qui ne seront pas recyclés		130	-181	Total of items that will not be recycled
Autres éléments du résultat global, net d'impôt		-467	1 618	Other comprehensive income, net of tax
Résultat global de la période, net d'impôt		-18 446	-1 190	Total comprehensive income for the period, net of tax
Attribuable aux				Attributable to
actionnaires de la société-mère		-15 270	-1 512	equity holders of the parent company
intérêts non-contrôlant		-3 176	322	non-controlling interest

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ
CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT

En milliers de CHF	Note	2016	2017	In thousands of CHF
Résultat avant impôt		-16 912	-3 107	EBT
Ajustement pour :				Adjustment for :
Amortissements et ajustements de valeur		4 233	3 485	Depreciation, amortization and impairments
Provisions pour pertes de valeur sur créances		697	536	Provisions for doubtful receivables
Résultat financier		2 943	10	Financial result
Gains de change réalisées		-654	-609	Realized foreign exchange gains
Transactions fondées sur des actions		517	1 262	Share-based transactions
Quote-part dans les résultats des sociétés associées	7	-370	-1 025	Share of results of associates
Variations des provisions et autres mouvements non monétaires		197	429	Other non-monetary variations
Variation des débiteurs clients		4 720	-4 223	Change in trade receivables
Variation des stocks		1 904	-3 102	Change in inventories
Variation des dettes fournisseurs		2 027	2 662	Change in trade payables
Variation des autres actifs courants et autres dettes à court terme		1 317	-1 496	Change in other current assets and liabilities
Intérêts versés		-1 988	-1 806	Interest paid
Impôts versés		-868	-531	Income tax paid
Flux de trésorerie des activités opérationnelles		-2 237	-7 515	Cash flow from operating activities
Achats d'immobilisations corporelles	10	-4 193	-1 875	Purchase of property, plant and equipment
Ventes d'immobilisations corporelles	10	25	2	Proceeds from sale of property, plant and equipment
Achats d'actifs incorporels	8	-389	-336	Acquisition of intangible assets
Ventes d'actifs incorporels		-	2 177	Proceeds from sale of intangible assets
Vente de parts de sociétés associées		911	438	Sale of shares in associated companies
Intérêts reçus		9	46	Interest received
Dividendes reçus de sociétés associées	7	400	184	Dividends received from associated companies
Variations des autres actifs non-courants		94	-153	Change in other non-current assets
Flux de trésorerie des activités d'investissement		-3 143	483	Cash flow from investing activities
Augmentation des dettes à court terme		7 865	4 357	Increase in short-term debt
Remboursement des dettes à court terme		-3 408	-6 405	Repayment of short-term debt
Augmentation des dettes à long terme		4 856	1 999	Increase in long-term debt
Remboursement des dettes à long terme		-3 645	-2 536	Repayment of long-term debt
Ventes d'actions propres		-	17	Sale of treasury shares
Transaction avec des intérêts non-contrôlant		-1 074	6	Transactions with non-controlling interests
Emprunts convertibles	26	5 069	3 500	Convertible bonds
Flux de trésorerie des activités de financement		9 663	938	Cash flow from financing activities
Effet net des écarts de conversion sur les liquidités		-148	426	Effect of foreign exchange rate changes on
Variation des liquidités		4 135	-5 668	Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents
Liquidités et équivalents au 1 janvier	3	5 196	9 331	Cash and cash equivalents at 1 January
Liquidités et équivalents au 31 décembre	3	9 331	3 663	Cash and cash equivalents at 31 December
Variation des liquidités		4 135	-5 668	Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ
CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY

Société-mère - Parent company										
En milliers de CHF	Note	Capital actions Share capital	Agio Share premium	Autres réserves Other reserves	Actions propres Treasury shares	Résultat au bilan Retained earnings	Total	Intérêts non-contrôlant Non-controlling interests	Total des fonds propres Total equity	In thousands of CHF
Au 1 janvier 2016		14 274	60 539	4 414	-121	-41 588	37 518	5 878	43 396	At 1 January 2016
Résultat de l'exercice 2016		-	-	-	-	-14 998	-14 998	-2 981	-17 979	Net result 2016
Autres éléments du résultat global de la période		-	-	-15	-	-257	-272	-195	-467	Other comprehensive income for the period
Résultat global de la période, net d'impôt		-	-	-15	-	-15 255	-15 270	-3 176	-18 446	Total comprehensive income for the period, net of tax
Augmentation de capital de Airesis SA	28	1 232	3 837	-	-	-	5 069	-	5 069	Capital increase of Airesis SA
Acquisition d'intérêts non-contrôlant	27	-	-	-	-	-848	-848	-226	-1 074	Purchase of non-controlling interests
Transactions fondées sur des actions/instr. de cap. propres	18	-	-	-	-	414	414	-	414	Share-based transactions
Au 31 décembre 2016		15 506	64 376	4 399	-121	-57 277	26 883	2 476	29 359	At 31 December 2016
Résultat de l'exercice 2017		-	-	-	-	-2 930	-2 930	122	-2 808	Net result 2017
Autres éléments du résultat global de la période		-	-	-282	-	1 700	1 418	200	1 618	Other comprehensive income for the period
Résultat global de la période, net d'impôt		-	-	-282	-	-1 230	-1 512	322	-1 190	Total comprehensive income for the period, net of tax
Vente d'actions propres	28	-	-	-	42	-	42	-	42	Sale of treasury shares
Variation des intérêts non-contrôlant		-	-	-	-	-2 930	-2 930	2 936	6	Changes in non-controlling interests
Emprunts convertibles	26	-	-	3 500	-	-	3 500	-	3 500	Convertible loans
Transaction fondés sur des actions/instr. de cap. propres	18	-	-	-	-	1 250	1 250	-	1 250	Share-based transactions
Au 31 décembre 2017		15 506	64 376	7 617	-79	-60 187	27 233	5 734	32 967	At 31 December 2017

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

**ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS CLOS AU 31 DÉCEMBRE**

***NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL
STATEMENTS AS AT DECEMBER 31ST***

1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Le conseil d'administration a approuvé les comptes consolidés au 31 décembre 2017 le 25 avril 2018.

1.1 Airesis SA

Airesis SA (ci-après « Airesis ») est une holding d'investissement et la société mère du périmètre de consolidation. Son siège social est établi à Clarens, en Suisse. Les titres de la holding sont cotés sur le marché principal de la SIX Swiss Exchange (bourse suisse).

1.2 Le Coq Sportif

Le Coq Sportif est une marque française d'articles de sport reconnue et distribuée internationalement. Vers la fin des années 1990, la marque avait perdu une bonne part de sa notoriété, beaucoup de marchés étant exploités sous forme de contrat de licences, sans investissement structuré dans la marque. Airesis devient l'actionnaire majoritaire du Coq Sportif en octobre 2005 et met en place immédiatement un plan de relance de la marque. Depuis la reprise par Airesis, Le Coq Sportif enregistre une forte croissance de son chiffre d'affaires.

1.3 Movement

Fondé dans les années nonante, le groupe MOVEMENT est composé principalement de deux sociétés : CASOAR SA, une société de distribution d'articles de sport et Wild Duck SA qui détient la marque MOVEMENT skis. La société Wild Duck SA, sous la marque MOVEMENT, produit et distribue des skis internationalement. Depuis 2016, la société CASOAR SA distribue les produits du Coq Sportif en Suisse. Cette nouvelle activité devrait à terme lui permettre de stabiliser son chiffre d'affaires.

2 PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS

2.1 Généralités

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS) qui comprennent les standards et interprétations approuvés par l'International Accounting Standards Board (IASB) et les interprétations approuvées par le IFRS Interpretations Committee (IFRS IC) qui sont toujours en vigueur.

Les comptes consolidés ont été établis selon le principe de la valeur historique, à l'exception des actifs et des passifs financiers détenus à des fins de transaction.

2.2 Modification des principes comptables

Airesis a adopté les normes IFRS nouvelles ou révisées, leurs amendements et interprétations, dont l'application aux exercices commençant à compter du 1 janvier 2017 est obligatoire. Les principaux effets de ces modifications de principes comptables sont décrits ci-après.

2.2.1 Normes IFRS, amendements aux normes et interprétations de l'IFRIC applicables de façon obligatoire en 2017

L'adoption de nouvelles normes ou interprétations au 1er janvier 2017 n'a pas eu d'effet significatif sur les principes comptables, la situation financière ou la performance du Groupe.

Airesis n'a pas adopté de manière anticipée d'autres normes, interprétations ou modifications qui ont été publiées mais qui ne sont pas encore entrées en vigueur.

1 GROUP ACTIVITY

The Board of Directors approved the annual consolidated financial statements ended December 31st, 2017 on April 25th, 2018.

1.1 Airesis SA

Airesis SA (hereafter "Airesis") is a private equity investment company and the parent company of the consolidation's scope. Its headquarters are established in Clarens, Switzerland. The holding's shares are listed on the SIX (Swiss stock exchange) main standard.

1.2 Le Coq Sportif

Le Coq Sportif is an internationally recognized French sporting goods brand distributed throughout the globe. By the end of the 1990's the brand's reputation had taken a beating, with many countries being operated under licensing contracts, and it experienced a general lack of structured investment. In October 2005 Airesis became a majority shareholder of Le Coq Sportif and immediately set in motion a plan to relaunch the brand. Since its acquisition by Airesis, the sporting brand has recorded strong growth in its sales.

1.3 Movement

Founded in the nineties, Movement group consists mainly of two companies: Casoar SA, a distribution company of sports and Wild Duck SA which owns the brand Movement Skis. The company Wild Duck SA produces and distributes internationally skis under the brand MOVEMENT. Since 2016, CASOAR SA distributes Le Coq Sportif products in Switzerland. This additional business should enable it to stabilize its revenue over time.

2 SUMMARY OF ACCOUNTING POLICIES

2.1 General

The consolidated statements were prepared in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRS), which include standards and interpretations approved by the International Accounting Standards Board (IASB) and interpretations approved by the IFRS Interpretations Committee (IFRS IC) which are still in effect.

The consolidated financial statements have been prepared in a historical cost basis, with the exception of financial assets and liabilities held for trade.

2.2 Changes in accounting policies

Airesis has adopted new or revised IAS/IFRS standards, amendments and interpretations whose application is obligatory as from January 1st 2017. The principle effects of these modifications on the accounting policies are described below.

2.2.1 Standards, amendments and interpretations to existing standards effective in 2017 adopted by the consolidated entities of Airesis

The adoption of new standards and interpretations as of January 1, 2017 had no impact, or only limited impact on the accounting policies, financial position or performance of the Group.

Airesis has not early adopted any other standards, interpretations or amendments that have been issued but are not yet effective.

2.2.2 Normes, amendements aux normes et interprétations de l'IFRIC susceptibles d'affecter les comptes consolidés après le 31 décembre 2017

- IFRS 15 – "Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients" – (Entrée en vigueur au 1 janvier 2018) – Cette nouvelle norme sur les produits établit un nouveau modèle en cinq étapes qui s'appliquera aux revenus découlant de contrats avec des clients. Le principe de base de la nouvelle norme est de comptabiliser le produit pour décrire le transfert de biens ou de services à un client, et ce pour un montant qui reflète le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie de ces biens ou services. La nouvelle norme se traduira également par une amélioration des informations à fournir en annexe, elle fournira un guide d'application pour les transactions qui n'étaient pas complètement traitées précédemment. Le Groupe n'est pas impacté significativement par la norme IFRS 15 et prévoit d'adopter la nouvelle norme à la date requise.
- IFRS 9 (entrée en vigueur au 1 janvier 2019) – Instruments financiers – Classement et évaluation. La norme porte sur la classification, l'évaluation et la décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers. L'IFRS 9 n'autorise la comptabilisation des gains et pertes à leur juste valeur dans les autres éléments du résultat global que s'ils se rapportent à des investissements en capitaux propres qui ne sont pas destinés à être cédés. Ces gains et pertes ne sont jamais reclassés dans le compte de résultat ultérieurement. Le Groupe évalue actuellement l'incidence de la norme IFRS 9 et prévoit d'adopter la nouvelle norme sur la date requise.
- IFRS 16 – 'Contrats de location' – change les états financiers car la majorité des contrats de location seront présentés au bilan. La norme remplace la IAS 17 à compter du 1er Janvier 2019. Le Groupe évalue actuellement l'incidence de la norme IFRS 16 et prévoit d'adopter la nouvelle norme sur la date requise.

Il n'y a pas d'autres nouvelles normes, mises à jour et interprétations publiées et applicables à compter du 1 janvier 2017 ou ultérieurement dont l'impact pourrait être significatif pour les sociétés du périmètre de consolidation.

2.3 Présentation du compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon la nature des charges et des produits. Cette présentation donne le meilleur reflet de l'activité de négoce de notre société (production interne réduite). Les frais de personnel ainsi que les dotations aux amortissements et ajustements de valeur sont présentés dans une catégorie distincte, alors que les autres catégories de dépenses présentées n'incluent que des charges externes.

Les ajustements de valeur sur stocks sont comptabilisés dans les achats des marchandises et des services et les pertes de valeur sur créances font partie des autres charges. Par conséquent, ces éléments sont exclus de la rubrique amortissements et ajustements de valeur.

Deux sociétés associées du Coq Sportif représentent un partenariat de distribution avec des acteurs locaux et une société associée à Airesis effectue des opérations d'investissement. Elles représentent de fait une extension de l'activité opérationnelle du groupe et sont présentées comme telles dans le compte de résultat consolidé. La présentation dans le compte de résultat de la part des résultats mis en équivalence est évaluée au cas par cas pour déterminer si elle se situe dans le prolongement de l'activité opérationnelle de Airesis.

Les investissements dans Comunus SICAV n'impliquent pas de contrôle.

2.2.2 Standards, amendments and interpretations which may affect consolidated financial statements after December 31st 2017

- IFRS 15 – 'Revenue from Contracts with Customers' – (effective from 1 January of 2018) – This new revenue standard establishes a new five-step model that will apply to revenue arising from contracts with customers. Under IFRS 15 revenue is recognized at an amount that reflects the consideration to which an entity expects to be entitled in exchange for transferring goods or services to a customer. The principles in IFRS 15 provide a more structured approach to measuring and recognizing revenue. The new revenue standard is applicable to all entities and will supersede all current revenue recognition requirements under IFRS. The Group is not impacted significantly by IFRS 15 and plans to adopt the new standard on the required effective date.
- IFRS 9 (effective January 1st 2019) – Financial Instruments – Classification and Measurement. The standard covers the classification, measurement and derecognition of financial assets and financial liabilities. IFRS 9 authorizes the recognition of gains and losses on fair value in other comprehensive income if they relate to equity investments which are not held for sale. These gains and losses are never subsequently reclassified in the income statement. The Group is currently assessing the impact of IFRS 9 and plans to adopt the new standard on the required effective date.
- IFRS 16 – 'Leases' – changes the financial statements as the majority of leases will be presented on the balance sheet. The standard replaces IAS 17 and is effective January 1, 2019. The Group is currently assessing the impact of IFRS 16 and plans to adopt the new standard on the required effective date.

There are no other standards, amendments or interpretations published and effective on January 1st 2017 or later that could significantly impact entities within the scope of consolidation.

2.3 Presentation of the income statement

The income statement is presented according to the nature of expenses and income. This presentation provides the best reflection of our company's commercial activity (low internal production). Personnel expenses as well as amortization and provision allowances are shown in a different category, whereas the other expense categories presented include only external expenses.

Value adjustments on inventories are recorded in the purchase of goods and services, and provisions for doubtful receivables are included under other expenses. As a result, these items are excluded from the section on depreciation, amortization and impairments.

Two associates of Le Coq Sportif represent distribution partnerships with local stakeholders and an associate of Airesis conducts investment operation. Hence they represent a de facto extension of the operational activity of the group and are presented as such in the consolidated income statement. In each case, the presentation in the income statement of the share of results in associates is assessed to determine whether it falls within the extension of the operational activity of Airesis.

Investments in Comunus SICAV do not imply a control over the company.

2.4 Principes de consolidation

Les comptes consolidés comprennent les comptes de la société-mère et des filiales qu'elle contrôle. Les filiales sont intégralement consolidées lorsque le groupe a le pouvoir d'y exercer le contrôle. Cette règle s'applique indépendamment du pourcentage de participation au capital-action. Le groupe contrôle une société lorsqu'il est exposé à, ou qu'il a des droits sur, des rendements variables issus de sa participation dans la société et lorsqu'il est en mesure d'influencer ces rendements à travers le pouvoir qu'il exerce sur la société. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le groupe en prend le contrôle. Et elles sont déconsolidées à la date à laquelle ce contrôle est transféré à un tiers.

Les parts des actionnaires non-contrôlant aux fonds propres et au résultat net sont mentionnées séparément dans le bilan et dans le compte de résultat consolidé. Les états financiers des filiales sont préparés pour le même exercice que la société-mère en utilisant les mêmes méthodes comptables.

Les transactions et soldes entre sociétés consolidées ont été éliminés lors du processus de consolidation.

Les entités du périmètre de consolidation sur lesquelles Airesis exerce une influence notable (sociétés associées), en général lorsque Airesis ou une de ses participations détiennent une participation de 20% ou plus sans en avoir le contrôle, sont prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence. Les actifs nets et les résultats sont ajustés pour être conformes aux principes comptables du groupe. La valeur comptable du goodwill qui résulte de l'acquisition de sociétés associées est comprise dans la valeur comptable des investissements consentis dans les sociétés associées.

Les entreprises associées acquises ou vendues en cours d'exercice sont entrées dans les comptes consolidés, respectivement sorties de ceux-ci, au moment de la prise ou d'influence notable.

Toutes les sociétés du périmètre clôturent leurs comptes au 31 décembre (à l'exception de Le Coq Sportif Oceania (Pty) Ltd, Wild Duck SA et AST Sàrl qui clôturent leurs comptes au 30 juin. Une clôture intermédiaire au 31 décembre est toutefois effectuée.).

Les comptes consolidés comprennent les comptes d'Airesis et des entités suivantes (les informations sur les sociétés figurent au début du rapport de gestion) :

2.4 Consolidation principles

Consolidated accounts include statements from the parent company and the subsidiaries it controls. Subsidiaries, in which the group has the power to exercise control, are fully consolidated. This applies irrespective of the percentage of interest in the share capital. The group controls an entity when the group is exposed to, or has rights to, variable returns from its involvement with the entity and has the ability to affect those returns through its power over the entity. Subsidiaries are fully consolidated from the date on which control is transferred to the group. They are deconsolidated from the date that control ceases.

The portion attributable to minority shareholders in shareholder equity and net result is mentioned separately on the consolidated balance sheet and income statement. The same accounting methods are used in preparing the financial statements of the subsidiaries as well as the parent company.

Transactions and balances between consolidated companies are eliminated during the consolidation process.

Companies in which Airesis exerts significant influence (associated companies), in reference to participations in which the group holds 20% or more without having control, are recorded using the equity method. The net assets and results are adjusted to comply with the group's accounting policies. The carrying amount of goodwill arising from the acquisition of associates is included in the carrying amount of investments in associates.

Associated companies acquired or sold during the year under review are included in the consolidated statements, respectively removed from them, on the date of loss or gain of significant influence.

All of the group's companies close their accounts as at December 31st (with exception to Le Coq Sportif Oceania (Pty) Ltd, Wild Duck SA and AST Sàrl which annually closes their accounts on June 30th. An interim closing at 31 December is however performed.).

The consolidated statements included Airesis' statements and those of the following entities (information on the individual companies appears at the beginning of the management report):

(Méthode de consolidation : consolidation globale sauf spécifié) (Consolidation method : full consolidation unless specified)	% de détention - Shareholding %		
	Capital actions Share capital	31.12.2016	31.12.2017
Le Coq Sportif Holding SA, Romilly-sur-Seine, France (FR)	KEUR 35 721	79%	82%
Le Coq Sportif International SAS, Strasbourg, France (FR)	KEUR 18	100%	100%
Le Coq Sportif Italia S.r.l., Milan, Italie (IT)	KEUR 3 220	100%	100%
Sogecoq Sàrl, Strasbourg, France (FR)	KEUR 1 375	100%	100%
Le Coq Sportif España SA, Barcelone, Espagne (ES)	KEUR 360	100%	100%
Le Coq Sportif Intl SUD AM, Buenos Aires, Argentine (AR)	KARS 38	95%	95%
Le Coq Sportif UK Ltd, Londres, Royaume-Uni (GB)	KGBP 1	100%	100%
UMNYAMA NKUKHU SPORTWEAR (Pty) Ltd, Prétoria, Afrique du Sud (ME* / EA*) (ZA)	KZAR 2	35%	0%
Le Coq Sportif Oceania (Pty) Ltd, Sydney, Australie (ME* / EA*) (AU)	KAUD 1	30%	30%
Movement Holding, Clarens, Suisse (CH)	KCHF 50	92%	92%
Faregal Holding SA, Puidoux, Suisse (CH)	KCHF 100	100%	100%
Wild Duck SA, Puidoux, Suisse (CH)	KCHF 200	100%	100%
Casoar SA, Puidoux, Suisse (CH)	KCHF 100	100%	100%
Advanced Sliding Technologies Sàrl, Tunis, Tunisie (TN)	KTND 300	100%	100%
3S Sports Solutions Services SAS, Annecy, France (FR)	KCHF 1	100%	100%
A 2 I SA, Clarens, Suisse (CH)	KCHF 220	100%	100%
Sport Immobilier Sàrl, Romilly-sur-Seine, France (FR)	KCHF 10	100%	100%
Comunus SICAV - Entrepreneurs (ME*), Clarens, Suisse (CH)	KCHF 1 000	40%	40%

*ME : Mise en équivalence - *EA : Equity accounting

2.5 Monnaies étrangères

2.5.1 Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date où elles ont été effectuées. Les gains et pertes de change sur ces transactions sont comptabilisés dans le compte de résultat.

2.5.2 Conversion des états financiers libellés en monnaies étrangères

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du périmètre de consolidation sont calculés en utilisant la monnaie la plus représentative de leur environnement économique, qualifiée de monnaie fonctionnelle. Les comptes consolidés sont établis en francs suisses, monnaie de présentation d'Airesis et monnaie fonctionnelle d'Airesis SA.

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle aux cours en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes de change sur ces transactions, de même que ceux résultant de la conversion d'actifs et de passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sur la base des cours du jour de clôture de l'exercice, sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé. Les gains et pertes de change sur transactions de couvertures de flux de trésorerie (cash flow hedges) sont comptabilisés dans les «autres éléments du résultat global».

La conversion du compte de résultat des entités du périmètre de consolidation dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le franc suisse s'effectue au cours moyen de l'année pour autant que celui-ci représente une approximation raisonnable des cours en vigueur à la date des transactions sous-jacentes. Le bilan est converti au cours du jour de clôture de l'exercice. Les écarts de conversion qui en découlent sont reconnus en tant que composante distincte des «autres éléments du résultat global».

Lors de la consolidation, les écarts de conversion provenant de l'investissement net dans des entités étrangères sont inscrits dans le résultat global. Lors de la perte de contrôle d'une entité étrangère, ces écarts sont inclus dans le résultat de la vente présenté dans le compte de résultat.

Les taux de change suivants ont été utilisés :

	Date de clôture <i>Year end closing rate</i>	Taux de change moyen <i>Annual average rates</i>	Date de clôture <i>Year end closing rate</i>	Taux de change moyen <i>Annual average rates</i>
	Au 31 décembre 2016 <i>At 31 December 2016</i>	01.01.2016 - 31.12.2016 <i>01.01.2016 - 31.12.2016</i>	Au 31 décembre 2017 <i>At 31 December 2017</i>	01.01.2017 - 31.12.2017 <i>01.01.2017 - 31.12.2017</i>
EUR / CHF	1.0720	1.0900	1.1695	1.1105
USD / CHF	1.0190	0.9852	0.9762	0.9851

2.5 Foreign currencies

2.5.1 Foreign currency transactions

Transactions in foreign currencies are converted at the effective exchange rate on the date they are recognized. These currency gains and losses are accounted through the income statement.

2.5.2 Translation of foreign currency denominated financial statements

The items included in the financial statements for each of the entities which are included in the consolidation scope are calculated using the currency most representative of their economic environment, known as the functional currency. The consolidated financial statements are presented in Swiss Francs which is Airesis' presentation currency and Airesis SA's functional currency.

Transactions in foreign currencies are translated into the functional currency using the exchange rates prevailing at the dates of the transactions. Any gains and losses resulting from these transactions and from the translation at year-end exchange rates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the consolidated income statement, except when deferred in other comprehensive income as qualifying cash flow hedges.

Income statements of entities included in the scope of consolidation with a functional currency different from the Swiss Franc are translated at average exchange rates to the extent that it is considered a reasonable approximation of the underlying spot rates; balance sheets are translated at the year-end exchange rate. All resulting translation differences are recognized in other comprehensive income.

For the consolidation any conversion differences resulting from net investments in foreign entities are recorded in other comprehensive income. When control over a foreign entity is lost, these differences are included in the result of the sale presented on the income statement.

The following exchange rates were applied:

2.6 Principes comptables appliqués aux principales rubriques

2.6.1 Liquidités et équivalents

Les liquidités et équivalents de liquidités comprennent les disponibilités ainsi que les placements à court terme liquides et facilement convertibles pour des montants déterminés de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

2.6.2 Stocks

Les stocks sont évalués à leur valeur minimale entre le prix d'acquisition et leur valeur nette de réalisation. La valeur des stocks comprend le coût d'achat qui est déterminé en utilisant la méthode du premier entré premier sorti (FIFO) pour Le Coq Sportif et la méthode des coûts moyens pour le groupe Movement. L'application de ces méthodes permet une valorisation prenant en compte les modèles d'affaires respectifs des deux entités. La valeur nette de réalisation est estimée au prix de vente déduction faite des frais directs de vente et de réalisation et des charges de distribution et administratives.

2.6.3 Actifs financiers

Les instruments financiers figurant dans le bilan consolidé sont comptabilisés conformément aux principes applicables pour les catégories suivantes :

- Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur et réévalués à travers le compte de résultat ; cette catégorie recouvre les titres en portefeuille cotés et les instruments dérivés. Ils sont évalués à leur juste valeur. Les plus ou moins-values sont comptabilisées au compte de résultat.
- Les prêts et créances ; cette catégorie regroupe les débiteurs, les prêts et les autres actifs. Ils sont évalués au coût amorti. Les débiteurs-clients sont évalués au coût amorti, sous déduction d'ajustements pour créances douteuses. Une provision pour perte de valeur sur les créances douteuses, basée sur une revue de tous les postes ouverts significatifs est constituée à la date du bilan. Lorsqu'une entité a recours à la solution de factoring dans le cadre de son financement, les débiteurs sont décomptabilisés au moment où le factor confirme l'encaissement.

A chaque date de clôture, le groupe détermine s'il existe une indication objective de perte de valeur sur un actif financier. Lorsque la valeur au bilan d'un actif excède sa juste valeur ou sa valeur récupérable, une réduction de valeur est constatée dans le compte de résultat.

2.6.4 Emprunts et autres passifs financiers

Les emprunts et autres passifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur. Les emprunts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, nets des coûts liés à l'emprunt.

2.6 Accounting policies applied

2.6.1 Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are comprised of available funds as well as investments that are short-term liquid and readily convertible to a known amount of cash and subject to an insignificant risk of changes in value.

2.6.2 Inventories

Inventories are evaluated at the lower of their purchase price or net realizable value. The inventory value includes the purchase cost and is determined using the first-in, first-out (FIFO) method for Le Coq Sportif and the average cost method for Movement group. Applying these methods allows an evaluation which takes into account the respective business models of each company. The net realizable value is estimated as the sale price less sales direct costs and realization costs as well as distribution and administrative costs.

2.6.3 Financial assets

Financial instruments appearing on the consolidated balance sheet are posted in accordance with the applicable principles for the following categories:

- Financial assets held at their fair value through profit & loss; this category covers listed marketable securities and derivatives. They are evaluated at their fair value. Gains or losses are recognized on the income statement.
- Loans and receivables; this category groups all receivables, loans and other assets. They are evaluated at their amortized cost less any adjustments for doubtful receivables. A provision for loss of value on doubtful receivables, based on a review of all important open positions, is incorporated on the balance sheet date. When a company resorts to factoring, to finance its activities, debtors are derecognized from the accounts when the factor confirms collection of payment.

At each closing date the group determines whether a financial asset has objectively suffered a loss in value. When the balance sheet value of an asset exceeds its fair value or its recoverable value, a decrease in value is recorded on the income statement.

2.6.4 Loans and other financial liabilities

Loans and other financial liabilities are recognized at their fair value. Loans are initially recognized at the fair value of the amount received, net of loan expenses.

2.6.5 Hiérarchie de la juste valeur pour actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur sont hiérarchisés selon trois catégories :

- Niveau 1 : Les instruments financiers sont négociés sur des marchés actifs dont les prix sont cotés. Le cours sur un marché actif représente la juste valeur pour les instruments financiers cotés à la date de clôture. Un marché est considéré comme actif si les cours cotés sont aisément et régulièrement disponibles.
- Niveau 2 : La juste valeur des actifs ou passifs financiers non cotés sur un marché actif est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation se basent sur des prix observés lors de transactions sur des actifs semblables quand elles sont disponibles ou à défaut sur des estimations propres à une société. L'évaluation des opérations de change à terme figure dans cette catégorie.
- Niveau 3 : Les données sur l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables. Dans ce cas, l'évaluation de la juste valeur est réalisée sans utiliser d'observation de marché.

2.6.6 Instruments financiers dérivés

- Comptabilité de couverture

Certains dérivés sont désignés et documentés comme instruments de couverture pour couvrir des transactions prévues hautement probables (couverture de flux de trésorerie).

- Couverture de flux de trésorerie

Certains instruments financiers dérivés, qui comprennent des contrats de change à terme, des swaps de taux d'intérêts ainsi que des options, sont utilisés dans le cadre de la couverture de flux de trésorerie. Les instruments financiers dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie et répondant aux critères permettant de les qualifier en tant que tels tout en étant hautement efficaces, sont initialement constatés puis réévalués au bilan à leur juste valeur par le résultat global. Le gain ou la perte résultant de la part inefficace est immédiatement reconnu au compte de résultat. Les sociétés documentent, en début de transaction, la relation existante entre les instruments de couverture et les éléments couverts, de même que les objectifs fixés en termes de gestion des risques pour les prises de positions de couverture. Dans le cadre de ce processus, tous les instruments dérivés qualifiés d'instruments de couverture sont rapprochés des actifs, passifs ou flux de trésorerie auxquels ils se rapportent. Les sociétés documentent et testent, lors de la conclusion de la couverture et par la suite, le caractère hautement efficace des instruments financiers dérivés exploités à des fins de couverture d'une exposition provenant du risque de variation future d'un ou plusieurs flux de trésorerie affectant le résultat consolidé.

- Dérivés non désignés

Lorsque les instruments financiers utilisés ne respectent pas les conditions de documentation décrites par IAS 39, ils ne sont, par conséquent, pas qualifiés comme opérations de couverture. Les gains et pertes sur ces instruments sont comptabilisés directement dans le compte de résultat.

2.6.7 Participations dans des sociétés associées

Les sociétés sur lesquelles Airesis a le pouvoir d'exercer une influence notable, sans toutefois en exercer le contrôle, sont prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence. Les actifs nets et les résultats sont ajustés pour être conformes aux principes comptables d'Airesis. La valeur comptable du goodwill qui résulte de l'acquisition de sociétés associées est comprise dans la valeur comptable des investissements consentis dans les sociétés associées.

2.6.5 Fair value hierarchy for financial assets and liabilities

Assets and liabilities measured at fair value are ranked according to three categories:

- Level 1: Financial instruments are negotiated on active markets with quoted prices. The quoted price on an active market represents the fair value of financial instruments quoted on the closing date. A market is considered active if the quoted prices are easily and regularly available.
- Level 2: The valuation of fair value for non-quoted financial assets and liabilities on an active market is determined by market observables. This valuation technique is based on observable prices in transactions involving similar assets when they are available or, failing this, on one company's own estimates. The evaluation of forward transactions is included in this level.
- Level 3: Information on assets and liabilities that is not based on observable market inputs. In this case, the assessment of fair value is undertaken without observing the market.

2.6.6 Derivative financial instruments

- Hedge accounting

Some derivative financial instruments are designated and documented as hedging instruments to cover highly probable forecasted transactions (cash flow hedge).

- Cash flow hedging

Qualifying derivative financial instruments, which include forward contracts as well as options, are used to hedge forecasted and expected cash flows. Derivative financial instruments designated to hedge cash flows and which fulfill the criteria qualifying them as such while being highly effective, are initially recorded then re-evaluated on the balance sheet at their fair value through other comprehensive income. Gains or losses resulting from the ineffective part are immediately recognized on the income statement. At the start of the transaction, the companies document the existing relationship between the hedging instruments and hedged items as well as the risk management objectives for the hedging positions taken. Within the scope of this process, all derivative instruments characterized as hedge instruments are associated to the assets, liabilities or cash flow to which they relate. At the completion, and subsequently, of the hedge, companies document and test the highly effective nature of derivative financial instruments used to compensate for the risk of variations of future cashflows which could impact the income statement.

- Non-designated derivatives

When derivative financial instruments used do not meet the documentation requirements described in IAS 39, they are consequently not qualified as hedges. Gains and losses on these instruments are recognized directly through the income statement.

2.6.7 Investments in associates

Entities over which Airesis has the power to exercise significant influence, but does not control, are accounted for using the equity method. The net assets and results are adjusted to conform to Airesis' accounting policies. The carrying amount of goodwill resulting from the acquisition of associates is included in the carrying value of investments in associates.

2.6.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur prix d'acquisition, déduction faite des amortissements cumulés, ainsi que des pertes de valeurs cumulées, le cas échéant. Lorsqu'une immobilisation corporelle est vendue ou cédée, sa valeur d'acquisition, ainsi que l'amortissement cumulé sont sortis des comptes et le gain ou la perte sur la cession est enregistré dans le compte de résultat.

Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué de son prix d'achat et de tous les frais directs engagés pour mettre l'immobilisation en état de marche en vue de l'utilisation prévue.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur la base des durées d'utilité estimées suivantes :

Bâtiments / <i>Buildings</i>	30 ans / 30 years
Mobilier / <i>Furniture</i>	7 à 10 ans / 7 to 10 years
Agencement / <i>Fixtures</i>	3 à 5 ans / 3 to 5 years
Matériel informatique / <i>IT equipment</i>	3 à 4 ans / 3 to 4 years
Véhicules / <i>Vehicles</i>	3 à 5 ans / 3 to 5 years

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour ajustement de valeur lorsque des éléments ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation d'un actif est inclus dans le compte de résultat l'année de décomptabilisation de l'actif.

Lorsqu'un actif qualifié est construit sur la période, les frais de financement sont intégrés dans le prix de revient de l'actif concerné. Dans les cas contraires les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge de l'exercice.

2.6.8 Property, plant and equipment

Property, plant and equipment appear on the balance sheet at their purchase price less any accumulated depreciation as well as any impairment loss. When a fixed asset is sold or divested, its purchase value as well as the accumulated depreciation is removed from the accounts, and any gains or losses on the disposal is recorded on the income statement.

The cost of an asset comprises its purchase price and all direct costs incurred to bring the asset into working condition for its intended use.

Property, plant and equipment are depreciated using the straight-line method based on the following estimated useful life:

Book value for property, plant and equipment is reviewed for impairment when elements or changes in circumstances indicate the book value may not be recoverable.

A fixed asset is derecognized when it is removed or when no future economic benefit is expected from its use or its removal. Any gains or losses resulting from derecognizing an asset are included on the income statement in the year the asset was derecognized.

If a qualifying asset is recognized in the period, financing costs are included in the asset's acquisition cost. If this is not the case, borrowing costs are recorded as expenses in the accounting period.

2.6.9 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles générées en interne ne sont pas activées et les dépenses sont comptabilisées en charge l'année au cours de laquelle elles sont encourues.

Les immobilisations incorporelles acquises séparément figurent au bilan pour leur prix d'acquisition et les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Leur durée d'utilité est appréciée comme étant finie ou indéterminée, et s'établit comme suit pour chaque catégorie :

Marques / Brands	Durée de vie/ Useful life
Portefeuilles clients / Customer portfolios	10 ans / 10 years
Droit de distribution / Distribution right	selon la durée contractuelle / based on the contractual term
Autres immobilisations incorporelles / Other intangible assets	3 à 5 ans / 3 to 5 years

L'actif incorporel reconnu lors de l'acquisition du Coq Sportif et dont la durée de vie est indéterminée, a été spécifiquement identifié, il s'agit de la marque « Le Coq Sportif ». La durée de vie des marques est déterminée individuellement. La durée de vie indéterminée n'est pas une règle générale et chaque marque est étudiée au cas par cas.

La marque Le Coq Sportif est soumise annuellement à un test de dépréciation afin d'en vérifier la valorisation. Les tests de dépréciation des marques sont menés de manière groupée au sein de leurs Unités Génératrice de Trésorerie (UGT) respective. Dans cette optique, le calcul se base sur une conversion de tous les revenus en équivalent-licences par l'application du taux moyen appliqué par la société à ses licenciés sur une période de 5 ans. Ces équivalent-licences sont ensuite actualisés à des taux tenant compte des risques ainsi que de leur évolution. Le cas échéant, des offres d'achat de marques de la part de tiers sont prises en considération, pouvant aboutir à une réduction de la valeur.

Les fonds de commerce sont amortis sur la durée contractuelle du droit au bail. Toutefois les fonds de commerce transférables sans réserve et sans limite de temps par l'entité sont comptabilisés au coût historique. Les fonds de commerce avec une durée de vie indéterminée sont soumis annuellement à un test de dépréciation afin d'en vérifier la valorisation. Les portefeuilles clients et autres intangibles sont amortis sur leurs durées d'utilités.

Les actifs incorporels reconnus lors de l'acquisition du groupe Movement ont été spécifiquement identifiés; il s'agit de la marque « Movement » et du Goodwill. La marque est amortie linéairement sur 20 ans et le Goodwill est soumis annuellement à un test d'impairment tel que détaillé dans la note 2.6.10.

2.6.10 Pertes de valeur d'actifs (« Impairments »)

La valeur au bilan des immobilisations corporelles et incorporelles est revue dès qu'un nouvel événement survient ou qu'un changement de circonstances indique une perte de valeur potentielle sur l'un de ces actifs. Lorsque la valeur d'un actif excède sa valeur recouvrable, une réduction de valeur est constatée dans le compte de résultat. La valeur recouvrable correspond au plus élevé entre la juste valeur, nette des frais de vente, et sa valeur d'usage. Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu dans le cas d'une transaction entre parties tierces alors que la valeur d'usage correspond à la valeur actualisée des cash-flows futurs estimés en cas d'utilisation continue du bien et d'une cession en fin de vie. Le montant récupérable est estimé pour chaque actif pris individuellement. Le management surveille des indicateurs clés de performance afin de détecter des pertes de valeur d'actifs potentielles. Les indicateurs principaux retenus sont les taux moyens de revenus de licences dans le cadre des marques et la rentabilité des points de vente dans le cadre des fonds de commerce.

2.6.9 Intangible assets

The internally generated intangible assets are not capitalized and expenses are recognized in the income year in which they are incurred.

Acquired intangible assets are reported at their acquisition price, and intangible assets acquired during a business combination are accounted for at their fair value on the acquisition date.

Intangible assets have either an estimated life or an indefinite life as written below:

The brand acquired through a business combination and whose useful life is indefinite has been specifically identified: Le Coq Sportif. The brand's useful life is determined individually. The indefinite useful life is not a common policy and each brand is considered separately.

The brand Le Coq Sportif is tested annually for impairment to verify its valuation. Brands' impairment tests are conducted within their respective cash-generating units (CGU). In this context, the calculation is based on a conversion of all income into license equivalent by applying the average rate applied by the company to its licensees over a period of 5 years. These license equivalents are then discounted at rates that take into consideration risks and their evolution. When appropriate, bids for brands from third parties are taken into consideration, and may lead to a reduction in value.

Key money is amortized for the contractual duration of the lease period. However key money, transferable without reserves and without a time limit by the entity, is recorded at historical cost. Key money with an indefinite life is subject to an annual impairment test in order to verify its value. Customers portfolios and other intangibles are amortized over their useful life.

Intangible assets recognized on acquisition of Movement group have been specifically identified; it is the brand name "Movement" and Goodwill. The brand is amortized using the straight-line method over 20 years and Goodwill is tested annually for impairment as detailed in note 2.6.10.

2.6.10 Impairments

The value of property, plant and equipment and intangible assets on the balance sheet is reviewed in the event of a new occurrence or a change in circumstances, which may indicate the potential loss in value of one of these assets. When the value of an asset exceeds its recoverable value, a decrease in value is noted on the income statement. The recoverable value refers to the highest figure between fair value less cost of disposal and its value in use. The net selling price is the amount that can be obtained in the event of a third party transaction while value in use is the present value of estimated future cash flows in the context of continuous use of the asset and a sale at the end of its life. The recoverable amount is estimated for each individual asset. The management monitors key performance indicators to detect potential impairments of assets. The main indicators used are the average rates of license revenue in the context of brands and the profitability of retail outlets in the framework of key money.

2.6.11 Provisions

Les provisions sont constatées lorsqu'il existe une obligation légale ou implicite résultant d'événements passés, qu'il est probable que le versement d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour pertes opérationnelles futures ne sont pas constatées. Lorsqu'il y a un nombre similaire d'obligations, la probabilité qu'un versement soit nécessaire pour les régler est déterminée en considérant la catégorie d'obligations comme un tout. Une provision est reconnue même si la probabilité de versement pour un cas isolé dans la même catégorie d'obligation est faible.

2.6.12 Contrats de location

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simples. Les paiements au titre des contrats de location simples sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance.

2.6.13 Reconnaissance des revenus

Un revenu est constaté lorsqu'il est probable que les avantages futurs iront à l'entité et qu'il est possible de mesurer ces avantages de façon fiable. Les ventes de marchandises sont enregistrées au moment de la livraison de la marchandise et du transfert à l'acheteur des principaux risques et avantages inhérents à la propriété. Les revenus sur ventes d'immeubles sont reconnus au moment du transfert de propriété. Les intérêts sont reconnus prorata temporis. Les dividendes sont reconnus lorsque le droit au dividende de l'actionnaire est établi. Les revenus de licences sont délimités sur la période en appliquant le taux de licence contractuel. Les revenus de licences sont facturés lorsque la transaction d'achat sous-jacente est jugée comme réalisée.

2.6.14 Impôts

Les impôts inscrits au compte de résultat comprennent les impôts courants, les impôts différés, l'impôt à la source non récupérable et les ajustements d'impôts des exercices précédents. Les impôts sur le résultat sont comptabilisés dans le compte de résultat à moins qu'ils ne résultent d'opérations directement enregistrées dans l'état du résultat global ou des fonds propres. Dans ce cas, ils sont également enregistrés dans l'état du résultat global. L'engagement relatif aux impôts sur le résultat est enregistré dans la même période que les produits et charges y afférents.

Les impôts différés sont les impôts attribuables aux différences temporaires générées lorsqu'une autorité fiscale reconnaît et évalue des actifs et passifs avec des règles différentes de celles retenues pour l'établissement des comptes consolidés. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable (comprehensive liability method) aux taux d'imposition adoptés ou prévus au moment où la différence temporaire est résorbée, à l'exception des différences temporaires liées à des participations dans des filiales, coentreprises et sociétés associées, pour lesquelles des entités du périmètre de consolidation sont en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera et s'il est probable que la différence ne s'inversera pas dans un avenir proche.

Les différences temporaires et les pertes fiscales reportées qui pourraient être compensées avec des bénéfices futurs, générant des impôts différés actifs et passifs sont compensées afin de déterminer le montant net d'impôt différé actif ou passif. Les impôts différés actifs sont constatés pour autant qu'il soit probable qu'ils pourront être compensés par des profits futurs.

Les impôts différés ne sont pas constatés pour les impôts à la source et autres impôts qui seraient dûs sur la distribution des réserves ouvertes de certaines filiales. Ces montants sont soit réinvestis de manière permanente soit ils ne génèrent pas d'imposition grâce à des exonérations ou à l'application de conventions de double imposition.

2.6.11 Provisions

Provisions are recognized when there is a present legal or constructive obligation as a result of past events; it is more likely than not that an outflow of resources will be required to settle the obligation; and the amount can be reliably estimated. Where there are a number of similar obligations, the likelihood that an outflow will be required in settlement is determined by considering the class of obligations as a whole. A provision is recognized even if the likelihood of an outflow with respect to any one item included in the same class of obligations may be small.

2.6.12 Leases

Lease agreements in which the lessor retains almost all of the risks and benefits inherent to the ownership of the asset are classified as operating lease agreements. Payments under operating lease agreements are accounted for through the income statement as an expense on a straight-line basis until maturity.

2.6.13 Revenue recognition

Revenue is recorded when it is probable that future benefits will flow to the entity and it is possible to reliably measure these benefits. Sales of goods are recorded at the time the goods are delivered and the main risks and benefits inherent to the property are transferred to the buyer. Revenue from property sales is recognized when ownership is transferred. Interest is recognized on a pro-rata basis. Dividends are recognized when a shareholder's entitlement to the dividend is established. License revenue is limited to the period by applying the contractual license rate. Licensing revenues are billed when the underlying purchase transaction is considered as realized.

2.6.14 Taxes

Taxes reported on the consolidated income statement include current and deferred taxes, non-reimbursable withholding taxes and tax adjustments relating to prior years. Income tax is recognized on the income statement unless it results from operations directly recorded in other comprehensive income or in equity. In this case, it is also recognized in other comprehensive income. Income taxes are accrued in the same period as the revenue and expenses to which they pertain.

Deferred taxes are the taxes attributable to the temporary differences generated when a tax authority recognizes and measures assets and liabilities applying different rules from those used to create the consolidated accounts. Deferred taxes are calculated using the comprehensive liability method at the tax rates adopted or anticipated at the moment when the temporary difference is absorbed. The exception to this are the temporary differences related to investments in subsidiaries, joint-ventures and affiliates for which the consolidated companies are in a position to control the date when the temporary difference will be reversed and if it is probable that the difference will not be reversed in the foreseeable future.

Temporary differences and tax losses carried forward that could be offset against future profits, generating deferred tax assets and liabilities, are compensated in order to determine the net deferred tax asset or liability amount. Net deferred tax assets are recognized only to the extent that it is probable that they can be offset by future profit.

Deferred income tax liabilities have not been recognized for withholding tax and other taxes that would be payable on the unremitted earnings of certain subsidiaries. These amounts are either permanently reinvested or do not generate any taxes due to the application of exemptions or double taxation treaties.

2.6.15 Engagements de prévoyance et autres avantages à long terme

Les employés du périmètre de consolidation sont essentiellement regroupés dans les entités françaises du Coq Sportif et suisses de Movement. L'engagement est calculé en utilisant la méthode des « projected unit credit ». L'obligation n'est pas financée et figure au passif du bilan consolidé. Les prestations acquises durant la période et les intérêts sont enregistrés en totalité au compte de résultat.

Le calcul des engagements de prévoyance découlant des plans à primauté de prestations est effectué par des spécialistes indépendants de la prévoyance. Cette procédure d'évaluation prend non seulement en compte les rentes en cours et les engagements de rentes futures connus le jour de référence, mais également les futures augmentations de salaires et de rentes. Pour la prise en compte de la mortalité, des tables de mortalité par génération sont utilisées. Celles-ci se basent sur les dernières études de mortalité disponibles auprès de la majorité des caisses de pension de droit privé et tiennent compte de l'évolution future de la mortalité. Le taux d'actualisation utilisé ou le taux d'intérêt de projection des avoirs de vieillesse se base sur les rendements obtenus sur le marché à la date de clôture du bilan pour des obligations d'entreprise de premier ordre et à taux fixe.

Les pertes et gains actuariels générés sur la période sont comptabilisés au sein des fonds propres en tant qu'autres éléments du résultat global sans effet sur le résultat et le coût des services passés directement dans le compte de résultat en tant que charges de personnel.

En règle générale, le financement de l'ensemble des plans repose sur le principe des cotisations paritaires entre employés et employeur. En ce qui concerne les institutions de prévoyance à primauté de cotisations, la charge de prévoyance des autres employés du groupe est comptabilisée selon le principe des plans en primauté des cotisations. Les contributions payées ou dues sont enregistrées au compte de résultat de la période.

Les autres avantages à long terme comprennent les rémunérations différées régies par les normes légales des pays dans lesquels les sociétés sont implantées. Les coûts de ces avantages sont calculés selon la méthode de la comptabilité des engagements et figurent dans les charges de personnel. Les engagements correspondants sont comptabilisés dans les autres passifs non courants.

2.6.15 Pensions and other long-term post-employment benefits

Employees in the scope of consolidation are essentially salaried by the French Le Coq Sportif entities and Swiss Movement entities. The obligation is calculated using the "projected unit credit" method. The obligation is not funded and is recognized as liabilities on the consolidated balance sheet. Both the benefits acquired during the period and the interests are recorded in their entirety on the income statement.

The defined benefit obligation is calculated annually by independent pension experts. This accrued benefit method prorated on service recognizes not only the known benefits and benefits accrued at the reporting date, but also expected future salary and pension increases. Generation tables are used in order to reflect mortality rates. These are based on the latest mortality data from pension funds, and take account of future changes in mortality over time. The discount factor applied, or as the case may be, the projected interest rate for retirement assets, is based on the market yields on high quality corporate bonds on the reporting date.

Actuarial gains and losses are recognized in other comprehensive income as part of equity in the period in which they occur. Past service costs are recognized directly in the income statement as employee costs.

In general, plans are paid based on the principle of joint contributions between employees and employer. Pension expenses for other group employees are recognized according to the principle of the defined contribution plan. Contributions paid or owed are included on the income statement for the period.

Other long-term benefits include deferred remuneration as stipulated by the legal standards in the countries in which the companies are operative. The costs of these benefits are calculated using the accrual accounting method and appear in the personnel expenses of the companies concerned. The corresponding obligations are recognized in the other non-current liabilities.

2.6.16 Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Le coût des transactions dont le paiement est fondé sur la remise d'instruments de capitaux propres est évalué à sa juste valeur à la date à laquelle ces rétributions sont attribuées.

Le coût des transactions dont le paiement est fondé sur des actions ou des instruments de capitaux propres ainsi que l'augmentation des fonds propres correspondante sont comptabilisés sur la période durant laquelle la performance ou/et le service a été réalisé, et prennent fin quand le bénéficiaire peut prétendre pleinement à sa rétribution, c'est-à-dire à la date d'échéance (vesting date). Le débit ou le crédit du compte de résultat pour une période représente l'évolution de la charge constatée entre le début et la fin de ladite période.

Les engagements résultant de rémunérations dont le paiement est fondé sur des actions qui sont réglées en trésorerie sont comptabilisés au compte de résultat durant la période de blocage. Ils sont valorisés à leur juste valeur à chaque date de clôture du bilan et calculés selon des modèles d'évaluation généralement admis. Le coût des rémunérations en actions réglées en trésorerie est ajusté en fonction des annulations résultant du fait que les bénéficiaires ne satisfont plus aux conditions du plan.

Lorsque les termes d'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions ou des instruments de capitaux propres sont modifiés, la charge minimum comptabilisée est celle qui en découlerait si les termes n'avaient pas été modifiés. La charge supplémentaire est comptabilisée pour n'importe quelle modification qui augmenterait la juste valeur totale de l'arrangement financier dont le paiement est fondé sur des actions, ou qui, dans le cas contraire, bénéficierait à l'employé selon l'évaluation qui est faite à la date de modification.

Aucune charge n'est comptabilisée en tant que rétribution si elle n'est pas acquise en finalité ; exception est faite pour des rétributions où l'acquisition est dépendante des conditions de marché. Ces dernières sont considérées comme acquises, indépendamment du fait que les conditions de marché sont satisfaites ou non, à condition que toutes les autres conditions de performance soient satisfaites.

Lorsque les termes d'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions ou des instruments de capitaux propres sont modifiés, la charge minimum comptabilisée est celle qui en découlerait si les termes n'avaient pas été modifiés. La charge supplémentaire est comptabilisée pour n'importe quelle modification qui augmenterait la juste valeur totale de l'arrangement financier dont le paiement est fondé sur des actions, ou qui, dans le cas contraire, bénéficierait à l'employé selon l'évaluation qui est faite à la date de modification.

L'effet dilutif des options ouvertes est pris en compte dans le calcul du résultat par action dans la mesure où il en résulte une dégradation du résultat par action.

2.6.17 Actions propres

Les actions propres figurent en déduction des fonds propres pour leur valeur d'acquisition. Les gains et pertes réalisés lors de la vente d'actions propres sont imputés dans les fonds propres.

2.6.18 Garanties financières

Les contrats de garanties financières émis par des entités du périmètre de consolidation sont des contrats qui impliquent un paiement à effectuer pour rembourser le créancier d'une perte qu'il encourt en raison d'un débiteur qui omet de faire un paiement à l'échéance, conformément aux termes du contrat. Les contrats de garanties financières sont initialement comptabilisés comme passifs à la juste valeur, ajustés des coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'émission de la garantie. Par la suite, le passif est évalué à la plus élevée de la meilleure estimation de la dépense nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture et le montant comptabilisé diminué des amortissements cumulés.

2.6.16 Share-based or equity-settled payment transactions

Share-based payments are accounted for at fair value, calculated at the grant date of such instruments.

The cost of share or equity-based transactions, as well as any corresponding increases in equity, is recorded in the period in which the performance and/or the service was realized, and ends when the beneficiary claims full compensation (vesting date). The debit or credit on the income statement for the period represents the change in the expense recorded between the start and the end of the aforementioned period.

Liabilities arising from cash-settled share-based payment transactions are recognised in the income statement over the vesting period. They are fair valued at each reporting date and measured using generally accepted pricing models. The cost of cash-settled share-based payment transactions is adjusted for the forfeitures of the participants' rights that no longer satisfy the plan conditions.

If the terms of a share or equity-based payment transaction are modified, the minimum expense recorded is the amount which would have resulted if the terms had not been changed. An additional expense is posted for any change that would increase the total fair value of the share-based financial arrangement, or which would otherwise benefit the employee based on the assessment made on the date of the change.

Remuneration not ultimately vested is not recognized as an expense unless compensation is conditional on market conditions. In the latter case, this is treated as vested whether or not market conditions are met, provided that all of the other performance requirements are met.

When a share-based transaction is cancelled, it is treated as if it matured on the cancellation date and all of the expenses not posted for the transaction are then accounted for immediately. However, if a new allocation replaces the first one and is designated as such when it is granted, both old and new payments are treated as if they were modifications of the original compensation package, as described above.

The dilutive effect of outstanding options is taken into account when calculating earnings per share to the extent that this results in a deterioration of earnings per share.

2.6.17 Treasury shares

Treasury shares are reported as a deduction from equity at their acquisition value. Gains and losses realized on the sale of treasury shares are recognized in equity.

2.6.18 Financial guarantees

Financial guarantee contracts issued by the entities of the consolidation perimeter are those contracts that require a payment to be made to reimburse the holder for a loss it incurs because the specified debtor fails to make a payment when due in accordance with the terms of a debt instrument. Financial guarantee contracts are recognized initially as a liability at fair value, adjusted for transaction costs that are directly attributable to the issuance of the guarantee. Subsequently, the liability is measured at the higher of the best estimate of the expenditure required to settle the present obligation at the reporting date and the amount recognized less cumulative amortization.

2.6.19 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires d'Airesis par la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation durant la période (déduction faite des actions propres).

En ce qui concerne le calcul du résultat dilué par action, le résultat net de l'exercice est ajusté afin de tenir compte de l'effet dilutif résultant d'instruments de capitaux propres émis (voir notes 13, 18 et 29).

Le résultat attribuable aux actionnaires de la société-mère est utilisé pour le calcul du résultat par action.

2.7 Secteurs opérationnels

Les activités opérationnelles des entités du périmètre de consolidation sont organisées et gérées séparément suivant la nature des produits et des services rendus, chaque secteur représente un domaine d'activité stratégique qui propose différents produits et sert différents marchés. Les participations, et Le Coq Sportif en particulier, sont suivies séparément. Le directeur général (CEO) est en charge de la mise en place des objectifs stratégiques et opérationnels décidés par le Conseil d'administration. Il passe en revue régulièrement le reporting interne pour le suivi des performances et décide de l'allocation des ressources dans les entités du périmètre de consolidation en fonction des nouveaux projets.

2.8 Estimations et jugements significatifs

Les estimations importantes concernant le futur ou les autres estimations importantes à la date de clôture des comptes consolidés qui peuvent avoir un risque significatif de générer des ajustements sur les montants portés à l'actif ou au passif concernent principalement les actifs incorporels ainsi que le risque de liquidité.

Lors de l'application des directives comptables appliquées par les entités du périmètre de consolidation, le management a effectué les jugements suivants qui ont eu un effet significatif sur l'établissement des états financiers consolidés.

2.8.1 Ajustements de valeur sur les marques

Airesis se prononce au moins une fois par année sur le besoin d'ajuster la valeur des marques. Dans cette optique, une estimation de la valeur de marché est effectuée sur la base des flux de trésorerie futurs de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Le montant reporté au 31 décembre 2017 est de KCHF 21 539 (2016: KCHF 19 744) pour Le Coq Sportif et KCHF 3 743 pour Movement (2016: KCHF 3 959). Des détails sont donnés à la note 9.

2.8.2 Ajustements de valeur sur les fonds de commerce

Airesis se prononce au moins une fois par année sur le besoin d'ajuster la valeur des fonds de commerce dont la durée de vie est indéterminée. Dans cette optique, une estimation de la valeur d'utilité est effectuée sur la base des flux de trésorerie futurs par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) ainsi que des informations de marché le cas échéant. Le montant reporté au 31 décembre 2017 se monte à KCHF 3 769 (2016 : KCHF 4 536). Des détails sont donnés à la note 9.

2.6.19 Earnings per share

Earnings per share are calculated by dividing the net result of the fiscal year attributable to Airesis' shareholders by the weighted average number of outstanding shares during the period (less treasury shares).

Regarding the calculation of diluted earnings per share, the net result for the year is adjusted to reflect the dilutive effect resulting from equity instruments issued (see Notes 13, 18 and 29).

Earnings attributable to the parent company shareholders are used to calculate earnings per share.

2.7 Operating segments

Operational activities of the entities of the scope of consolidation are organized and managed separately according to the nature of the products and services rendered, with each operating segment representing an area of strategic activity including different products and different markets. Investments in associates, and Le Coq Sportif in particular, are monitored separately. The CEO is the chief operating decision maker and is responsible for putting in place the strategic and operational objectives decided by the Board of Directors. He regularly reviews internal reports for a performance review and determines the allocation of resources in the consolidated companies based on new projects.

2.8 Critical estimates and assumptions

Important assumptions concerning the future and any other important considerations at the closing date of the consolidated financial statements that could carry a significant risk to the value of assets or liabilities mainly concern intangible assets as well as the risk of liquidity.

When applying the accounting guidelines used by the consolidated companies, management made the following decisions that had a significant effect on the preparation of the consolidated financial statements.

2.8.1 Brand impairment

At least once a year Airesis determines potential impairment losses for the brands. For this purpose, the market value is calculated based on the expected future cash flows of the Cash Generating Units (CGU). The book value of the brands reported on December 31st 2017 is KCHF 21 539 (2016: KCHF 19 744) for Le Coq Sportif and KCHF 3 743 for Movement (2016: KCHF 3 959). Further details are provided in note 9.

2.8.2 Key money impairment

At least once a year Airesis determines potential impairment losses on key money with an indefinite useful life. For this purpose, the value in use is calculated based on the expected future cash flows by Cash Generating Units (CGU) and, if appropriate, market information. The book value of key money with an indefinite useful life reported on December 31st 2017 is KCHF 3 769 (2016: KCHF 4 536). Further details are provided in note 9.

2.8.3 Pertes fiscales reportables activées

Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que le bénéfice imposable futur permettra de compenser les différences temporaires ou permettra d'utiliser les pertes fiscales reportées. Un impôt différé actif sur les pertes reportées de KCHF 13 836 a été reconnu au 31 décembre 2017 (2016 : KCHF 12 468). Des détails sont donnés à la note 19.

Les prévisions de bénéfices imposables et les consommations de reports déficitaires en résultant ont été élaborées à partir des projections du résultat telles que préparées dans le cadre du budget, ainsi qu'à partir de projections complémentaires lorsque nécessaire. Si les estimations sont trop faibles, l'impôt différé actif est reconnu au même niveau que l'impôt différé passif reconnu sur la marque.

2.8.4 Provisions

Les provisions ont été effectuées selon les meilleures évaluations du management des entités concernées au moment de l'établissement des comptes. Les dépenses provisionnées attendues dans les 12 mois à venir ont été considérées dans les fonds étrangers courants.

2.8.5 Paiements fondés sur des actions ou des instruments de capitaux propres

Plusieurs entités du périmètre de consolidation ont mis en place des plans de rémunération de leurs employés sous forme d'actions. Du fait que ces sociétés ne sont pas cotées, les estimations de juste valeur ne se basent pas sur des prix cotés mais sur des méthodes de calculs propres aux plans en question.

2.8.6 Goodwill

Le Goodwill survient lors d'acquisition et correspondant à l'excédent de la contrepartie transférée pour acquérir une entreprise à sa juste valeur. Cette dernière est définie par les actifs nets identifiables acquis. Il est attribué aux unités génératrices de trésorerie (UGT) qui sont généralement représentés dans les segments reportés. Le Goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation sur la base des flux de trésorerie futurs de l'UGT et les éventuelles charges sont présentées dans le compte de résultat sous "Amortissements et ajustements de valeur". Des détails sont donnés à la note 9.

2.8.7 Continuité d'exploitation

Le retour à la profitabilité et la réalisation d'une croissance de 9% des revenus du Coq Sportif sur l'exercice 2017 sont des éléments favorables dans les discussions avec les partenaires bancaires. De plus, l'obtention de nouvelles lignes bancaires durant le premier semestre 2018 ainsi que l'amélioration attendue de la profitabilité du Coq Sportif vont permettre de disposer des liquidités suffisantes pour couvrir les besoins des 12 prochains mois. En cas de nécessité, l'actionnaire majoritaire s'est également engagé à mettre à disposition d'Airesis et de ses filiales, les liquidités nécessaires pour soutenir la trésorerie, à concurrence d'un montant maximum de MCHF 2.0 pour la période fiscale 2018.

Au vu de ce qui précède, Le Conseil d'Administration estime que le Groupe sera en mesure de répondre à ses obligations pour une période de 12 mois. Par conséquent, les états financiers ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation.

2.8.3 Capitalised tax loss carry forwards

Net deferred tax assets are recognized only to the extent that it is probable that future taxable income will be available to offset the temporary differences or that tax losses carried forward can be utilized. A deferred tax asset on retained losses of KCHF 13 836 was recognized on December 31st 2017 (2016: KCHF 12 468). Further details are provided in note 19.

Taxable profit forecasts and the related use of tax losses carried forward have been prepared in line with forecasted results compiled in the budgeting process, supplemented with additional projections when deemed necessary. If these estimations are too low, deferred tax assets are recognized to the amount of deferred tax liabilities generated on brands.

2.8.4 Provisions

Provisions are based on the best possible evaluation of the relevant entities as determined by management at the time of the financial statements are established. Provisioned expenses which are expected in the forthcoming 12-month period have been included under current liabilities.

2.8.5 Share-based or equity-settled payment transactions

Several entities of the scope of consolidation have set up share-based compensation plans for their employees. Due to the fact that these companies are not publicly listed, fair value estimations cannot be based on quoted prices but rather calculation methods predefined by the plans themselves.

2.8.6 Goodwill

Goodwill arises in a business combination and is the excess of consideration transferred to acquire a business over the underlying fair value of the net identified assets acquired. It is allocated to groups of cash generating units (CGUs) which are usually represented by the reported segments. Goodwill is tested for impairment annually based on the expected future cash flows by the CGU and any impairment charges are recorded under "Depreciation, amortization and impairment" in the income statement. Further details are provided in note 9.

2.8.7 Going concern

The return to profitability and the 9% revenues growth of Le Coq Sportif achieved in 2017 is a favourable factor in discussions with banking partners. Furthermore, the bank financing obtained in the first semester 2018 and the expected improvement in profitability of Le Coq Sportif will provide sufficient liquidity to meet its obligations for the next 12 months. If necessary, the majority shareholder committed to make available to Airesis and its subsidiaries the liquidity needed to support the treasury, up to a maximum amount of MCHF 2.0 for the fiscal year 2018.

In view of the above, the Board of Directors believes that the Group will be able to meet its obligations for a period of 12 months. Accordingly, the financial statements have been prepared on a going concern basis.

3 LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Liquidités	9 797	4 135	Cash
Équivalents de liquidités	223	150	Cash equivalents
Liquidités et équivalents	10 020	4 285	Cash and cash equivalents

Les intérêts perçus sur les liquidités et équivalents sont variables et calculés sur une base quotidienne. La juste valeur des liquidités et équivalents se monte à KCHF 4 285 (2016: KCHF 10 020).

Dans le tableau de flux de trésorerie, la rubrique liquidités et équivalents inclut :

En milliers de CHF	Note	2016	2017	In thousands of CHF
Liquidités et équivalents		10 020	4 285	Cash and cash equivalents
Dépassements bancaires en comptes courants	11	-689	-622	Bank overdrafts on current accounts
Liquidités et équivalents selon le tableau de flux de trésorerie		9 331	3 663	Cash and cash equivalents according to the cash flow statement

Interest received on cash and cash equivalents varies and is calculated on a daily basis. The fair value of cash and cash equivalents amounts to KCHF 4 285 (2016: KCHF 10 020).

Cash and equivalents on the cash flow statement include:

4 DÉBITEURS

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Débiteurs clients	30 163	35 964	Trade accounts receivables
Provisions pour pertes de valeur sur créances	-3 724	-4 009	Allowances for doubtful receivables
Débiteurs (net)	26 439	31 955	Trade receivables (net)

Les conditions générales de paiement se situent entre 30 et 90 jours. Les provisions pour pertes de valeur sur créances correspondent à la nécessité économique de provisionner certains débiteurs. Nous renvoyons également le lecteur à la note 36 présentant les actifs mis en gage.

Le tableau ci-après résume les mouvements liés aux provisions pour pertes de valeur sur créances :

General payment terms range from 30 to 90 days. Allowances for doubtful receivables correspond to the economic necessity to provision for certain receivables. We refer the reader to note 36 which lists pledged assets.

The following table summarizes the movements in the allowances for doubtful receivables:

En milliers de CHF	Total	In thousands of CHF
Au 1 janvier 2016	-3 625	At 1 January 2016
Attributions	-1 309	Allowance for the year
Dissolutions	612	Unused amounts reversed
Utilisations	546	Receivables written off during the year as uncollectible
Différences de change	52	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2016	-3 724	At 31 December 2016
Attributions	-1 612	Allowance for the year
Dissolutions	1 076	Unused amounts reversed
Utilisations	579	Receivables written off during the year as uncollectible
Différences de change	-328	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2017	-4 009	At 31 December 2017

Le tableau ci-après détaille l'ancienneté contractuelle des créances et le montant des provisions pour pertes de valeur respectives :

The table below details the age of the contractual claims and the respective amount of provisions for doubtful debts:

En milliers de CHF	2016		2017		In thousands of CHF
	Débiteurs clients Trade accounts receivables	Provisions pour pertes de valeur Provisions for doubtful receivables	Débiteurs clients Trade accounts receivables	Provisions pour pertes de valeur Provisions for doubtful receivables	
Pas échus	19 338	-	22 532	-	Not due
Echus					Past due
1 - 60 jours	2 586	-52	4 542	-	1 - 60 days
61 - 120 jours	731	-12	788	-27	61 - 120 days
Plus que 120 jours	7 508	-3 660	8 102	-3 982	Over 120 days
Totaux	30 163	-3 724	35 964	-4 009	Total

5 AUTRES ACTIFS

5.1 Autres actifs courants

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
TVA	5 811	5 386	VAT
Instruments financiers	142	-	Financial instruments
Charges constatées d'avance	2 957	3 213	Prepaid expenses
Autres	2 841	5 236	Others
Autres actifs courants	11 751	13 835	Other current assets

Concernant la juste valeur, nous renvoyons le lecteur à la note 35.

Regarding fair value, please refer to note 35.

Les informations concernant les transactions avec parties liées figurent à la note 33 et celles concernant les actifs mis en gage à la note 36.

Information regarding transactions between related parties appears in note 33 and information concerning pledged assets appears in note 36.

5.2 Autres actifs non courants

5.2 Other non-current assets

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Dépôts de garantie	1 194	1 442	Guarantee deposits
Autres	332	382	Others
Autres actifs non courants	1 526	1 824	Other non-current assets

Concernant la juste valeur, nous renvoyons le lecteur à la note 35.

With regards to fair value, we refer the reader to note 35.

6 STOCKS

6 INVENTORIES

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Stocks au prix de revient	26 252	30 983	Inventories carried at acquisition cost
Stocks à la valeur nette de réalisation	1 295	1 698	Inventories carried at net realizable value
Stocks	27 547	32 681	Inventories

Les stocks sont essentiellement constitués de produits finis. Ils sont évalués conformément aux principes d'évaluation établis.

Inventories mostly comprise finished goods. The group has evaluated these in accordance with established accounting policies.

Nous renvoyons également le lecteur à la note 36 présentant les actifs mis en gage.

We refer the reader to note 36 for further details on pledged assets.

7 PARTICIPATIONS DANS DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

7 INVESTMENTS IN ASSOCIATES

	UMNYAMA NKUKHU SPORTWEAR (Pty) Ltd	Le Coq Sportif Oceania (Pty) Ltd	Comunus SICAV - Entrepreneur	Total	In thousands of CHF
En milliers de CHF					
Au 1 janvier 2016	281	6	853	1'140	At 1 January 2016
Dividendes	-	-	-400	-400	Dividend
Quote-part dans les résultats	238	-	132	370	Share of results in associates
Écarts de conversion	70	-	-	70	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2016	589	6	585	1'180	At 31 December 2016
Dividendes	-	-	-184	-184	Dividend
Ventes	-1 180	-	-	-1 180	Disposal
Quote-part dans les résultats	591	11	423	1 025	Share of results in associates
Écarts de conversion	-	1	-	1	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2017	-	18	824	842	At 31 December 2017

Le tableau suivant présente les états financiers des sociétés associées d'Airesis :

The following table shows financial statements of Airesis associate entities:

	2016			2017			
	Comunus SICAV -			Comunus SICAV -			
En milliers de CHF	Entrepreneur	Autres	Total	Entrepreneur	Autres	Total	In thousands of CHF
Actifs	1 692	4 626	6 318	2 362	759	3 121	Assets
Fonds étrangers	229	2 921	3 150	302	698	1 000	Liabilities
Fonds propres	1 463	1 705	3 168	2 060	61	2 121	Equity
Revenus	1 336	14 028	15 364	2 700	17 742	20 442	Turnover
Résultat net	330	680	1 010	1 057	1 075	2 132	Net results

8 ACTIFS INCORPORELS

En milliers de CHF	Note	2016	2017
Marque - Le Coq Sportif	9	19 744	21 539
Marque - Movement		3 959	3 743
Fonds de commerce	9	6 021	4 547
Droit de distribution		765	-
Goodwill	9	7 288	7 288
Autres actifs incorporels		441	318
Actifs incorporels		38 218	37 435

Les actifs incorporels reconnus lors de l'acquisition des participations ont été spécifiquement identifiés comme étant liés aux marques des groupes Movement et Le Coq Sportif. La marque Movement est amortie sur 20 ans. Tandis que la marque Le Coq Sportif n'est pas amortie, mais fait chaque année l'objet d'un test de dépréciation afin d'en vérifier la valorisation. Le management est d'avis que la marque Le Coq Sportif a un potentiel dont la durée n'est pas définie dans le temps. L'objectif de cette acquisition est en effet la valorisation de la marque et non son utilisation sur une période déterminée.

La valeur de la marque Le Coq Sportif a été impactée par l'évolution du franc suisse vis-à-vis de l'Euro.

Nous renvoyons également le lecteur à la note 36 présentant les actifs mis en gage.

Les mouvements sur ces positions ont été les suivants :

8 INTANGIBLE ASSETS

	In thousands of CHF
Brand - Le Coq Sportif	
Brand - Movement	
Key money	
Distribution rights	
Goodwill	
Other intangible assets	
Intangible assets	

Intangible assets recognized at the time these companies were acquired through business combination have been identified specifically as being associated with Movement group and Le Coq Sportif group brands. Movement brand is amortized over a 20-year period and the brand Le Coq Sportif is not amortized. Instead, Le Coq Sportif brand undergoes an annual impairment test to verify valuation. Management is of the opinion that this brand has a potential whose duration cannot be defined in terms of time. In fact, the purpose of this acquisition is to enhance the value of the brand and not to exploit it within a fixed period of time.

Brand valuation of Le Coq Sportif has been impacted by the evolution of the Euro compared to the Swiss franc.

We refer the reader to note 36 for details on pledged assets.

Movements on these positions were as follows:

En milliers de CHF	Note	Marques <i>Brands</i>	Fonds de commerce <i>Key money</i>	Droit de distribution <i>Distribution rights</i>	Goodwill <i>Goodwill</i>	Autres actifs incorporels <i>Other intangibles</i>	Total	In thousands of CHF <i>Cost</i>
Valeur comptable brute								At 1 January 2016
Au 1 janvier 2016		24 239	7 304	5 413	7 288	2 384	46 628	At 1 January 2016
Investissements		-	-	-	-	389	389	Investments
Cessions		-	-	-	-	-51	-51	Disposals
Différences de change		-195	-72	-53	-	-33	-353	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2016		24 044	7 232	5 360	7 288	2 689	46 613	At 31 December 2016
Investissements		-	-	-	-	337	337	Investments
Cessions		-	-2 348	-5 552	-	-743	-8 643	Disposals
Différences de change		1 795	532	192	-	169	2 688	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2017		25 839	5 416	-	7 288	2 452	40 995	At 31 December 2017
Amortissements cumulés								Accumulated amortization
Au 1 janvier 2016			63	833	-	2 069	6 831	At 1 January 2016
Amortissements	21		278	178	-	223	1 457	Amortization
Ajustements de valeur	9		-	218	-	31	249	Impairments
Cessions			-	-	-	-51	-51	Disposals
Différences de change			-	-18	-	-24	-91	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2016			341	1 211	-	2 248	8 395	At 31 December 2016
Amortissements	21		216	144	-	228	1 381	Amortization
Cessions			-	-575	-	-490	-6 617	Disposals
Différences de change			-	89	-	148	401	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2017			557	869	-	2 134	3 560	At 31 December 2017
Valeur comptable nette								Net book value
Au 1 janvier 2016		24 176	6 471	1 547	7 288	315	39 797	At 1 January 2016
Au 31 décembre 2016		23 703	6 021	765	7 288	441	38 218	At 31 December 2016
Au 31 décembre 2017		25 282	4 547	-	7 288	318	37 435	At 31 December 2017

9 TEST DE DÉPRÉCIATION DES ACTIFS INCORPORELS DONT LA DURÉE DE VIE EST INDÉTERMINÉE

9.1 Marques

9.1.1 Montants attribués

Au 31 décembre, la valeur comptable de la marque dont la durée de vie est indéterminée est la suivante :

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Valeur de la marque Le Coq Sportif	19 744	21 539	Value of the brand Le Coq Sportif
Valeur de la marque	19 744	21 539	Value of the brand

La valeur de la marque acquise, dont la durée de vie est indéterminée, est soumise à un test de dépréciation de valeur chaque année. Un ajustement de valeur est effectué lorsque la valeur recouvrable estimée de l'actif incorporel est inférieure à la valeur comptable nette. Airesis utilise une méthode qui se base sur la conversion des revenus en équivalent-licences par l'application du taux moyen appliqué par la société à ses licenciés pour déterminer la juste valeur de l'UGT. La durée de vie de chaque marque est déterminée individuellement.

9.1.2 Hypothèses principales utilisées dans les calculs du test de dépréciation

Les éléments les plus sensibles du modèle de calcul sont les suivants :

- Taux de conversion des revenus réalisés en direct en équivalent-licences : Les ventes réalisées à travers les propres réseaux des unités génératrices de trésorerie sont converties en équivalent-licences en utilisant le taux moyen appliqué par les sociétés à ses licenciés. Ces taux moyens varient de 5% à 6% pour le textile.
- Croissance des revenus : L'actualisation des revenus se fait sur une durée indéterminée. La base de référence utilisée est l'année en cours et une projection sur les années suivantes en utilisant un taux de croissance nul.
- Taux d'actualisation : Les taux d'actualisation représentent l'appréciation du management des risques liés à chaque unité. Ces taux sont actualisés en tenant compte de l'évolution des risques liés au développement de chaque unité génératrice de trésorerie. Le taux est de 11.8% (2016 : 11.8%) pour une marque bien établie comme « Le Coq Sportif ».
- Sensibilité au taux d'actualisation : Une augmentation du taux d'actualisation de 5% a été simulée soit 16.8% pour la marque Le Coq Sportif. Cette augmentation n'entraînerait pas d'ajustement de valeur.

9 IMPAIRMENT TEST FOR INTANGIBLE ASSETS WITH AN INDEFINITE USEFUL LIFE

9.1 Brands

9.1.1 Amounts assigned

As at 31 December the book value of the brand with an indefinite useful life is as follows:

The brand value acquired with an indefinite useful life is submitted to an annual impairment test. An impairment is required when the estimated recoverable market value of the intangible asset is less than the net accounting value. Airesis applies a method based on the conversion of revenue into license equivalents by using the average rate applied by the company to its licensees to determine the CGU's fair value. The useful life of each brand is determined individually.

9.1.2 Key assumptions used in calculating impairment test

The most sensitive elements of the calculation model are:

- Conversion rates of income realized directly based on license equivalents: Sales realized through cash-generating units' own networks are converted into license equivalents using the average rate applied by the companies to its licensees. These average rates vary between 5% and 6% for textiles.
- Revenue growth: Discounting of revenue is done on an indeterminate period. The reference base is the current year and a projection on future years using a zero growth rate.
- Capitalization rate: The capitalization rate represents management's assessment of the risks linked to each unit. These rates are updated considering the risk exposure tied to each cash-generating unit. The rate is 11.8% (2016: 11.8%) for a well-established brand like Le Coq Sportif.
- Sensitivity to the discount rate: A 5% increase in the discount rate was simulated – in other words 16.8% for the brand Le Coq Sportif. The incremented discount rate does not imply any impairment loss.

9.1.3 Durée d'utilisation indéterminée

La durée d'utilisation indéterminée de la marque Le Coq Sportif est revue annuellement pour déterminer si la durée d'utilisation indéterminée est toujours justifiée. Le management maintient son opinion quant au fait que la marque a un potentiel dont la durée n'est pas définie dans le temps et ne peut pas l'être. L'objectif est en effet la valorisation de cette marque et non son utilisation sur une période déterminée.

Le maintien de la décision de fixer une durée indéterminée à l'actif incorporel de la marque Le Coq Sportif se base sur les éléments suivants :

- l'utilisation des marques est illimitée et cet actif peut être vendu ou utilisé par une autre équipe de direction ;
- les marques n'ont pas un seul cycle de vie, mais plusieurs en fonction des produits porteurs de celles-ci ; les marques reprises sont porteuses d'une image allant au-delà des produits actuellement porteurs de la marque ;
- il n'y a pas d'obsolescence technique ou technologique des marques ; la durée de vie dépend des produits et non des marques ;
- les secteurs du sport et de l'habillement sont des secteurs stables sur la durée car le besoin est illimité dans le temps ;
- les dépenses de maintenance sont davantage liées aux produits qu'aux marques ;
- les droits de licences des marques sont renouvelables et les frais y relatifs sont négligeables en relation avec les produits avérés ou potentiels ;
- la durée de vie des marques ne dépend pas uniquement de la durée de vie d'un ou de quelques produits.

9.2 Goodwill

9.2.1 Montants attribués

Au 31 décembre, la valeur comptable du goodwill dont la durée de vie est indéterminée est la suivante :

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Goodwill issu de l'acquisition du groupe Movement	7 288	7 288	Goodwill recognized as part of the acquisition of Movement group
Valeur du Goodwill	7 288	7 288	Value of Goodwill

La valeur du goodwill issu de l'acquisition du groupe Movement, dont la durée de vie est indéterminée, est soumis à un test de dépréciation de valeur chaque année. Un ajustement de valeur est effectué lorsque la valeur recouvrable estimée de l'actif incorporel (valeur d'utilité) est inférieure à la valeur comptable nette.

Les éléments les plus sensibles du modèle de calcul sont les suivants :

- Flux de trésorerie actualisés : L'actualisation des flux de trésorerie se fait sur la base de revenus projetés sur les 5 années à venir ; la projection considère les performances passées et les attentes de la direction en matière de développement du marché. Au-delà le taux de croissance des revenus est de 2%.
- Taux d'actualisation : Le taux d'actualisation représente l'appréciation du management des risques liés. Ce taux est actualisé en tenant compte de l'évolution des risques liés au développement de l'unité génératrice de trésorerie. En 2017, le taux d'actualisation est de 6.2% (2016: 6.2%).
- Sensibilité au taux d'actualisation et des flux de trésorerie sans effet de levier (UFCF): Une augmentation du taux d'actualisation de 20% a été simulée. Cette augmentation n'entraînerait pas d'ajustement de valeur. Si les UFCF étaient réduit de 30%, aucun ajustement de valeur ne serait nécessaire.

9.1.3 Indefinite useful life

The indefinite useful life of Le Coq Sportif brand is reviewed annually to determine whether its indefinite economic life is justified. Management remains of the opinion that this brand has a potential which cannot be constrained by a determinate time frame. In fact, the aim is to enhance the value of these the brand and not to exploit it within a fixed period of time.

The decision to set an indefinite time span for intangible assets referred to as Le Coq Sportif brand is based on the following considerations:

- Use of the brands is unlimited and the asset may be sold or used by another management team without suffering any loss in value;
- Brands are not limited to one lifecycle but go through several depending on the revenue generating products of the brands in question. The brands referred to here have a recognition factor exceeding the products that currently bear their brand name;
- There is no technical or technological obsolescence of brands; their economic life depends on the products, not on the brand name itself;
- The sports and clothing segments have long-term stability since the need is not limited to time;
- Maintenance expenses are more closely linked to the products than the brands themselves;
- Brand license fees are renewable and related costs are insignificant in relation to a proven product or the existing potential of the brand in question.
- The economic life of a brand does not depend solely on the useful life of one or more of its products.

9.2 Goodwill

9.2.1 Amounts assigned

As at 31 December the book value of goodwill with an indefinite useful life is as follows:

The goodwill recognized as part of the acquisition of Movement group, which has an indefinite useful life, is submitted to an annual impairment test. An impairment is required when the estimated recoverable market value of the intangible asset (value in use) is less than the net accounting value.

The most sensitive elements of the calculation model are:

- Discounted cash flows: Discounted cash flows are based on projected revenues over the next five years; the projection considers management's past performance and expectations in terms of market development. Revenue growth rate beyond this period is 2%.
- Discount rate: The discount rate represents management's assessment of the risks linked. This rate is updated considering the risk exposure tied to the cash-generating unit. In 2017, the discount rate is 6.2% (2016: 6.2%).
- Sensitivity to the discount and unlevered Free Cash Flow (UFCF): An increase in the discount rates of 20% was simulated. The incremented discount rates would not require an impairment. If the UFCF were decreased by 30%, no impairment would be necessary.

9.3 Fonds de commerce

9.3.1 Montants attribués

Au 31 décembre, les valeurs comptables des fonds de commerce sont les suivantes :

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Valeur des fonds de commerce - durée de vie indéterminée	4 536	3 769	Value of key money - indefinite useful life
Valeur des fonds de commerce - amortis sur la durée du bail	1 485	778	Value of key money - amortized based on the lease contract term
Valeur des fonds de commerce	6 021	4 547	Value of key money

La valeur des fonds de commerce acquis, dont la durée de vie est indéterminée, est soumise à un test de dépréciation de valeur chaque année. Ce test est réalisé sur la base de la rentabilité de chaque boutique (flux de trésorerie futurs actualisés par UGT) ainsi que des informations de marché le cas échéant. Aucun ajustement de valeur n'a été reconnu sur les fonds de commerce en 2017 (2016: KCHF 218).

9.3.2 Hypothèses principales utilisées dans les calculs de tests de dépréciation

Les éléments les plus sensibles du modèle de calcul sont les suivants :

- Flux de trésorerie actualisés : L'actualisation des flux de trésorerie se fait sur la base du budget des deux années suivantes et une projection sur les 3 années suivantes en utilisant un taux de croissance des revenus de 9% à 12%. Au delà le taux de croissance des revenus est de 2%.
- Taux d'actualisation : Les taux d'actualisation représentent l'appréciation du management des risques liés à chaque unité. Ces taux sont actualisés en tenant compte de l'évolution des risques liés au développement de chaque unité génératrice de trésorerie. En 2017, le taux d'actualisation est de 7.0% (2016: 5.8%).
- Sensibilité au taux d'actualisation et de croissance : Une augmentation du taux d'actualisation de 20% a été simulée. Cette augmentation n'entraînerait pas d'ajustement de valeur. Si le taux de croissance des revenus était nul, aucun ajustement de valeur ne serait nécessaire.

9.3 Key money

9.3.1 Amounts assigned

As at 31 December the book value of key money is as follows:

The value of key money with an indefinite useful life is submitted annually to an impairment test. The test is run based on the profitability of each store (discounted cashflows by CGU) and on market information. No change in value was recognized for the key money in 2017 (2016: KCHF 218).

9.3.2 Key assumptions used in calculating impairment tests

The most sensitive elements of the calculation model are:

- Discounted cashflows: Discounting of cashflows is done using as base the following two years' budgets and a projection of the three following years using a 9% to 12% growth rate and 2% after that.
- Discount rate: The discount rate represents management's assessment of the risks linked to each unit. These rates are updated considering the risk exposure tied to each cash-generating unit. In 2017, the discount rate is 7.0% (2016: 5.8%).
- Sensitivity to the discount and growth rates: An increase in the discount rates of 20% was simulated. The incremented discount rates would not require to impair key money. If the revenue growth is nil, no impairment would be necessary.

10 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En milliers de CHF	Note	Terrains et bâtiments <i>Land and buildings</i>	Bureaux et installations <i>Offices and installations</i>	Equipements et autres <i>Equipment and other</i>	Total	In thousands of CHF
Valeur comptable brute						Cost
Au 1 janvier 2016		351	2 512	12 676	15 539	At 1 January 2016
Acquisitions		508	344	3 341	4 193	Investments
Cessions		-	-	-1 081	-1 081	Disposals
Différences de change		-12	-74	-264	-350	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2016		847	2 782	14 672	18 301	At 31 December 2016
Acquisitions		232	410	1 233	1 875	Investments
Cessions		-	-541	-2 273	-2 814	Disposals
Reclassements		1 107	-	-1 107	-	Reclassifications
Différences de change		148	136	1 154	1 438	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2017		2 334	2 787	13 679	18 800	At 31 December 2017
Amortissements cumulés						Accumulated depreciation
Au 1 janvier 2016		-	1 483	7 425	8 908	At 1 January 2016
Amortissements	21	31	447	1 736	2 214	Depreciation
Cessions		-	-	-1 038	-1 038	Disposals
Ajustements de valeur	21	-	-	226	226	Impairments
Différences de change		-1	-29	-144	-174	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2016		30	1 901	8 205	10 136	At 31 December 2016
Amortissements	21	83	444	1 577	2 104	Depreciation
Cessions		-	-537	-1 856	-2 393	Disposals
Différences de change		8	130	689	827	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2017		121	1 938	8 615	10 674	At 31 December 2017
Valeur comptable nette						Net book value
Au 1 janvier 2016		351	1 029	5 251	6 631	At 1 January 2016
Au 31 décembre 2016		817	881	6 467	8 165	At 31 December 2016
Au 31 décembre 2017		2 213	849	5 064	8 126	At 31 December 2017

11 EMPRUNTS BANCAIRES A COURT TERME

11 BANK OVERDRAFTS AND SHORT-TERM DEBT

En milliers de CHF	Note	2016	2017	In thousands of CHF
Dépassements bancaires en comptes courants		689	622	Bank overdrafts
Emprunts bancaires à court terme		27 041	28 320	Short-term bank loans
Part à court terme des emprunts bancaires à long terme	16	4 457	2 884	Current portion of long-term bank loans
Emprunts bancaires à court terme		32 187	31 826	Bank overdrafts and short-term debt

Concernant la juste valeur, nous renvoyons le lecteur à la note 35.

With regards to fair value, we refer the reader to note 35.

Le taux d'intérêts moyen pondéré et payé en 2017 est de 1.30% (2016 : 1.71%).

The weighted average interest rate paid in 2017 is 1.30% (2016: 1.71%).

Les conditions auxquelles ces prêts ont été octroyés sont les suivantes :

These loans were issued under the following conditions:

	2016			2017			
	Montants <i>Amount</i>	Intérêts <i>Interest rate</i>		Montants <i>Amount</i>	Intérêts <i>Interest rate</i>		
		De <i>From</i>	A <i>To</i>		De <i>From</i>	A <i>To</i>	Split per currency in thousands of CHF
Répartition par devise en milliers de CHF							
EUR	29 247	0.85%	4.81%	28 617	0.80%	4.81%	EUR
CHF	2 940	1.95%	2.65%	3 209	1.95%	2.50%	CHF
Emprunts bancaires à court terme	32 187	0.85%	4.81%	31 826	0.80%	4.81%	Bank overdrafts and short-term debts

Répartition par type de taux d'intérêts en milliers de CHF	2016	2017	Allocation by interest rate type in thousands of CHF
Taux fixes	8 727	8 730	Fixed
Taux variables	23 460	23 096	Floating
Emprunts bancaires à court terme	32 187	31 826	Bank overdrafts and short-term debts

12 DETTES FOURNISSEURS

En milliers de CHF	2016	2017
Dettes fournisseurs	40 137	28 886

Ces montants correspondent aux dettes des diverses entités consolidées envers les fournisseurs. Les conditions de paiement sont comprises entre 30 et 90 jours. La note 34 présente les échéances. Concernant la juste valeur, nous renvoyons le lecteur à la note 35.

Une dette fournisseur de MCHF 14 (MUSD 15) a été reclassée dans les provisions à long-terme. Pour de plus amples informations, nous renvoyons le lecteur à la note 15.

12 TRADE PAYABLES

	In thousands of CHF
Trade payables	

These amounts represent trade payables to suppliers. Payment terms vary between 30 and 90 days. Due dates are listed in note 34. With regards to the fair value, we refer the reader to note 35.

Trade payable of MCHF 14 (MUSD 15) has been reclassified to long-term provisions. For further information, we refer the reader to note 15.

13 AUTRES DETTES

13.1 Autres dettes à court terme

En milliers de CHF	Note	2016	2017	In thousands of CHF
Indemnités et autres avantages sociaux courus		3 836	3 564	Accruals for compensation and other social benefits
Charges à payer		327	289	Accrued invoices
TVA et autres impôts		5 403	5 739	VAT and other tax payables
Instruments financiers	35	177	547	Financial instruments
Paieement différé lié à l'acquisition du groupe Movement - Tiers		1 333	2 000	Deferred payment for Movement group acquisition - Third parties
Paieement différé lié à l'acquisition du groupe Movement - Parties liées		667	1 000	Deferred payment for Movement group acquisition - Related parties
Autres		3 027	2 924	Others
Autres dettes à court terme		14 770	16 063	Other short-term liabilities

13 OTHER LIABILITIES

13.1 Other short-term liabilities

13.2 Autres dettes à long terme

En milliers de CHF	Note	2016	2017	In thousands of CHF
Emprunts convertibles		4 074	4 816	Convertible Loans
Instrument financier dérivé		306	172	Derivative financial instrument
Engagements liés aux paiements fondés sur des actions - plan de stock option I du Coq Sportif	18.2	429	368	Liability related to share-based payments – stock option plan I in favor of Le Coq Sportif's employees
Obligations convertibles du Coq Sportif		913	1 002	Le Coq Sportif's convertible bond
Paieement différé lié à l'acquisition du groupe Movement - Tiers		1 264	636	Deferred payment for Movement group acquisition - Third parties
Paieement différé lié à l'acquisition du groupe Movement - Parties liées		633	318	Deferred payment for Movement group acquisition - Related parties
Autres emprunts à des parties-liées		370	379	Other loans from related parties
Autres dettes à long terme		7 989	7 691	Other long-term liabilities

Pour plus d'informations concernant les emprunts convertibles, nous renvoyons le lecteur à la note 26.

For further information regarding convertible loans, we refer the reader to note 26.

14 RECONCILIATION DE LA DETTE NETTE

14 NET DEBT RECONCILIATION

En milliers de CHF	2017	In thousands of CHF
Liquidité et équivalents	4 285	Cash and cash equivalents
Dépassements bancaires en comptes courants	-622	Bank overdraft
Total des liquidités et dépassements bancaires	3'663	Total cash and bank overdraft
Dettes à court terme		Short-term debt:
Emprunts bancaires	-31 204	Loans and borrowings from banks
Paieement différé lié à l'acquisition du groupe Movement	-3 000	Deferred payment for Movement group acquisition
Total des dettes à court terme	-34 204	Total of short-term debt
Dettes à Long terme		Long-term debt
Emprunts bancaires	-7 315	Loans and borrowings from banks
Emprunts convertibles	-4 816	Convertible loans
Instrument financier dérivé	-172	Derivative financial instrument
Obligations convertibles du Coq Sportif	-1 002	Le Coq Sportif's convertible bond
Paieement différé lié à l'acquisition du groupe Movement	-954	Deferred payment for Movement group acquisition
Autres dettes à long terme	-379	Other long-term liabilities
Total des dettes à long terme	-14 638	Total of long-term debt
Dette nette	-45 179	Net debt
Liquidités et placements à court terme	4 285	Cash and short-term investments
Endettement brut - taux d'intérêts fixes	-18 502	Gross debt - fixed interest rates
Endettement brut - taux d'intérêts variables	-30 962	Gross debt - variable interest rates
Total	-45 179	Total

	2017				
En milliers de CHF	liquidités et dépassements bancaires en comptes courants / Cash / bank overdraft	Emprunts à court terme / Short-term Borrowings	Emprunts à long terme / Long-term Borrowings	Total	In thousands of CHF
Dette nette au 1 janvier 2017	9 331	-33 497	-14 604	-38 770	Net debt as of January 1, 2017
Flux de trésorerie	-6 095	-	-	-6 095	Cash flows
Emprunts	-	-4 357	-1 999	-6 356	Borrowings
Remboursements	-	6 405	2 536	8 941	Repayments
Transferts	-	682	-682	-	Transfers
Ajustement des taux de change	427	-2 439	-607	-2 619	Foreign exch. adjustments
Autres opérations non monétaire	-	-998	718	-280	Other non-cash movements
Dette nette au 31 décembre 2017	3 663	-34 204	-14 638	-45 179	Net debt as of December 31, 2017

15 PROVISIONS

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Au 1 janvier	65	86	At 1 January
Dotations	65	67	Allocated
Utilisations	-44	-	Used
Reclassification	-	13 690	Reclassification
Différences de change	-	739	Currency translation adjustments
Au 31 décembre	86	14 582	At 31 December
Répartition selon			Of which
- Provisions à court terme	86	164	- Short-term provisions
- Provisions à long terme	-	14 418	- Long-term provisions

Les provisions pour risques opérationnels concernent des provisions pour indemnités dues à des collaborateurs ainsi que des engagements sur la liquidation ou cession de sociétés. Les dotations faites en 2017 concernent le montant des indemnités de départ anticipé pour des collaborateurs en Italie.

Les provisions à long terme incluent une dette de MCHF 14 (MUSD 15), due à un fournisseur de marchandises, liée à des problèmes de qualité et de tarification. Compte tenu des discussions en cours avec ce fournisseur, et dans la mesure où le règlement de la dette n'est pas attendu dans les douze prochains mois, la dette a été classée en passifs non courants.

15 PROVISIONS

Provisions for operational risks include provisions for severance payments to employees and for liquidated or disposed companies. Allocations made in 2017 are related to severance payments to employees in Italy.

Long-term provisions include a debt of MCHF 14 (MUSD 15) due to a supplier which is linked to quality and pricing issues. Given the on-going discussions with this supplier, and to the extent that debt settlement is not expected in the next twelve months, the debt has been classified as a non-current liability.

16 EMPRUNTS BANCAIRES A LONG TERME

En milliers de CHF	Note	2016	2017	In thousands of CHF
Emprunts bancaires		11 502	10 199	Bank loans
Part à court terme des emprunts bancaires	11	-4 457	-2 884	Current portion of bank loans
Emprunts bancaires à long terme		7 045	7 315	Loans and borrowings

Concernant la juste valeur des emprunts bancaires à long terme, nous renvoyons le lecteur à la note 35.

Le taux d'intérêts moyen pondéré et payé en 2017 est de 2.52% (2016: 2.57%).

Les conditions auxquelles ces prêts ont été effectués sont les suivantes :

With regards to the fair value, we refer the reader to note 35.

The weighted average interest rate paid in 2017 was 2.52% (2016: 2.57%).

These loans were issued under the following conditions:

	2016			2017			
	Montants Amount	Intérêts Interest rate		Montants Amount	Intérêts Interest rate		
Répartition par devise en milliers de CHF		De From	A To		De From	A To	Split per currency in thousands of CHF
EUR	1 285	0.85%	4.81%	1 555	0.30%	4.80%	EUR
CHF	5 760	2.65%	2.65%	5 760	2.65%	2.65%	CHF
Emprunts bancaires à long terme	7 045	0.85%	4.81%	7 315	0.30%	4.80%	Loans and borrowings

Répartition par type de taux d'intérêts en milliers de CHF	2016	2017	Allocation by type of interest in thousands of CHF
Taux fixes	6 361	7 315	Fixed
Taux variables	684	-	Floating
Emprunts bancaires à long terme	7 045	7 315	Loans and borrowings

Échéances des emprunts à long terme en milliers de CHF	2016	2017	Maturities of long-term debts in thousands of CHF
2018	2 338	-	2018
2019	1 606	2 018	2019
2020	1 482	1 781	2020
2021	1 619	1 753	2021
2022 (et plus tard - année précédente)	-	1 557	2022 (and later – prior year)
2023 (et plus tard - année en cours)	-	206	2023 (and later – current year)
Emprunts bancaires à long terme	7 045	7 315	Loans and borrowings

Les échéances présentées sont contractuelles.

The maturity dates shown above are contractual.

17 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

En dehors des assurances sociales régies par la loi, il existe au sein du périmètre de consolidation plusieurs régimes indépendants de retraite postérieurs à l'emploi. Dans la plupart des cas, il n'existe pas d'actifs indépendants pour couvrir les retraites dans les filiales. Des provisions sont alors constituées pour ces obligations et intégrées aux passifs non courants du bilan. La plupart des salariés sont couverts par des régimes de prévoyance à prestations définies. Pour les régimes de retraite les plus importants, les obligations sont revues tous les ans par des actuaires indépendants.

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Engagements de prévoyance non financés	1 186	1 412	Unfunded post-employment benefits
Autres avantages à long terme	203	199	Other long-term benefits
Provisions pour avantages au personnel	1 389	1 611	Long-term employee benefits

17 PERSONNEL POST-EMPLOYMENT BENEFITS

In addition to social security insurances governed by the state, there exist in the consolidated entities several independent post-employment retirement schemes. In most cases, subsidiaries have no independent assets to cover pensions. Therefore, provisions are included to cover these obligations and integrated into non-current liabilities on the balance sheet. The majority of salaried employees are covered by defined pension plan schemes. For the most prominent pension schemes, independent actuaries review these obligations annually.

17.1 Plans en primauté des prestations

17.1.1 Evolution de la valeur actuelle des engagements de prévoyances

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Balance au 1 janvier	3 205	3 231	Balance January 1
Coût des services rendus	305	401	Current service cost
Intérêts	23	18	Interests
Réévaluation liée aux modifications d'hypothèses financières	83	-73	Remeasurements arising from changes in financial assumptions
Réévaluation liée aux modifications d'hypothèses démographiques	86	-	Remeasurements arising from changes in demographic assumptions
Prestations payées estimées	-118	-611	Estimated benefit payments
Changement de plan	-26	-	Plan change
Changements démographiques	-321	768	Change of population
Ecart de conversion	-6	18	Translation adjustment
Balance au 31 décembre	3 231	3 752	Balance December 31

17.1.2 Evolution des actifs des plans de prévoyance

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Balance au 1 janvier	1 997	2 045	Balance January 1
Intérêts	15	12	Interests
Cotisations de l'employeur	71	112	Company contributions
Cotisations des employés	71	112	Employee contributions
Cotisations des bénéficiaires du plan	-	107	Plan participants contributions
Gains/(pertes)	8	565	Gains/(losses)
Estimation des prestations versées/reçues	-118	-612	Estimated benefit payments
Ecart de conversion	1	-	Translation adjustments
Balance au 31 décembre	2 045	2 341	Balance December 31

17.1.3 Hypothèses actuarielles

	2016		2017		
	Abroad	Swiss	Abroad	Swiss	
Taux d'actualisation moyen	1.4%	0.6%	1.3%	0.7%	Discount rate
Taux attendus d'augmentation des salaires moyen	1.5%	1.5%	1.5%	1.5%	Salary increase
Taux d'indexation des rentes	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	Pension indexation
Taux d'intérêt crédité sur les comptes épargne	0.0%	0.6%	0.0%	0.7%	Interest credited on savings accounts

La durée totale des plans est de 20 ans (2016: 21,2 ans). La table de mortalité générationnelles BVG2015 (2016: BVG2015) a été utilisée pour le calcul des plans.

Total plans duration is 20 years (2016: 21.2 years) The generational mortality table BVG2015 (2016: BVG2015) was used for plans calculation.

17.2 Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont constitués du plan d'indemnité de départ (TFR) des employés italiens du Coq Sportif pour KCHF 146 (2016 : KCHF 151) et des employés tunisiens du groupe Movement pour KCHF 53 (2016: KCHF 52). Le résultat annuel de ces plans respectifs est une charge de KCHF 43 (2016 : charge KCHF 21) pour l'Italie et une charge de KCHF 1 (2016: Charge KCHF 2) pour la Tunisie. Le taux d'actualisation et le taux attendu d'augmentation des salaires sont respectivement de 1.3% (2016 : 1.3%) et 1.5% (2016 : 1.5%) pour l'Italie et de 7.5% (2016: 6.2%) et 4.5% (2016: 4.0%) pour la Tunisie.

17.1 Defined benefits plans

17.1.1 Evolution of present value of defined benefit obligation

17.1.2 Evolution of plan assets

17.1.3 Actuarial assumptions

17.2 Other long-term benefits

Other long-term benefits are related to Le Coq Sportif's Italian severance allowance ("TFR") for KCHF 146 (2016: KCHF 151) and Tunisian employees of Movement group for KCHF 53 (2016: KCHF 52). Expense of KCHF 43 (2016: Expense of KCHF 21) in Italy and KCHF 1 (2016: KCHF 2) in Tunisia were recognized in 2017. The discount rate and the expected rate of salary increase used are 1.3% (2016: 1.3%) and 1.5% (2016: 1.5%) in Italy and 7.5% (2016: 6.2%) and 4.5% (2016: 4.0%) in Tunisia.

17.3 Analyse de sensibilité

17.3 Sensitivity analysis

En milliers de CHF	Variations des engagements de prévoyance Defined benefit obligation variations	In thousands of CHF
Taux d'escompte + 0.25%	-166	Discount rate + 0.25%
Taux d'escompte - 0.25%	193	Discount rate - 0.25%
Taux de croissance annuelle des salaires + 0.5%	19	Salary increase + 0.5%
Taux de croissance annuelle des salaires - 0.5%	-21	Salary increase - 0.5%

Les contributions prévues en 2018 sont identiques à celles de l'année en cours.

2018 expected contributions are the same as the contribution of the current year.

18 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS OU DES INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES

18 SHARE-BASED OR EQUITY-SETTLED PAYMENT TRANSACTIONS

18.1 Le Coq Sportif – Plan en faveur du management

- Plan I : ABSA

Le plan de participation en faveur des cadres dirigeants du Coq Sportif contient 9 999 ABSA (actions avec bons de souscriptions attachés). 20 bons de souscriptions sont attachés à chaque action, ce qui représente 199 980 bons de souscription d'actions (chaque bon donnant le droit de souscrire une action au prix de EUR 14.95).

Des bons de souscription d'actions sont exerçables et liés à l'atteinte de certains niveaux de valorisation du Coq Sportif déterminés lors de la cession de la majorité par Airesis.

Au 31 décembre 2017, l'engagement comptabilisé dans les fonds propres pour ce plan est KCHF 2 866 (2016 : KCHF 2 627). La variation de KCHF +239 est due à l'impact du taux de change.

- Plan II : Actions gratuites

En 2015, un plan de participation en faveur des cadres dirigeants du Coq Sportif contenant 112 837 actions gratuites a été conclu. Il s'agit d'un plan qualifié de plan de paiement en actions réglé en instruments de capitaux propres ("equity-settled") dont l'engagement est comptabilisé dans les fonds propres pour un montant de KCHF 2 035 (2016: KCHF 787).

L'obtention définitive des droits est liée à une condition de présence des cadres dirigeants bénéficiaires dans la société pour une période de quatre ans (50% après deux ans et 50% après quatre ans). Une charge de KCHF 1 356 (2016 : KCHF 450) a été reconnue en 2017.

18.2 Le Coq Sportif – Plan de stock option I

Un plan de stock-options, initialement de 59 700 options d'achat (avec un prix d'exercice de EUR 11.23), concernant l'ensemble du personnel du Coq Sportif a été mis en place durant l'exercice 2008. En mai 2012, l'Assemblée Générale du Coq Sportif a approuvé la proposition du conseil d'administration qui consiste à attribuer définitivement 26 910 options, acquises et exerçables, aux employés ayant remplis les conditions de présence. Selon l'accord, la société, au cas où elle serait encore non cotée au moment de la cession, s'engage à racheter ou à faire racheter par un actionnaire ou un investisseur qu'elle désignera les titres présentés à la vente au prix de rachat d'une fois le chiffre d'affaire du Coq Sportif, à condition que sur le dernier exercice, le résultat opérationnel soit égal à un minimum de 8% du chiffre d'affaires. Compte tenu de l'engagement de rachat des actions, ce plan en faveur des employés est qualifié de plan de paiement en actions réglé en numéraire. Il est comptabilisé au passif, sous autres dettes à long terme pour un montant de KCHF 368 (2016 : KCHF 429) pour 24 255 options en circulation et 2 655 actions (options exercées) au 31 décembre 2017. Un produit de KCHF 99 (2016 : Charge de KCHF 66) a été reconnu en 2017 dû à la réévaluation de la probabilité d'atteinte des objectifs de performance.

18.1 Le Coq Sportif – profit-sharing plan for management

- Plan I: ABSA

The share based incentive plan for senior executives of Le Coq Sportif consists of 9 999 ABSA (shares with attached share purchase vouchers). Twenty share purchase vouchers are attached to each share, which represents 199 980 share purchase vouchers (each voucher entitles subscription to one share at a price for EUR 14.95).

The vouchers can be exercised and linked to the valuation of Le Coq Sportif as determined when Airesis sells its majority stake.

As at December 31st 2017, the commitment recognized in equity for this plan is KCHF 2 866 (2016: KCHF 2 627). The variation of KCHF +239 is due to the impact of exchange rate.

- Plan II: Shares

In 2015, share based incentive plan for senior executives of Le Coq Sportif consisting of 112 837 free shares was signed. This plan qualifies as an equity-settled share-base payment plan and is recorded in equity for an amount of KCHF 2 035 (2016: KCHF 787).

Definitive acquisition rights are related to a condition of presence of executives beneficiaries in the company for a period of four years (50% after two years and 50% after four years). An expense of KCHF 1 356 (2016: KCHF 450) was recognized in 2017.

18.2 Le Coq Sportif – Stock option plan I

A stock option plan, initially granting 59 700 call options (with an exercise price of EUR 11.23), was introduced in 2008 for all employees of Le Coq Sportif. In May 2012, Le Coq Sportif's General Shareholders' Meeting approved the Board of Directors' proposition to grant 26 910 exercisable options to the employees having fulfilled the plan's original presence conditions. According to the agreement, if Le Coq Sportif is still not listed when an employee presents a share for sale, the company agrees to repurchase or have a shareholder or investor that it will designate repurchase the securities offered for sale at a purchase price equivalent to the company's last annual turnover, provided that in the last accounting period, the consolidated operating income is equal to at least 8% of the revenue. Given the commitment to repurchase the shares, the plan for employees is qualified as a cash-settled share-based plan. It is recorded within liabilities under "Other long-term debt" for an amount of KCHF 368 (2016: KCHF 429) for 24 255 outstanding options and 2 655 shares (exercised options) at December 31st 2017. A profit of KCHF 99 (2016: expense of KCHF 66) was recognized in 2017 due to the revaluation of the probability of achieving the performance targets.

19 IMPÔTS

En plus de l'impôt courant, les comptes consolidés montrent un actif d'impôts différés nets de KCHF 10 670. L'impôt différé actif provient principalement de l'effet des pertes reportées. L'impôt différé passif provient de l'effet des actifs incorporels reconnus lors de l'acquisition des sociétés par Airesis.

Les impôts différés actifs reconnus sur les pertes reportables sont majoritairement lié aux entités françaises du groupe qui disposent de pertes reportables de manière illimitée.

Le mouvement des impôts différés au cours de l'année est présenté ci-après :

	Au 31 décembre 2016 At 31 December 2016	Effet sur le compte de résultat Income statement impact	Composante fonds propres Equity component	Variation de change Currency translation adjustments	Au 31 décembre 2017 At 31 December 2017	
En milliers de CHF						In thousands of CHF
Autres actifs et passifs	1 963	-245	111	154	1 983	Other assets and liabilities
Pertes reportées	12 468	222	-	1 146	13 836	Tax losses carried forward
Impôts différés actifs	14 431	-23	111	1 300	15 819	Deferred tax assets
Biens immobiliers	3	-3	-	-	-	Fixed assets
Autres actifs et passifs	-188	272	-106	-1	-23	Other assets and liabilities
Marques	-5 196	453	-	-383	-5 126	Brands
Impôts différés passifs	-5 381	722	-106	-384	-5 149	Deferred tax liabilities
Impôts différés nets	9 050	699	5	916	10 670	Net deferred taxes
Présentés sous						Shown as
Impôts différés actifs	10 258				11 213	Deferred tax assets
Impôts différés passifs	-1 208				-543	Deferred tax liabilities

L'effet fiscal sur le compte de résultat consolidé est le suivant :

The tax effect on the consolidated income statement is as follows:

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Charges fiscales courantes	-1 344	-400	Current income tax
Impôts différés	277	699	Deferred income tax
Impôts	-1 067	299	Income tax

Le montant des pertes fiscales reportables sur les exercices futurs qui ne font pas l'objet d'une activation se présente selon leur date d'échéance comme suit :

Tax losses carried forward which have not been recognized as deferred tax assets, with their expiry dates, are as follows:

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
2020 (et plus tard - année précédente)	-	-	2020 (and later - prior year)
2021 (et plus tard - année en cours)	11 076	12 815	2021 (and later - current year)
illimitées	37 406	40 636	unlimited
Total des pertes reportables	48 482	53 451	Total tax losses carried forward

Les pertes fiscales reportables sur une période illimitée proviennent principalement des sociétés françaises (taux d'imposition de 33.3%).

Tax losses carried forward over an unlimited period stem mainly from the French companies (tax rate 33.3%).

19 TAXES

In addition to current taxes, the consolidated statements show a net deferred tax asset of KCHF 10 670. The deferred tax asset stems primarily from tax losses carried forward. The deferred tax liability stems from the effect the intangible assets had when recognized at the time Airesis acquired the companies.

Deferred tax assets on loss carry forwards are mainly linked to French entities of the group which can carry forward losses indefinitely.

The movement in deferred taxes during the course of the year is as follows:

Le montant des charges fiscales se décompose selon le tableau suivant :

Tax expenses are broken down as follows:

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Résultat avant impôt	-16 912	-3 107	Earnings before tax (EBT)
Impôts attendus aux taux appliqués aux résultats dans les pays concernés	5 061	82	Expected taxes at the domestic rates applicable
Taux d'impôt moyen pondéré	29.9%	2.6%	Weighted average tax rate
Variation des pertes reportées non capitalisées	133	618	Variation of losses carried forward previously not recognized as deferred tax assets
Variation des différences temporelles non reconnues	-470	-430	Changes in unrecognized temporary differences
Pertes fiscales courantes non capitalisées	-5 437	-493	Current year losses for which no deferred tax asset was recognized
Crédits d'impôts et impôts anticipés	-664	-331	Tax credits and withholding taxes
Autres	310	853	Others
Charge fiscale dans le compte de résultat	-1 067	299	Income tax

Le taux d'impôt moyen pondéré est déterminé sur la base des taux d'imposition individuels applicables dans les juridictions concernées et en fonction de la composition du bénéfice avant impôt par territoire de compétence. Il en résulte pour 2017 un taux d'impôt moyen pondéré de 2.6% (2016 : 29.9%). Le taux d'imposition applicable par entité représente l'impôt local sur le revenu applicable au bénéfice avant impôt pour l'année fiscale 2017/2016.

The weighted average tax rate is determined by the tax rates applicable in the individual jurisdictions concerned and according to the breakdown of profit before taxes in each territory. The weighted average tax rate was 2.6% in 2017 (2016: 29.9%). The tax rate applicable for each company represents the local income tax applied to earnings before taxes during the 2017/2016 fiscal year.

20 FRAIS ADMINISTRATIFS ET AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX

20 SALES, GENERAL AND ADMINISTRATION EXPENSES

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Consulting	-2 626	-2 954	Consulting
Frais de commercialisation	-3 562	-4 141	Selling costs
Logistique	-8 112	-9 290	Logistics
Location d'installations	-6 641	-6 067	Facility rental
Frais de déplacement	-3 429	-3 373	Travel expenses
Autres	-3 416	-2 882	Others
Total	-27 786	-28 707	Total

21 AMORTISSEMENTS ET AJUSTEMENTS DE VALEUR

21 DEPRECIATION, AMORTIZATION AND IMPAIRMENTS

En milliers de CHF	Note	2016	2017	In thousands of CHF
Amortissements sur immobilisations corporelles	10	-2 214	-2 104	Depreciation of property, plant and equipment
Amortissements sur actifs incorporels	8	-1 457	-1 381	Amortization of intangible assets
Amortissements		-3 671	-3 485	Depreciation and amortization
Perte de valeur sur immobilisations corporelles	10	-226	-	Impairment on property, plant and equipment
Perte de valeur sur immobilisations incorporelles	8	-249	-	Impairment of intangible assets
Autres ajustements de valeur		-87	-	Other value adjustments
Ajustements de valeur		-562	-	Impairments
Amortissements et ajustements de valeur		-4 233	-3 485	Depreciation, amortization and impairments

Concernant les ajustements de valeur sur actifs incorporels, nous renvoyons le lecteur à la note 8.

With regards to impairments of intangible assets, we refer the reader to note 8.

22 AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Bénéfices sur ventes des actifs	-	306	Book profit from sale of assets
Autres produits	167	994	Other income
Total autres produits	167	1 300	Total other income
Variations de provisions	-65	-67	Changes in provisions
Pertes sur ventes des actifs	-19	-571	Book loss on sale of assets
Provisions pour pertes de valeur sur créances	-697	-536	Provisions for doubtful receivables
Autres charges	-23	-	Other expenses
Autres charges	-804	-1 174	Other expenses
Autres produits et charges	-637	126	Other income and expenses

22 OTHER INCOME AND EXPENSES

23 RESULTAT FINANCIER

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Charges d'intérêts - Tiers	-1 956	-2 168	Interest expenses - Third parties
Charges d'intérêts - Parties liées	-41	-76	Interest expenses - Related parties
Charges financières	-1 997	-2 244	Interest expenses
Produits d'intérêts - Tiers	10	44	Interest income - Third parties
Produits d'intérêts - Parties liées	3	5	Interest income - Related parties
Revenus d'investissement	100	-	Investment income
Produits financiers	113	49	Financial income
Différences de change	-1 004	2 021	Foreign exchange differences
Ajustement à la juste valeur des instruments financiers	-55	164	Fair value adjustment on financial instruments
Résultat financier	-2 943	-10	Financial result

23 FINANCIAL RESULT

24 LEASINGS

24.1 Leasings opérationnels

Les dépenses en matière de leasings, liées à l'activité opérationnelle des diverses sociétés du groupe se présentent comme suit :

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Charges leasings opérationnels	6 559	7 239	Operating lease expenses

Les engagements de leasings opérationnels non comptabilisés au bilan se présentent ainsi :

Operational lease expenses associated with the operational activities of the various consolidated companies are as follows:

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
A moins d'un an	7 098	6 448	Within one year
Entre un et cinq ans	20 600	15 992	Between one and five years
A plus de cinq ans	3 064	2 458	After five years
Engagements leasings opérationnels	30 762	24 898	Operational lease commitments

Operational lease commitments not recognized on the balance sheet are presented in the following table:

25 CAPITAL ACTIONS

	Nombre d'actions Number of shares	Valeur nominale (en CHF) Nominal value (in CHF)	Capital actions (en KCHF) Share capital (in KCHF)	Ordinary shares
Actions ordinaires				
Au 1 janvier 2017	62 022 251	0.25	15 506	At 1 January 2017
Au 31 décembre 2017	62 022 251	0.25	15 506	At 31 December 2017

25 SHARE CAPITAL

26 EMPRUNTS CONVERTIBLES

Des prêts convertibles d'un montant total de EUR 4.0 millions avec une échéance au 30 septembre 2020 ont été conclus en novembre 2016. Les prêts (principal et intérêts annualisés) sont convertibles avec un rapport de conversion (strike) à CHF 1.22 par action. Le nombre maximum de nouvelles actions à émettre dépendra du taux de change EUR/CHF à la date de conversion.

L'option de conversion est reconnue comme étant un dérivé intégré évalué à la juste valeur. Les changements de valeur sont comptabilisés au compte de résultat. La valeur résiduelle est affectée à la dette à long terme et comptabilisée au coût amorti. Cette dette s'élève à MCHF 4.8 en 2017 (2016 : MCHF 4.0).

Le Conseil d'Administration a autorisé, le 27 mars 2017, la conclusion de prêts convertibles obligatoires (MCLs) d'un montant total de CHF 3.5 millions avec une échéance au 30 septembre 2022. Ces prêts, structurés et distribués par Swiss Investment House Inc., ont été signés le 12 mai 2017 et portent un intérêt de 5.5% par année. Les prêts (principal et intérêts annualisés) sont convertibles avec un rapport de conversion (strike) à CHF 1.36 par action. Le nombre maximum de nouvelles actions à émettre est de 3 441 457. Le droit préférentiel de souscription des actionnaires a été exclu. Les prêteurs disposent d'un droit de conversion au 30 septembre 2021 pour tout ou partie des montants dus. Airesis quant à elle, pourra soit rembourser les prêts au pair (intérêts annualisés inclus), soit exercer son droit de conversion obligatoire à l'échéance du 30 septembre 2022. Les nouvelles actions d'Airesis seront créées au travers d'un capital-actions conditionnel.

L'option de conversion et la valeur résiduelle sont reconnues comme étant des fonds propres.

26 CONVERTIBLE LOANS

Convertible loans totaling EUR 4.0 million with a maturity date on September 30, 2020 were entered into in November 2016. The loans (principal and annualized interest) are convertible at a conversion price (strike) of CHF 1.22 per share.

The conversion feature is classified as an embedded derivative measured at fair value. Changes in value are recorded in profit and loss. The residual value is assigned to the debt host liability component and accounted for at amortized cost. This debt amount to MCHF 4.8 in 2017 (2016: MCHF 4.0).

Airesis' board of directors has authorized, on March 27, 2017, the conclusion of mandatory convertible loans (MCLs) totaling CHF 3.5 million with a maturity date on September 30, 2022. The MCLs, structured and distributed by Swiss Investment House Inc., have been entered into on May 12, 2017 and bear 5.5% interest per annum. The MCLs (principal and annualized interest) are convertible at a conversion price (strike) of CHF 1.36 per share. The maximum number of new Airesis shares is 3 441 457. Shareholders' preferential subscription rights were excluded. Lenders may exercise their conversion right, in full or in part, with effect on September 30, 2021. Otherwise, Airesis will either reimburse the MCLs at par (including annualized interest) or exercise its mandatory conversion right at maturity on September 30, 2022. The new Airesis Shares shall be created ex conditional share capital.

The conversion feature and the residual value are recorded as equity components.

27 INTÉRÊTS NON-CONTROLANT

27 NON-CONTROLLING INTERESTS

En milliers de CHF	Movement	Le Coq Sportif		Total	In thousands of CHF
		Holding SA			
Au 1 janvier 2016	775	5 103	5 878		At 1 January 2016
Participation au résultat 2016	-101	-2 880	-2 981		Share in 2016 result
Couverture des flux de trésorerie	-	-3	-3		Cash flow hedging
Acquisitions d'intérêts non-contrôlant	-	-226	-226		Purchase of non-controlling interests
Gains/(pertes) actuarielles des régimes à prestations définies	10	-	10		Actuarial gain/(losses) from defined benefit plans
Différences de change	-17	-185	-202		Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2016	667	1 809	2 476		At 31 December 2016
Participation au résultat 2017	-25	147	122		Share in 2017 result
Couverture des flux de trésorerie	-	-68	-68		Cash flow hedging
Variation des intérêts non-contrôlant	-	2 936	2 936		Changes in minority interests
Gains/(pertes) actuarielles des régimes à prestations définies	12	-	12		Actuarial gain/(losses) from defined benefit plans
Différences de change	-60	316	256		Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2017	594	5 140	5 734		At 31 December 2017

28 ACTIONS PROPRES

Les mouvements sur actions propres sont présentés cumulés de la façon suivante :

	Nombre d'actions <i>Number of shares</i>	Valeur d'acquisition (en milliers de CHF) <i>Acquisition value (in thousands of CHF)</i>	Cours (en CHF) <i>Price (in CHF)</i>	
Au 1 janvier 2016	105 115	121	1.15	<i>At 1 January 2016</i>
Achats	-	-		<i>Purchases</i>
Ventes/Transferts	-	-		<i>Sales /Transfers</i>
Au 31 décembre 2016	105 115	121	1.15	<i>At 31 December 2016</i>
Ventes/Transferts	-36 215	-42		<i>Sales /Transfers</i>
Au 31 décembre 2017	68 900	79	1.15	<i>At 31 December 2017</i>

28 TREASURY SHARES

Movements in treasury shares are presented cumulatively as follows:

29 RÉSULTAT PAR ACTION

29.1 Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de la société-mère

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires d'Airesis par la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation durant l'exercice. Le nombre d'actions en circulation se détermine en déduisant le nombre moyen d'actions achetées et détenues comme actions propres du nombre total d'actions émises.

En milliers de CHF	Note	2016	2017	<i>In thousands of CHF</i>
Résultat net attribuable à Airesis		-14 998	-2 930	<i>Net result attributable to Airesis shareholders</i>
Intérêts non-contrôlant	27	-2 981	122	<i>Non-controlling interests</i>
Résultat net		-17 979	-2 808	<i>Net result</i>
Nombre moyen d'actions en circulation		59 275 582	61 943 805	<i>Weighted average outstanding shares</i>
Résultat net de base par action, attribuable aux actionnaires de la société-mère (en CHF)		-0.253	-0.047	<i>Basic earnings per share attributable to Airesis shareholders (in CHF)</i>

29 EARNINGS PER SHARE

29.1 Basic earnings per share attributable to parent company shareholders

Basic earnings per share are calculated by dividing the net income attributable to shareholders by the weighted average number of shares outstanding during the year. The number of outstanding shares is calculated by deducting the average number of shares purchased and held as treasury shares from the total of all issued shares.

29.2 Résultat dilué par action attribuable aux actionnaires de la société-mère

Le bénéfice dilué par action tient compte de toutes les dilutions potentielles du résultat provenant des plans de paiements fondés sur des actions ou des instruments de capitaux propres.

En milliers de CHF	2016	2017	<i>In thousands of CHF</i>
Résultat net attribuable à Airesis	-14 998	-2 930	<i>Net result attributable to Airesis shareholders</i>
Dilution selon les plans en faveur du management, du personnel et sponsoring	-	-26	<i>Dilution related to management, staff and sponsorship plans</i>
Résultat attribuable aux actionnaires de la société-mère ajusté de l'effet dilutif	-14 998	-2 956	<i>Net result attributable to Airesis shareholders adjusted for the effect of dilution</i>
Nombre moyen d'actions en circulation	59 275 582	61 943 805	<i>Weighted average outstanding shares</i>
En CHF	2016	2017	<i>In CHF</i>
Résultat net dilué par action, attribuable aux actionnaires de la société-mère (en CHF)	-0.253	-0.048	<i>Diluted earnings per share attributable to Airesis shareholders (in CHF)</i>

29.2 Diluted earnings per share attributable to parent company shareholders

The diluted earnings per share calculation takes into account all potential dilutions to the earnings arising from share-based or equity-settled payment transactions.

30 SECTEURS OPÉRATIONNELS

Airesis est une société d'investissement et chacune de ses participations est organisée pour fonctionner de manière autonome. Par conséquent, chaque participation est un décideur opérationnel. Bien qu'Airesis soit impliquée de manière active dans les choix stratégiques, le caractère propre de ses participations est maintenu. Chaque participation remet au CEO d'Airesis un reporting qui permet de suivre l'évolution des résultats et de les mettre en relation avec les plans stratégiques. La répartition sectorielle est présentée par participation, le critère de base étant la performance globale de chaque participation.

30 OPERATIONAL SEGMENTS

Airesis is an investment company and each one of its participations is organized to function independently. As a result, each participation is responsible for its own operational decisions and represents an operating segment. Although Airesis is actively involved at the strategic level, each participation maintains its own individual nature. Each participation regularly reports to Airesis' CEO thereby allowing the Board to maintain an overview of financial developments and to put these in relation to overall strategic plans. Segmentation is shown by participation with the base criteria being the global performance of each individual participation.

2017							
En milliers de CHF	Le Coq Sportif	Movement	Corporate & autres Corporate & others	Sous Total Subtotal	Eliminations	Total Total	In thousands of CHF
Ventes	126 114	9 201	1 322	136 637	-945	135 692	Revenue from sales
Revenus de licences	4 410	-	-	4 410	-	4 410	Revenue from licenses
Revenus totaux	130 524	9 201	1 322	141 047	-945	140 102	Total revenue
Quote-part dans les résultats des sociétés assoc.	602	-	423	1 025	-	1 025	Share of result in associates
Résultat opérationnel (EBITDA)	4 219	-634	-3 197	388	-	388	EBITDA
Amortissements et ajustements de valeur	-2 821	-466	-198	-3 485	-	-3 485	Depreciation, amortization and impairments
Résultat avant impôt et frais financiers	1 398	-1 100	-3 395	-3 097	-	-3 097	EBIT
Charges d'intérêts	-2 147	-49	-683	-2 879	635	-2 244	Interest expenses
Autres résultats financiers	2 082	328	459	2 869	-635	2 234	Other financial results
Résultat avant impôt	1 333	-821	-3 619	-3 107	-	-3 107	EBT
Résultat net	693	19	-3 520	-2 808	-	-2 808	Net result
Total actifs	120 995	20 072	10 443	151 510	-9 314	142 196	Total assets
dont sociétés associées	18	-	824	842	-	842	of which in associated companies
Total fonds étrangers	91 402	4 399	22 742	118 543	-9 314	109 229	Total liabilities
Investissements dans							Investments in
Actifs corporels et incorporels	1 731	251	230	2 212	-	2 212	PP&E and intangible assets

2016

En milliers de CHF	Le Coq Sportif	Movement	Corporate & autres Corporate & others	Sous Total Subtotal	Eliminations	Total Total	In thousands of CHF
Ventes	112 968	9 903	1 079	123 950	-769	123 181	Revenue from sales
Revenus de licences	5 076	-	-	5 076	-	5 076	Revenue from licenses
Revenus totaux	118 044	9 903	1 079	129 026	-769	128 257	Total revenue
Quote-part dans les résultats des sociétés assoc.	238	-	132	370	-	370	Share of result in associates
Résultat opérationnel (EBITDA)	-6 898	-541	-2 297	-9 736	-	-9 736	EBITDA
Amortissements et ajustements de valeur	-3 553	-538	-142	-4 233	-	-4 233	Depreciation, amortization and impairments
Résultat opérationnel	-10 451	-1 079	-2 439	-13 969	-	-13 969	EBIT
Charges d'intérêts	-1 923	-38	-491	-2 452	455	-1 997	Interest expenses
Autres résultats financiers	-234	-25	-232	-491	-455	-946	Other financial results
Résultat avant impôt	-12 608	-1 142	-3 162	-16 912	-	-16 912	EBT
Résultat net	-13 721	-929	-3 329	-17 979	-	-17 979	Net result
Total actifs	113 735	20 656	25 053	159 444	-24 340	135 104	Total assets
dont sociétés associées	595	-	585	1 180	-	1 180	of which in associated companies
Total fonds étrangers	105 173	4 403	20 509	130 085	-24 340	105 745	Total liabilities
Investissements dans							Investments in
Actifs corporels et incorporels	2 592	129	1 861	4 582	-	4 582	PP&E and intangible assets

Les éliminations comprennent les frais de gestion («management fees») facturés aux participations, les comptes courants et prêts intercompagnie et la valeur des participations au bilan d'Airesis SA.

Eliminations include management fees invoiced to participations, intercompany receivables and payables as well as the book value of participations on Airesis SA's balance sheet.

Répartition géographique :

Geographical information:

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
France	58 531	66 298	France
Italie	10 886	9 668	Italy
Espagne	9 835	11 274	Spain
Reste du monde	49 005	52 862	Rest of the world
Revenus totaux	128 257	140 102	Total revenue

La répartition géographique des revenus est basée sur le lieu de l'activité commerciale des clients.

The geographical information is based on the location of the clients' commercial activity.

Aucun client ou groupe de clients similaires n'excède le 10% des revenus totaux de chaque participation. Le chiffre d'affaires réalisé par Le Coq Sportif en Suisse s'élève à KCHF 539 (2016 : KCHF 443) tandis que celui du groupe Movement est de KCHF 6 063 (2016: KCHF 7 037). Les actifs non courants comprennent essentiellement les marques du groupe pour un montant de KCHF 25 282 (2016 : KCHF 23 703).

No client or group of similar clients exceeded 10% of total revenue in any participation. Revenue realized in Switzerland was KCHF 539 (2016: KCHF 443) by Le Coq Sportif and KCHF 6 063 by Movement group (2016: KCHF 7 037). Non-current assets mostly consist of brands owned by the group in the amount of KCHF 25 282 (2016: KCHF 23 703).

31 RÉMUNÉRATION ET EMPRUNTS DES MEMBRES DE LA DIRECTION ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les emprunts des dirigeants ou les montants en leur faveur ainsi que la rémunération des membres de la direction et du conseil d'administration sont présentés dans le rapport de rémunération séparé.

31.1 Montant global pour les membres de la direction générale

Le montant global des honoraires, des salaires et des autres intéressements de la Direction générale est de KCHF 309 (charges sociales, part employeur incluses: KCHF 38). En 2016, la rémunération totale de la Direction était de KCHF 281 (charges sociales, part employeur incluses: KCHF 36).

Aucun membre de la Direction ne bénéficie d'avantages contractuels liés à son départ de la société.

31 COMPENSATION AND LOANS OF SENIOR MANAGEMENT AND THE BOARD OF DIRECTORS

Loans made to members of senior management or amounts in their favor as well as compensation of senior management and the Board of Directors are stated in the separate compensation report.

31.1 Total for members of senior management

A total of KCHF 309 was paid to Senior management (including social benefits, employer share: KCHF 38). In 2016, the total compensation for senior management was KCHF 281 (including social benefits, employer share: KCHF 36).

Senior management does not have any post-employment benefits.

32 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Le bilan présente des actifs ainsi que des passifs financiers. Les principaux éléments de passifs financiers des entités du périmètre de consolidation comprennent les emprunts et crédits bancaires, les dettes commerciales ainsi que les prêts obtenus. Les actifs financiers se composent essentiellement de créances commerciales et liquidités.

Les principaux risques découlant des actifs et passifs financiers sont le risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. Le conseil d'administration d'Airesis suit l'évolution de ses participations en termes de risques et établit annuellement pour chaque secteur d'activité une analyse des risques.

32 FINANCIAL RISK MANAGEMENT

The consolidated balance sheet presents both financial assets and liabilities. The principle elements of the entities of the consolidation perimeter liabilities comprise loans and credit limits commercial debt as well as loans received. Financial assets are basically composed of trade receivables and cash.

The main risks stemming from financial assets and liabilities are credit risk, interest rate risk, foreign exchange risk and liquidity risk. The Board of Directors of Airesis monitors risk developments in its participations and prepares an annual risk analysis for each sector of activity.

32.1 Risque de crédit

Le risque de crédit correspond à une éventuelle incapacité des clients, ou groupes de clients similaires à satisfaire leurs obligations. Les clients similaires se définissent comme des contreparties liées entre elles. Au 31 décembre 2017, aucun client ou groupe de clients apparentés n'excède le 10% des débiteurs clients de chaque participation. Le risque de crédit sur «Liquidités et équivalents» est limité de par la qualité de la contrepartie bancaire. De plus l'ensemble des sociétés du groupe traite avec un ensemble diversifié de partenaires locaux. Le risque de crédit maximal correspond au montant des actifs financiers au bilan (voir note 35).

32.1 Credit risk

Credit risk refers to the potential inability of clients or a group of similar clients to meet their obligations. Similar clients refer to counterparties associated among themselves. As at December 31st 2017, no client or group of similar of clients exceeded 10% of trade receivables in any participation. In addition, part of trade receivables is secured by insurance institutions. Credit risk on "Cash and cash equivalents" is limited due to the quality of the banking partners. Furthermore all consolidated entities build relationships with a diversified portfolio of local partners. The maximum credit risk corresponds to the amount of the financial assets on the consolidated balance sheet (see note 35).

32.2 Risque de taux d'intérêt

L'analyse de sensibilité ci-dessous est établie sur la base de l'exposition des instruments financiers à la date de l'établissement du bilan et prend en compte une variation constante sur une année des paramètres, calculée sur les instruments financiers portant intérêts. Pour la détermination de la variation potentielle des taux d'intérêt, le management d'Airesia s'est basé sur les fluctuations des deux années précédentes. La sensibilité correspond à une variation des taux d'intérêt CHF et EUR de 100 points de base à la hausse et 50 points de base à la baisse. La majeure partie des emprunts ouverts au 31 décembre 2017 ont un intérêt débiteur variable (voir notes 11 et 16).

Une variation des taux d'intérêt dans les proportions décrites précédemment, toutes choses étant égales par ailleurs, aurait l'impact suivant sur les comptes du groupe :

	Variation du taux de base <i>Variation of prime rate</i>	Effet sur le résultat avant impôt en milliers de CHF <i>Pre-tax effect on EBT in thousands of CHF</i>	Effet sur les autres éléments du résultat global en milliers de CHF <i>Pre-tax effect on OCI in thousands of CHF</i>
2017	100	-376	-376
	-50	188	188
2016	100	-386	-386
	-50	193	193

32.2 Interest rate risk

The sensitivity analysis below is based on the exposure of financial instruments on the balance sheet date and takes into account a consistent variation for a full year, calculated on interest-bearing financial instruments. To determine the potential variation in interest rates, Airesia management uses fluctuations over the preceding two years as its basis. The sensitivity tests a rise of 100 basis points and a decrease of 50 basis points of CHF and EUR interest rates. The majority of the loans as at December 31st 2017 had variable interest rates (see notes 11 and 16).

Interest rate variations in the proportions described previously, with everything else being equal, would have the following effect on the group's financial statements:

32.3 Risque de change

Le tableau ci-dessous détaille la sensibilité du résultat avant impôt à une augmentation de 10% ou une baisse de 5% des taux de change auxquels le groupe est sensible par rapport à la monnaie de base d'établissement des comptes. Le taux de sensibilité utilisé correspond à la fluctuation potentielle estimée par la direction lors de l'exécution de l'analyse des risques. L'analyse de la sensibilité n'inclut que les éléments monétaires ouverts à la date de la clôture et dont la devise est différente de la devise de présentation des comptes. L'analyse de la sensibilité inclut des dettes contractées auprès de tiers ainsi que les prêts internes au groupe dont la dénomination de l'emprunt est dans une monnaie autre que celle du prêteur ou de l'emprunteur. L'analyse prend en compte l'impact des instruments dérivés (désignés et non-désignés).

Le tableau ci-après évalue la sensibilité aux variations des cours du résultat avant impôt, toutes choses restant par ailleurs égales.

	Devise <i>Currency</i>	Variation du taux de change <i>Variation of foreign exchange rate</i>	Effet sur le résultat avant impôt en milliers de CHF <i>Effect on EBT in thousands of CHF</i>	Effet sur les autres éléments du résultat global en milliers de CHF <i>Effect on OCI in thousands of CHF</i>
2017	EUR	10%	196	196
	EUR	-5%	-98	-98
	USD	10%	-1 996	-563
	USD	-5%	998	282
	EUR	10%	1 878	1 878
	EUR	-5%	-939	-939
2016	USD	10%	-1 000	-655
	USD	-5%	500	328

32.3 Foreign exchange risk

The table below details the sensitivity of the financial results before tax with a 10% increase or 5% decrease in foreign exchange rates, an aspect to which the group is sensitive in respect of the base currency used in the financial statements. The rate of sensitivity used corresponds to the potential fluctuation determined by management when conducting their risk analysis. The sensitivity analysis includes solely monetary items open at the closing date in which the currency differs from the one presented in the financial statements. This sensitivity analysis also includes debt from third parties as well as internal group loans denominated in a currency other than of the lender or the borrower. The analysis takes into consideration the impact of derivative financial instruments (designated and non-designated as hedge accounting).

The table below evaluates the sensitivity of the result before taxes to variations in foreign currency, with all other variables remaining unchanged.

32.4 Risque de liquidité

La situation de relance des participations d'Airesis implique une sensibilité importante au risque de liquidité. Ce risque se définit comme une éventuelle incapacité du groupe à satisfaire à ses obligations. La politique de liquidité d'Airesis varie d'une société à l'autre, mais elle vise à maintenir suffisamment de liquidités ou à obtenir suffisamment de fonds par des montants appropriés de lignes de crédit pour respecter ses obligations conformément aux budgets établis. Un contrôle du besoin de financement est réalisé régulièrement afin de suivre l'adéquation des moyens par rapport aux besoins.

32.5 Risque de capital

La gestion du capital se distingue en deux catégories. Tout d'abord au niveau d'Airesis SA l'objectif est de limiter tout endettement direct, le financement bancaire nécessaire à la relance des marques étant octroyé directement par l'établissement bancaire à la participation concernée. Airesis limite ainsi son engagement à la procuration de garanties. Toutes les participations d'Airesis sont confrontées à des risques inhérents à l'industrie dans laquelle elles opèrent. Airesis veille à maintenir positifs les fonds propres de ses participations.

33 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

33.1 Rémunération des membres de la direction et du Conseil d'administration

La rémunération des membres de la direction et du conseil d'administration figure dans le rapport de rémunération séparé. Se référer à la note 31.1 pour le montant global de rémunération pour les membres de la direction générale.

33.2 Transactions avec des actionnaires majoritaires

33.2.1 Autres actifs courants

KCHF 637 (2016 : KCHF 300) concernent un compte courant avec Petrus Finance SA. Le taux d'intérêt est de 1.50% l'an. Le produit d'intérêt est de 5 KCHF (2016 : KCHF 3).

KCHF 200 (2016 : KCHF 0) concernent le compte courant de Marc-Henri Beausire, CEO. Il porte un intérêt moyen de 1.50% et est exigible en tout temps. La charge d'intérêt est de KCHF 2 (2016 : KCHF 0).

33.3 Transaction avec des sociétés associées

33.3.1 Autres dettes à court-terme

Un prêt de KCHF 671 a été accordé par Comunus SICAV (2016: KCHF 0).

33.3.2 Convention de service

Airesis SA a facturé KCHF 264 pour des prestations administratives et informatiques ainsi que la mise disposition de locaux aménagés à Comunus SICAV.

33.3.3 Ventes de marchandises

En 2017, les filiales du Coq Sportif ont vendu pour KCHF 4 867 (2016 : KCHF 3 504) de marchandises à Le Coq Sportif Oceania (Pty) Ltd et UMNAMA NKUKHU SPORTWEAR (Pty) Ltd.

32.4 Liquidity risk

Relaunching certain Airesis participations involves a significant sensitivity to the risk of liquidity. This risk is defined as a potential inability of the group to meet its obligations. The Airesis' liquidity policy varies from one entity to another, but it aims to maintain sufficient cash or obtain sufficient funds in loans using lines of credit so as to honor its commitments according to budgets. Finance requirements are regularly monitored in order to ensure the allocation of resources.

32.5 Capital risk

Capital is managed in two categories. First of all, at the holding level the aim is to limit all direct bank indebtedness. Financing required to relaunch the brands is granted directly by banks to the subgroups concerned. Airesis limits its obligations on guarantees. All of the Airesis companies are confronted by risks inherent to the industries in which they operate. Airesis attempts to maintain positive equity in its investments.

33 RELATED PARTY TRANSACTIONS

33.1 Compensation of senior management and the Board of Directors

Compensation of senior management and the Board of Directors is detailed in the separate compensation report. Refer to note 31.1 for the total compensation of members of senior management.

33.2 Loans to majority shareholders

33.2.1 Other current assets

KCHF 637 (2016: KCHF 300) relates to a current account with Petrus Finance SA. The annual interest rate is 1.50%. The interest income is KCHF 5 (2016: KCHF 3).

KCHF 200 (2016: KCHF 0) relates to a current account of Marc-Henri Beausire, CEO. It bears an average interest rate of 1.50% and is claimable at all times. The interest expense is KCHF 2 (2016: KCHF 0).

33.3 Transaction with associates

33.3.1 Other short-term liabilities

A loan of KCHF 671 was granted by Comunus SICAV (2016: KCHF 0).

33.3.2 Service Level Agreement

Airesis SA invoiced KCHF 264 to Comunus SICAV for administrative and IT services as well as the provision equipped premises.

33.3.3 Sale of goods

In 2017, subsidiaries of Le Coq Sportif sold KCHF 4 867 (2016 : KCHF 3 504) of goods to Le Coq Sportif Oceania (Pty) Ltd and UMNAMA NKUKHU SPORTWEAR (Pty) Ltd.

34 ÉCHEANCES DES PASSIFS FINANCIERS

34 MATURITY SCHEDULE OF FINANCIAL LIABILITIES

2017							
	A la Demande	Moins de 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 5 ans	Après 5 ans		
	<i>On demand</i>	<i>Less than 3 months</i>	<i>Between 3 & 12 Months</i>	<i>Between 1 & 5 years</i>	<i>After 5 years</i>	Total	<i>In thousands of CHF</i>
En milliers de CHF							
Emprunts bancaires à court terme	-	16 407	15 571	-	-	31 978	Short-term bank debts
Dettes fournisseurs	-	28 815	71	-	-	28 886	Trade payables
Autres dettes à court terme	671	10 785	1 607	-	-	13 063	Other short-term liabilities
Emprunts bancaires à long terme	-	-	-	7 712	205	7 917	Long-term bank debt
Obligation convertible de parties-liées	-	10	31	1 119	-	1 160	Convertible bonds from related parties
Emprunts convertibles	-	-	-	5 655	-	5 655	Convertible loans
Paieement différé - Movement	-	-	3 000	1 000	-	4 000	Deferred payment - Movement
Autres emprunts à long terme à des parties-liées	-	-	-	394	-	394	Other longterm loans from related parties
Échéances des passifs financiers	671	56 017	20 280	15 880	205	93 053	Maturity of financial liabilities
2016							
	A la Demande	Moins de 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 5 ans	Après 5 ans		
	<i>On demand</i>	<i>Less than 3 months</i>	<i>Between 3 & 12 Months</i>	<i>Between 1 & 5 years</i>	<i>After 5 years</i>	Total	<i>In thousands of CHF</i>
En milliers de CHF							
Emprunts bancaires à court terme	-	22 156	10 299	-	-	32 455	Short-term bank debts
Dettes fournisseurs	-	40 127	10	-	-	40 137	Trade payables
Autres dettes à court terme	-	12 147	2 623	-	-	14 770	Other short-term liabilities
Emprunts bancaires à long terme	-	4	33	8 023	-	8 060	Long-term bank debt
Obligation convertible de parties-liées	-	11	28	2 069	-	2 108	Convertible bonds from related parties
Emprunts convertibles	-	-	-	5 110	-	5 110	Convertible loans
Paieement différé - Movement	-	-	2 000	2 000	-	4 000	Deferred payment - Movement
Échéances des passifs financiers	-	74 445	14 993	17 202	-	106 640	Maturity of financial liabilities

Les passifs financiers présentés ci-dessus incluent KCHF 1 811 (2016 : KCHF 2 512) d'intérêts dus jusqu'à la prochaine échéance.

Financial liabilities presented above include KCHF 1 811 (2016: KCHF 2 512) of interests due until the next term.

35 INSTRUMENTS FINANCIERS

35 FINANCIAL INSTRUMENTS

En milliers de CHF	2016				2017				Total	In thousands of CHF
	Actifs/passifs financiers à la juste valeur au travers du compte de résultat <i>Financial assets & liabilities at fair value through P&L</i>	Actifs/passifs financiers à la juste valeur par le biais de l'état du résultat global <i>Financial assets & liabilities at fair value through other comprehensive income</i>	Prêts, créances et dettes au coût amorti <i>Loans, receivables and liabilities at amortized cost</i>	Total	Actifs/passifs financiers à la juste valeur au travers du compte de résultat <i>Financial assets & liabilities at fair value through P&L</i>	Actifs/passifs financiers à la juste valeur par le biais de l'état du résultat global <i>Financial assets & liabilities at fair value through other comprehensive income</i>	Prêts, créances et dettes au coût amorti <i>Loans, receivables and liabilities at amortized cost</i>	Total		
Liquidités et équivalents	-	-	10 020	10 020	-	-	4 285	4 285		Cash and cash equivalents
Débiteurs	-	-	26 438	26 438	-	-	31 955	31 955		Trade receivables
Autres actifs	-	142	8 652	8 794	-	-	10 621	10 621		Other current assets
Actifs financiers	-	142	45 110	45 252	-	-	46 861	46 861		Financial assets
Emprunts bancaires à court terme	-	-	32 187	32 187	-	-	31 826	31 826		Short-term bank debts
Dettes fournisseurs	-	-	40 137	40 137	-	-	28 886	28 886		Trade payables
Autres dettes à court terme	-	177	14 593	14 770	-	547	15 516	16 063		Other short-term liabilities
Emprunts à long terme	306	-	14 298	14 604	172	-	14 467	14 639		Long-term debts
Passifs financiers	306	177	101 215	101 698	172	547	90 695	91 414		Financial liabilities

La valeur nette comptable des actifs et passifs financiers constitue une estimation raisonnable de la juste valeur. Aucun écart important entre la valeur nette comptable et la juste valeur n'a été noté. Airesis ne détient aucun actif disponible à la vente.

The net accounting value of financial assets and liabilities constitutes a reasonable estimate of fair value. No significant difference between the net book value and the fair value was determined. Airesis does not hold any assets available for sale.

Le tableau suivant présente les actifs et passifs financiers consolidés qui sont évalués à la juste valeur et réévalués dans le compte de résultat ou l'état du résultat global au 31 décembre :

The following table shows the consolidated financial assets and liabilities, assessed at their fair value and reevaluated in other comprehensive income as at December 31st:

En milliers de CHF	2016				2017				Total	In thousands of CHF
	Niveau 1 <i>Level 1</i>	Niveau 2 <i>Level 2</i>	Niveau 3 <i>Level 3</i>	Total	Niveau 1 <i>Level 1</i>	Niveau 2 <i>Level 2</i>	Niveau 3 <i>Level 3</i>	Total		
Actifs										Assets
Autres actifs courants	-	142	-	142	-	-	-	-	-	Other current assets
Passifs										Liabilities
Autres dettes à court terme	-	177	-	177	-	547	-	547	547	Other short-term liabilities
Emprunts à long terme	-	306	-	306	-	172	-	172	172	Long-term debts

Le tableau suivant présente les échéances des instruments dérivés au 31 décembre :

The following table shows the derivative financial instruments schedule as at December 31st:

Montants nominaux en milliers de CHF	2016				2017				Nominal values in thousands of CHF
	Moins de 3 mois <i>Less than 3 months</i>	Entre 3 et 12 mois <i>Between 3 and 12 months</i>	Au-delà de 12 mois <i>More than 12 months</i>	Total	Moins de 3 mois <i>Less than 3 months</i>	Entre 3 et 12 mois <i>Between 3 and 12 months</i>	Au-delà de 12 mois <i>More than 12 months</i>	Total	
Couvertures des flux de trésorerie									Cash flow hedges
- Contrats de change à terme									- Forward exchange contracts
- Flux entrants - USD	2 238	1 208	-	3 446	3 164	11 166	-	14 330	- Inflows - USD
- Flux sortants - EUR	-2 089	-1 217	-	-3 306	-3 348	-11 431	-	-14 779	- Outflows - EUR
- Swaps de taux d'intérêts EUR									- Interest rate swaps - EUR
- Flux entrants - taux variable	-	-13	-8	-21	-2	-12		-14	- Inflows - variable rate
- Flux sortants - taux fixe	-	-77	-77	-154	-13	-71		-84	- Outflows - fixed rate
Total comptabilité de couverture	149	-99	-85	-35	-199	-348	-	-547	Total hedge accounting derivatives
Total instruments financiers dérivés	149	-99	-85	-35	-199	-348	-	-547	Total derivative financial instruments

Au 31 décembre 2017, Airesis ne détient pas d'instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de juste valeur ou d'investissements nets dans des entités étrangères.

As at December 31st 2017, Airesis holds no derivative financial instruments designated as fair value hedges or net investment in foreign entities.

La juste valeur des opérations de couverture (désignés comme comptabilité de couverture) représente une perte non réalisée net de KCHF 547 (2016 : perte de KCHF 35) au 31 décembre 2017. Ces montants au bilan ne diffèrent pas sensiblement des montants contractuels dus à l'échéance. Les justes valeurs positives et négatives des instruments dérivés représentent les montants contractuels nets devant être échangés à l'échéance.

The fair value of hedging transactions (designated as hedge accounting) represents an unrealized loss net of KCHF 547 (2016: loss of KCHF 35) as at December 31st 2017. These balance sheet amounts do not differ significantly from the contractual amounts due at maturity. The positive and negative fair values of derivatives represent the net contractual amounts to be exchanged at maturity.

Les ajustements de juste valeur liés à la comptabilité de couverture et leur impact sur les fonds propres sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

The fair value adjustments relating to hedge accounting and their impact on equity are detailed in the table below:

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Au 1 janvier	-5	-23	At 1 January
Gains (pertes) transférés au compte de résultat	9	37	Gains (losses) transferred to the income statement
Gains (pertes) reconnus dans l'état du résultat global	-36	-520	Gains (losses) recognized in other comprehensive income
Impôts	9	161	Income tax
Ecart de conversion	-	-20	Currency translation adjustments
Au 31 décembre	-23	-365	At 31 December
Attribuable aux			Attributable to
actionnaires de la société-mère	-19	-302	shareholders of the parent company
intérêts non-contrôlant	-4	-63	non-controlling interest

36 ENGAGEMENTS HORS-BILAN ET ACTIFS MIS EN GAGE**36.1 Actifs mis en gages**

En milliers de CHF	2016	2017
Débiteurs clients	6 276	5 202
Autres actifs courants - Dépôt de garantie pour loyers	7	7
Stocks	13 346	14 560
Immobilisations incorporelles - Marque Le Coq Sportif	19 744	21 540
Immobilisations incorporelles - Fonds de commerce	1 033	793
Immobilisations corporelles - autres	179	151

Les montants mentionnés ne tiennent pas compte des ajustements de valeur effectués sur ces positions et qui sont présentés dans les notes respectives concernant les débiteurs clients ainsi que les stocks. Seule une partie de ces actifs est mise en gage.

36.1.1 Airesis

Des cautionnements à hauteur de EUR 9.8 millions (2016 : EUR 4.5 millions) sont souscrits par Airesis en faveur de sa participation Le Coq Sportif et CHF 2.3 millions en faveur du groupe Movement (2016: CHF 2.3 millions).

36.1.2 Participations

Des lignes de crédit d'un montant de EUR 6.0 millions (2016 : EUR 10.4 millions), en faveur de diverses entités Le Coq Sportif, sont garanties par Le Coq Sportif Holding.

Les limites de crédits mises en place en faveur du Coq Sportif sont également garanties par la marque.

Le Coq Sportif Holding se porte également caution pour d'autres garanties (leasing, douanes, lignes de change à terme, etc.) à hauteur de EUR 3.8 millions (2016 : EUR 2.4 millions) pour les entités Le Coq Sportif.

36.2 Autres engagements

Les autres engagements comprennent des montants minimaux pour l'ensemble de la période contractuelle selon des accords de licence.

En milliers de CHF	2016	2017
A moins d'un an	1 072	1 170
A plus d'un an et moins de 5 ans	1 072	1 170

37 EVENEMENTS SUBSEQUENTS

Le management n'a pas identifié d'événement postérieur à la date de clôture des états financiers consolidés pouvant impacter les états financiers.

36 OFF-BALANCE SHEET LIABILITIES AND PLEDGED ASSETS**36.1 Pledged assets**

	In thousands of CHF
	Trade receivables
	Other current assets - Security deposit for rent
	Inventories
	Intangible assets - Le Coq Sportif brand
	Intangible assets – Key money
	Tangible assets - others

The amounts listed do not take into account impairments made on these positions, and are detailed in the respective notes concerning trade receivables as well as inventories. Only a portion of these assets are pledged.

36.1.1 Airesis

Airesis issued letters of guarantee totalling EUR 9.8 million (2016: EUR 4.5 million) in favor of its participation Le Coq Sportif and CHF 2.3 million in favor of Movement Group (2016: CHF 2.3 million).

36.1.2 Participations

Credit lines amounting to EUR 6.0 million (2016: EUR 10.4 million) for various Le Coq Sportif entities are guaranteed by Le Coq Sportif Holding.

Existing credit limits in favor of Le Coq Sportif are also secured by the brand.

Le Coq Sportif Holding also backs other guarantees (leasing, customs, foreign exchange forward lines, etc.) of EUR 3.8 million (2016: EUR 2.4 million) for Le Coq Sportif entities.

36.2 Other commitments

Other commitments include amounts for the entire foreseeable contractual period for license agreements.

37 SUBSEQUENT EVENTS

Management has not identified any events after the closing date of the year end results that could affect the consolidated financial statements.

REPORT OF THE STATUTORY AUDITOR TO THE GENERAL MEETING ON THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS 2017

REPORT OF THE STATUTORY AUDITOR TO THE GENERAL MEETING OF AIRESIS SA, MONTREUX

Opinion

We have audited the consolidated financial statements of Airesis SA and its subsidiaries (the Group), which comprise the consolidated statement of financial position as at 31 December 2017 and the consolidated statement of income, consolidated statement of comprehensive income, consolidated statement of changes in equity and consolidated statement of cash flows for the year then ended, and notes to the consolidated financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the consolidated financial statements (pages 47 to 93) give a true and fair view of the consolidated financial position of the Group as at 31 December 2017 and its consolidated financial performance and its consolidated cash flows for the year then ended in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRS) and comply with Swiss law.

Basis for opinion

We conducted our audit in accordance with Swiss law, International Standards on Auditing (ISAs) and Swiss Auditing Standards. Our responsibilities under those provisions and standards are further described in the "Auditor's responsibilities for the audit of the consolidated financial statements" section of our report.

We are independent of the Group in accordance with the provisions of Swiss law and the requirements of the Swiss audit profession, as well as the IESBA Code of Ethics for Professional Accountants, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Our audit approach

Overview



Overall Group materiality: CHF 1'050'765

We concluded full scope audit work at 3 reporting units addressing over 72% of the Group's revenue and 76% of total assets

In addition, specified procedures were performed on 3 reporting units representing a further 4 % of the Group's revenue and 3% of total assets

As key audit matters the following areas of focus have been identified:

Goodwill impairment assessment

Capitalized tax loss carry forwards recoverability

Confirmation of going concern assumption

Audit scope

We tailored the scope of our audit in order to perform sufficient work to enable us to provide an opinion on the consolidated financial statements as a whole, taking into account the structure of the Group, the accounting processes and controls, and the industry in which the Group operates.

Following our assessment of the risk of material misstatement to the Group financial statements, we selected six components which represent the principal business units within the Group's operating segments. Three components were subject to a full audit and three were subject to specified procedures. The extent of audit work on the reporting units was based on our assessment of the risks of material misstatement and the materiality of the location's business operations relative to the Group. We included the component audit team in our team briefings and communications, discussed and directed their risk assessment, reviewed and challenged the findings from their work including the audit procedures to respond to significant risks and hold meetings throughout the audit to discuss significant matters arising.



For the remaining out of scope components, we performed risk assessment analytics to confirm there was no significant risk of material misstatement in relation to the Group financial statements. The group audit team was in addition to the consolidation audit also responsible for auditing one full scope audit component directly.

Materiality

The scope of our audit was influenced by our application of materiality. Our audit opinion aims to provide reasonable assurance that the consolidated financial statements are free from material misstatement. Misstatements may arise due to fraud or error. They are considered material, if individually or in aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of the consolidated financial statements.

Based on our professional judgement, we determined certain quantitative thresholds for materiality, including the overall Group materiality for the consolidated financial statements as a whole as set out in the table below. These, together with qualitative considerations, helped us to determine the scope of our audit and the nature, timing and extent of our audit procedures and to evaluate the effect of misstatements, both individually and in aggregate, on the consolidated financial statements as a whole.

Overall Group materiality	CHF 1'050'765
How we determined it	0.75% of total revenue
Rationale for the materiality benchmark applied	We chose total revenue as the benchmark because, in our view, it is the benchmark against which the performance of the Group is commonly measured, and is a generally accepted benchmark

Key audit matters

Key audit matters are those matters that, in our professional judgement, were of most significance in our audit of the consolidated financial statements of the current period. These matters were addressed in the context of our audit of the consolidated financial statements as a whole, and in forming our opinion thereon, and we do not provide a separate opinion on these matters.

Goodwill impairment assessment

Key audit matter	How our audit addressed the key audit matter
The goodwill of CHF 7.3 million arose from the acquisition of Movement in 2015 and is logically allocated to the "Movement" CGU. We focused on this area due to the size of goodwill balance as at 31 December 2017 and because the directors' assessment of the 'value in use' of the Movement Cash Generating Unit involves judgements about the future results of the business and the discount rates applied to future cash flow forecast. For the year ended 31 December 2017 management have performed an impairment assessment over the goodwill balance and performed a sensitivity analysis over the value in use calculations, by varying the assumptions used (growth rate, terminal growth rate and WACC) to assess the impact on the valuations. Refer to note 2.8.6 - Critical estimates and assumptions, note 9.2—Goodwill for details of management's impairment test and assumptions.	We evaluated management's cash flow forecasts and the process by which they were developed, including verifying the mathematical accuracy of the underlying calculations. We also compared them to the latest Board approved budgets. We found that the budgets used in the value in use calculations were consistent with the Board approved budgets, and that the key assumptions were subject to oversight by the Board. We compared current year (2017) actual results with the figures included in the prior year (2016) forecast to consider whether any forecasts included assumptions that, with hindsight, had been optimistic. We found that actual performance was consistent with forecasted performance and that variances could be reasonably explained by management. We also challenged: - management's key assumptions for long-term growth rates in the forecasts by comparing them to historical results and economic forecasts; and - the discount rate used in the model by assessing the cost of capital for the Group by comparing it to market data. We found that the growth rate assumptions of 2% was acceptable. We found that the discount rate used by management of 6.2% pre-tax was consistent with market data.

We then stress-tested the assumptions used by analysing the impact on results from using other growth rates and discount rates, which were within a reasonably foreseeable range.

Our procedures performed and the evidence provided identified no significant issues with respect to the assumptions used in the valuation of goodwill impairment assessment.

Capitalized tax loss carry forwards recoverability

Key audit matter	How our audit addressed the key audit matter
The Group is required to annually assess the recoverability of deferred tax positions. The main element in the recognized deferred tax assets (CHF 15.8 million at 31 December 2017) is related to capitalised tax loss carry forwards, which in order to be recoverable should be able to be offset against future taxable profits. The deferred tax asset on tax loss carried forwards amounts to CHF 13.8 million on 31 December 2017. The assessment of the recoverability of capitalised tax loss carry forwards is an area of focus for our audit because the balance is material and because the impairment assessment is complex, judgmental and based on assumptions that are affected by expected future market or economic conditions. Refer to note 2.8.3 (Critical estimates and assumptions), and note 19– Taxes for details of deferred tax assets.	Our key audit procedures to address valuation of capitalized tax loss carry forwards were evaluating the assumptions, such as expected future taxable income and the methodologies used by the Group. This entailed reviewing the Group's latest tax planning strategy and ascertaining that it was derived from the latest approved strategic business plan, which is subject to an internal management review process. We discussed and challenged the business plan to determine the appropriateness that the deferred tax assets may be recoverable based on the forecasts of future taxable income. In order to assess the reliability of management's forecasts, we compared current year (2017) actual results with the figures included in the prior year (2016) forecast to consider whether any forecasts included assumptions that, with hindsight, had been optimistic. We found that actual performance was consistent with forecasted performance. We finally assessed the completeness and adequacy of related disclosures. As a result of our procedures we determined that the assessments made by the Group were based upon reasonable and supportable assumptions, consistently applied.

Confirmation of going concern assumption

Key audit matter	How our audit addressed the key audit matter
The Group has prepared its consolidated financial statements as at 31 December 2017 on a going concern basis. As further explained in Note 2.8.7 to the consolidated financial statements, the management has concluded that the group has sufficient cash resources and expected cash inflows to continue its activities not less than twelve months from the date of these consolidated financial statements. The Group had cash and cash equivalents of CHF 4.3 million at 31 December 2017 but consumed cash of CHF 7.5 million in the year, prior to investing and financing activities. There are plans to raise additional financing and the business plan for the next year show a positive cash generation from operating activities (EBITDA). Management prepared a set of cash flow forecast from Board approved plans (which constitutes as well the basis for the capitalization of deferred tax assets on tax loss carry forwards). The key judgements within the cash flow projections that we particularly focused on are:	In assessing the appropriateness of the going concern assumption used in preparing the consolidated financial statements, we: – reviewed the cash flow forecast of the Group over the next 12 months based on budgets and forecasts; – performed a lookback analysis to compare 2017 budget with actual figures at 31 December 2017 to ensure management's ability to make estimates and considered potential downside/upside scenarios and the resulting impact on available funds; – considered the additional financing secured in April 2018; – Obtained and considered the letter of comfort from the main shareholder of the Group. A part of our audit we have concluded that the management's use of the going concern basis is appropriate.

-
- Cash inflows and outflows expected from the business plan
 - Cash flows expected from other sources, for example additional financing, dividends from associated companies
 - The continued availability of funding
 - The support of the main shareholder of the Group
-

Other information in the annual report

The Board of Directors is responsible for the other information in the annual report. The other information comprises all information included in the annual report, but does not include the consolidated financial statements, the stand-alone financial statements and the remuneration report of Airesis SA and our auditor's reports thereon.

Our opinion on the consolidated financial statements does not cover the other information in the annual report and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the consolidated financial statements, our responsibility is to read the other information in the annual report and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the consolidated financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

Responsibilities of the Board of Directors for the consolidated financial statements

The Board of Directors is responsible for the preparation of the consolidated financial statements that give a true and fair view in accordance with IFRS and the provisions of Swiss law, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the consolidated financial statements, the Board of Directors is responsible for assessing the Group's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the Board of Directors either intends to liquidate the Group or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Auditor's responsibilities for the audit of the consolidated financial statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Swiss law, ISAs and Swiss Auditing Standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these consolidated financial statements.

As part of an audit in accordance with Swiss law, ISAs and Swiss Auditing Standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Group's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made.
- Conclude on the appropriateness of the Board of Directors' use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Group's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the consolidated financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Group to cease to continue as a going concern.

- Evaluate the overall presentation, structure and content of the consolidated financial statements, including the disclosures, and whether the consolidated financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.
- Obtain sufficient appropriate audit evidence regarding the financial information of the entities or business activities within the Group to express an opinion on the consolidated financial statements. We are responsible for the direction, supervision and performance of the Group audit. We remain solely responsible for our audit opinion.

We communicate with the Board of Directors or its relevant committee regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide the Board of Directors or its relevant committee with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

From the matters communicated with the Board of Directors or its relevant committee, we determine those matters that were of most significance in the audit of the consolidated financial statements of the current period and are therefore the key audit matters. We describe these matters in our auditor's report unless law or regulation precludes public disclosure about the matter or when, in extremely rare circumstances, we determine that a matter should not be communicated in our report because the adverse consequences of doing so would reasonably be expected to outweigh the public interest benefits of such communication.

Report on other legal and regulatory requirements

In accordance with article 728a paragraph 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists which has been designed for the preparation of consolidated financial statements according to the instructions of the Board of Directors.

We recommend that the consolidated financial statements submitted to you be approved.

PricewaterhouseCoopers SA



Guillaume Nayet
Audit expert
Auditor in charge



Gérard Ambrosio
Audit expert

Lausanne, 25 April 2018

COMPTES STATUTAIRES

STATUTORY ACCOUNTS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION AS AT DECEMBER 31ST

En milliers de CHF	Note	2016	2017	In thousands of CHF
ACTIFS				ASSETS
Actifs circulants				Current assets
Trésorerie		63	502	Cash and cash equivalents
Créances - sociétés du groupe		1 072	1 357	Trade receivables – intercompany
Créances - parties tierces		44	16	Trade receivables - third parties
Total créances résultant de prestations de services		1 116	1 373	Total receivables
Autres créances à court terme envers des tiers		38	58	Other current receivables to third parties
Autres créances à court terme envers des sociétés du groupe et parties liées		372	724	Other current receivables to intercompany and related parties
Actifs de régularisation		33	14	Accrued income and prepaid expenses
Total actifs circulants		1 622	2 671	Total current assets
Actifs immobilisés				Non-current assets
Prêts - sociétés du groupe		25 476	9 087	Loans - intercompany
Prêts - parties liées		801	1 189	Loans - related parties
Autres immobilisations financières		482	526	Other financial assets
Total des prêts et immobilisations financières		26 759	10 802	Total financial assets
Participations	3	56 426	76 301	Investments
Immobilisations corporelles		13	5	Property, plant and equipment
Total actifs immobilisés		83 198	87 108	Total non-current assets
Total des actifs		84 820	89 779	Total assets
PASSIFS				LIABILITIES AND EQUITY
Capitaux étrangers à court terme				Short-Term liabilities
Passifs résultant de prestations de services - parties tierces		156	72	Trade payables - third parties
Passifs à court terme portant intérêt envers des sociétés du groupe		-	671	Short-term interest-bearing liabilities to group companies
Autres passifs à court terme		699	635	Other short-term payables
Passifs de régularisation		228	151	Accrued expenses and deferred income
Provisions		201	331	Provisions
Total capitaux étrangers à court terme		1 284	1 860	Total short-term liabilities
Capitaux étrangers à long terme				Long-Term liabilities
Passifs à long terme portant intérêt envers des sociétés du groupe		955	1 081	Long-term interest-bearing liabilities to group companies
Emprunts convertibles	7	4 314	8 593	Convertible loans
Total capitaux étrangers à long terme		5 269	9 674	Total long-term liabilities
Total capitaux étrangers		6 553	11 534	Total liabilities
Capitaux propres				Equity
Capital-actions	4	15 506	15 506	Share capital
Réserve générale issue d'apports de capital		26 125	26 125	Legal reserves from capital
Réserves légales issues du bénéfice		4 526	4 526	Legal reserves from retained earnings
Résultat reporté		33 946	32 231	Retained earnings
Résultat net de l'exercice		-1 715	-64	Net result
Actions propres	5	-121	-79	Treasury shares
Total capitaux propres		78 267	78 245	Total shareholders' equity
Total des passifs		84 820	89 779	Total liabilities and equity

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
INCOME STATEMENT

En milliers de CHF	Note	2016	2017	In thousands of CHF
Gains sur ventes de titres - Comunos		91	-	Gains from sale of shares - Comunos
Gains sur actions propres	5	-	2	Gains from treasury shares
Pertes sur actions propres	5	-	-2	Losses from treasury shares
Dividendes - Comunos		400	184	Dividends - Comunos
Autres produits		282	296	Other income
Salaires et charges sociales		-620	-697	Salaries and social charges
Frais de gestion et administratifs		-1 261	-1 483	Management and administrative expenses
Honoraires		-302	-332	Fees
Amortissements		-4	-8	Depreciation and amortization
Résultat d'exploitation avant intérêts et impôts		-1 414	-2 040	Earnings before interest and taxes
Frais financiers		-2	-11	Financial expenses
Intérêts sur prêts - sociétés du groupe et parties liées		555	744	Interest income from loans - intercompany and related parties
Intérêts sur emprunts à conversion obligatoire		-169	-379	Interest expense from mandatory convertible loans
Intérêts dûs sur prêts - sociétés du groupe et parties liées		-17	-14	Interest expense from loans - intercompany and related parties
Gains / (Pertes) de change		-229	1 857	Gains / (Losses) from foreign exchange
Résultat d'exploitation avant impôts		-1 276	157	Earnings before taxes
Charges exceptionnelles, uniques ou hors période	8	-304	-85	Extraordinary, non-recurring or prior-period expenses
Résultat de l'exercice avant impôts		-1 580	71	Result before taxes
Impôts et taxes		-135	-135	Taxes
Résultat net		-1 715	-64	Net result

**ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS
STATUTAIRES CLOS AU 31 DÉCEMBRE**

***NOTES TO THE STATUTORY ACCOUNTS
AS AT DECEMBER 31ST***

1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Le Conseil d'administration a approuvé les comptes statutaires au 31 décembre 2017 le 25 avril 2018.

Airesis SA est une holding d'investissement active dans le secteur du private equity basée à Clarens. Elle a pour stratégie d'investir dans des marques, plus particulièrement les marques de sport, où elle prend une position majoritaire.

Au 31 décembre 2017, Airesis détient :

82% des parts du groupe Le Coq Sportif, actif dans les vêtements et chaussures de sport ou d'inspiration sportive.

92% du capital du Groupe Movement, propriétaire de la marque de ski vaudoise. Les produits Movement sont vendus à travers la société Wild Duck SA. Le Groupe Movement est également propriétaire de la société Casoar SA, société de distribution d'articles de sport, disposant d'un solide réseau de distribution helvétique.

100% de Sport Immobilier SA. Une société française qui détient les terrains utilisés à Romilly sur Seine pour Le Coq Sportif.

40% de la société de gestion Comunus SICAV – Entrepreneurs. La société a réalisé un bon exercice 2017, aucun soutien financier d'Airesis n'a été nécessaire et un dividende KCHF 184 a été versé en cours d'année.

Au 31 décembre 2017, le nombre d'emplois à plein temps en moyenne annuelle ne dépasse pas les 10 collaborateurs.

2 PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS

Les présents comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions sur la comptabilité commerciale du Code suisse des obligations (art. 957 à 963b, en vigueur depuis le 1er janvier 2013).

2.1 Titres en portefeuille

2.1.1 Actions propres

Les actions propres (cotées à la bourse suisse SIX) figurent en déduction des fonds propres pour leur valeur d'acquisition.

2.2 Participations

Les participations figurent au bilan pour leur prix d'acquisition, déduction faite des moins-values durables. Les revenus sur participations sont reconnus au moment de leur distribution.

2.3 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles figurent au bilan pour leur prix d'acquisition, déduction faite des amortissements cumulés. Elles sont amorties linéairement sur la base de leur durée de vie estimée.

1 CORPORATE INFORMATION

The Board of Directors approved the statutory accounts as at December 31st, 2017 on April 25th, 2018.

As an investment holding company in the private equity sector based in Clarens, Airesis invests in brands, particularly sports brands, in which it has a majority interest.

As at December 31st, 2017 Airesis holds:

82% of the Le Coq Sportif Group, a sports brand well known for its lifestyle sports clothing and shoes.

92% of Movement Group. Movement Group is the owner of the eponymous ski brand from the Vaud region. Movement's products are sold through Wild Duck SA. The group also owns Casoar SA, a distribution company of sporting goods, with a strong Swiss distribution network.

100% of Sport Immobilier SA. A French company that owns the land used in Romilly sur Seine for Le Coq Sportif.

40% of the management company Comunus SICAV – Entrepreneurs. The company had a good year 2017, no financial support from Airesis was necessary and a dividend of KCHF 184 was paid during the year.

As at December 31st, 2017, the amount of full-time employees on an annual average does not exceed 10 employees.

2 SUMMARY OF ACCOUNTING PRINCIPLES

These financial statements have been prepared in accordance with the Code of Obligations (art. 957 to 963b, applicable since January 1st, 2013).

2.1 Marketable securities

2.1.1 Treasury shares

Treasury shares (listed on the Swiss stock exchange - SIX) are reported as a deduction from equity at their acquisition value.

2.2 Participations

Participations are presented on the balance sheet for their purchase price, deduction made of any capital losses. Revenue from participations is recognized at the moment it is distributed.

2.3 Property, plant and equipment and intangible assets

All property, plant and equipment and intangible assets are reported on the balance sheet at their purchase price, less accumulated depreciation. They are amortized on a straight-line method taking into consideration their estimated economic life.

2.4 Impôts

Airesis, qui bénéficie d'un statut de société holding, est redevable de l'impôt sur le capital au niveau cantonal/communal et uniquement sur le bénéfice au niveau fédéral, déduction faite du rendement des participations.

2.5 Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses sur la base du taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs sont convertis en francs suisses sur la base du taux de change en vigueur à la date de clôture. Les gains et pertes de change réalisés, de même que les pertes de change non réalisées, sont enregistrés dans le compte de profits et pertes, alors que les gains non réalisés sont différés.

2.4 Taxes

Airesis, which benefits from a status of holding company, is liable to capital tax at cantonal/communal level. Income tax is due only at the federal level, net of return from participations.

2.5 Foreign currency transactions

Foreign currency transactions are converted into Swiss francs (CHF) based on the exchange rate in effect on the transaction date. Assets and liabilities are converted into Swiss francs based on the exchange rate in effect on the closing date. Realized gains and losses attributable to the exchange rate, as well as non-realized exchange losses, are recorded on the income statement, whereas non-realized gains are deferred.

3 PARTICIPATIONS

	Siège Head office	Domaine d'activité Field of business	31.12.2016	% détention % held 31.12.2017	Valeur au bilan en milliers de CHF Book value in thousands of CHF 31.12.2016	31.12.2017
Participations majeures						
Le Coq Sportif Holding SA	France	Sport	79%	82%	55 212	75 087
Movement Holding SA	Suisse / Switzerland	Sport	92%	92%	46	46
Participations liées au Coq Sportif						
Sport Immobilier SA	France	Immobilier	100%	100%	11	11
Autres participations						
Comunus SICAV (compartiment entrepreneur)	Suisse	Gestion	40%	40%	400	400
Comunus SICAV (entrepreneur compartment)	Switzerland	Management				
GMB SA	France	Holding	33%	33%	566	566
A2I SA	Suisse Switzerland	Holding	100%	100%	191	191

3 PARTICIPATIONS

4 STRUCTURE DU CAPITAL D'AIRENIS SA

	31.12.2015	31.12.2016	31.12.2017	
Nombre d'actions nominatives	57 095 000	62 022 251	62 022 251	Number of registered shares
Valeur nominale	0.25	0.25	0.25	Nominal value
Capital-actions (en CHF)	14 273 750	15 505 563	15 505 563	Issued capital (in CHF)
Structure des fonds propres (en CHF)				Structure of equity (in CHF)
Capital-actions	14 273 750	15 505 563	15 505 563	Share capital
Réserve légale issue du bénéfice	4 526 100	4 526 100	4 526 100	Legal reserves from retained earnings
Réserve générale issue d'apports de capital	22 287 627	26 124 514	26 124 514	Legal reserves from capital
Résultat au bilan	33 945 914	32 230 733	32 166 837	Retained earnings
Actions propres	-120 882	-120 882	-79 235	Treasury shares
Total des fonds propres	74 912 508	78 266 028	78 243 779	Total shareholders' equity

Pour les modifications du capital-actions, veuillez-vous référer aux points 2.1, 2.2.1 et 2.2.2 de la Corporate Governance.

For modifications of capital shares, please refer to notes 2.1, 2.2.1 and 2.2.2 of the Corporate Governance.

5 ACTIONS PROPRES ET RÉSERVE POUR ACTIONS PROPRES

Au 31 décembre 2017, Airesis détenait 68 900 actions propres qui ont été achetées au cours moyen CHF 1.15 (cours de clôture au 31 décembre 2016 : CHF 1.15).

5.1 Parts de son propre capital détenues par l'entreprise (valeurs comptables)

	Nombre de titre Number of shares	Cours moyen Average price	
Au 1 ^{er} janvier 2017	105 115	CHF 1.15	At 1 January 2017
Achats	-	-	Purchases
Ventes	-36 215	CHF 1.15	Sales
Au 31 décembre 2017	68 900	CHF 1.15	At 31 December 2017

5.2 Gains et pertes sur actions propres

En milliers de CHF	2016	2017	In thousands of CHF
Gains sur actions propres	-	2	Gains from treasury shares
Pertes sur actions propres	-	-2	Losses from treasury shares
Net	-	-	Net

6 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET ACTIFS SOUS RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

6.1 Engagements hors bilan

Des cautionnements bancaires à hauteur de EUR 9.8 millions (2016 : EUR 4.5 millions) sont souscrits par Airesis en faveur de sa participation Le Coq Sportif et CHF 2.3 millions en faveur du groupe Movement (2016 : CHF 2.3 millions).

7 EMPRUNTS À CONVERSION OBLIGATOIRE

En complément des prêts convertibles émis fin 2016, et afin de financer le développement du Coq Sportif, principale participation d'Airesis, le Conseil d'Administration a autorisé, le 27 mars 2017, la conclusion de prêts convertibles obligatoires (MCLs) d'un montant total de CHF 3.5 millions avec une échéance au 30 septembre 2022. Ces prêts, structurés et distribués par Swiss Investment House Inc., ont été signés le 12 mai 2017 et portent un intérêt de 5.5% par année. Les prêts (principal et intérêts annualisés) sont convertibles avec un rapport de conversion (strike) à CHF 1.36 par action. Le nombre maximum de nouvelles actions à émettre est de 3 441 457. Le droit préférentiel de souscription des actionnaires a été exclu. Les prêteurs disposent d'un droit de conversion au 30 septembre 2021 pour tout ou partie des montants dus. Airesis quant à elle, pourra soit rembourser les prêts au pair (intérêts annualisés inclus), soit exercer son droit de conversion obligatoire à l'échéance du 30 septembre 2022. Les nouvelles actions d'Airesis seront créées au travers d'un capital-actions conditionnel. Aucune augmentation de capital supplémentaire n'est prévue pour le moment.

8 PRODUITS ET CHARGES HORS PÉRIODE

Dans le courant de l'année, des frais d'honoraires concernant des périodes antérieurs ont été reçus. Les montants de ces frais étaient supérieurs à ceux provisionnés.

5 TREASURY SHARES AND RESERVES

On December 31st, 2017, Airesis held 68 900 treasury shares that were purchased at an average price of CHF 1.15 (closing price on December 31st, 2016: CHF 1.15).

5.1 Treasury shares (carrying value)

5.2 Gains and losses on treasury shares

6 OFF-BALANCE SHEET LIABILITIES AND PLEDGED ASSETS

6.1 Off-balance sheet liabilities

Airesis issued letters of guarantee totaling EUR 9.8 million (2016: EUR 4.5 million) banking debts in favor of its participation Le Coq Sportif and CHF 2.3 million in favor of Movement Group (2016: CHF 2.3 million).

7 MANDATORY CONVERTIBLE LOANS

In addition to convertible loans issued at the end of 2016 and to finance Le Coq Sportif development, Airesis' main participation, Airesis' board of directors has authorized, on March 27, 2017, the conclusion of mandatory convertible loans (MCLs) totaling CHF 3.5 million with a maturity date on September 30, 2022. The MCLs, structured and distributed by Swiss Investment House Inc., have been entered into on May 12, 2017 and bear 5.5% interest per annum. The MCLs (principal and annualized interest) are convertible at a conversion price (strike) of CHF 1.36 per share. The maximum number of new Airesis shares is 3 441 457. Shareholders' preferential subscription rights were excluded. Lenders may exercise their conversion right, in full or in part, with effect on September 30, 2021. Otherwise, Airesis will either reimburse the MCLs at par (including annualized interest) or exercise its mandatory conversion right at maturity on September 30, 2022. The new Airesis Shares shall be created ex conditional share capital. No further capital increases are currently planned.

8 PRIOR-PERIOD INCOMES AND EXPENSES

In the course of the year, fees relating to prior periods were received. The amounts of these invoices were higher than provisioned for.

9 PROPOSITIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIVES A L'EMPLOI DES RÉSERVES

Le résultat au bilan au 31 décembre 2017 que nous soumettons à votre approbation présente :

En milliers de CHF

Solde reporté	32 231
Perte de l'exercice	-64
À la disposition de l'Assemblée générale	32 167

Le conseil d'administration propose la répartition du report à nouveau comme suit :

Report à nouveau	32 167
-------------------------	---------------

9 BOARD OF DIRECTOR'S PROPOSED APPROPRIATION OF PROFIT

Retained earnings As at December 31st, 2017, which we submit to your approval, show:

In thousands of CHF

Balance brought forward
Loss of the period
At the disposal of the General Shareholders' Meeting

The Board of Directors proposes the following appropriation of profits:

Profit brought forward

REPORT OF THE STATUTORY AUDITOR TO THE GENERAL MEETING ON THE FINANCIAL STATEMENTS 2017

REPORT OF THE STATUTORY AUDITOR TO THE GENERAL MEETING OF AIRESIS SA, MONTREUX

Opinion

We have audited the financial statements of Airesis SA, which comprise the balance sheet as at 31 December 2017, income statement and notes for the year then ended, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the financial statements (pages 101 to 108) as at 31 December 2017 comply with Swiss law and the company's articles of incorporation.

Basis for opinion

We conducted our audit in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards. Our responsibilities under those provisions and standards are further described in the "Auditor's responsibilities for the audit of the financial statements" section of our report.

We are independent of the entity in accordance with the provisions of Swiss law and the requirements of the Swiss audit profession and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Our audit approach

Audit scope

We designed our audit by determining materiality and assessing the risks of material misstatement in the financial statements. In particular, we considered where subjective judgements were made; for example, in respect of significant accounting estimates that involved making assumptions and considering future events that are inherently uncertain. As in all of our audits, we also addressed the risk of management override of internal controls, including among other matters consideration of whether there was evidence of bias that represented a risk of material misstatement due to fraud.

Materiality

The scope of our audit was influenced by our application of materiality. Our audit opinion aims to provide reasonable assurance that the financial statements are free from material misstatement. Misstatements may arise due to fraud or error. They are considered material if, individually or in aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of the financial statements.

Based on our professional judgement, we determined certain quantitative thresholds for materiality, including the overall materiality for the financial statements as a whole as set out in the table below. These, together with qualitative considerations, helped us to determine the scope of our audit and the nature, timing and extent of our audit procedures and to evaluate the effect of misstatements, both individually and in aggregate, on the financial statements as a whole.

Overall materiality	CHF 897'000
How we determined it	1% of total assets, rounded
Rationale for the materiality benchmark applied	We chose total assets as the benchmark because, in our view, it is the most appropriate benchmark for a holding company which has limited operating activities.

Report on key audit matters based on the circular 1/2015 of the Federal Audit Oversight Authority

We have determined that there are no key audit matters to communicate in our report.

Responsibilities of the Board of Directors for the financial statements

The Board of Directors is responsible for the preparation of the financial statements in accordance with the provisions of Swiss law and the company's articles of incorporation, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, the Board of Directors is responsible for assessing the entity's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the Board of Directors either intends to liquidate the entity or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Auditor's responsibilities for the audit of the financial statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards, we exercise professional judgment and maintain professional scepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made.
- Conclude on the appropriateness of the Board of Directors' use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the entity's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the entity to cease to continue as a going concern.

We communicate with the Board of Directors or its relevant committee regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide the Board of Directors or its relevant committee with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

From the matters communicated with the Board of Directors or its relevant committee, we determine those matters that were of most significance in the audit of the financial statements of the current period and are therefore the key audit matters. We describe these matters in our auditor's report unless law or regulation precludes public disclosure about the matter or when, in extremely rare circumstances, we determine that a matter should not be communicated in our report because the adverse consequences of doing so would reasonably be expected to outweigh the public interest benefits of such communication.

Report on other legal and regulatory requirements

In accordance with article 728a paragraph 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists which has been designed for the preparation of financial statements according to the instructions of the Board of Directors.

We further confirm that the proposed appropriation of available earnings complies with Swiss law and the company's articles of incorporation. We recommend that the financial statements submitted to you be approved.

PricewaterhouseCoopers SA



Guillaume Nayet

Audit expert
Auditor in charge



Gérard Ambrosio

Audit expert

Lausanne, 25 April 2018

Contact

Airesis
Chemin du Pierrier 1
CH - 1815 Clarens / Montreux

T + 41 (0) 21 989 82 50
F + 41 (0) 21 989 82 59
www.airesis.com / investors.relations@airesis.com